

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Production, la Taxation et la Consommation
DU
PÉTROLE ET SES DÉRIVÉS
DANS LA ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le lundi 17 juin 1907, à 2 heures 1/2.*

PAR

Thomas NICOLESCO

Président: M. ALGLAVE, professeur.

*Suffragants: } MM. DESCHAMPS, professeur.
 GIDE, professeur.*

PARIS, V^e

V. GIARD & E BRIÈRE

Libraires-Editeurs

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

La Production, la Taxation et la Consommation

DU

PÉTROLE ET SES DÉRIVÉS
DANS LA ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le lundi 17 juin 1907, à 2 heures 1/2.*



PAR

Thomas NICOLESCO

Président: M. ALGLAVE, professeur.

*Suffragants: { MM. DESCHAMPS, professeur.
GIDE, professeur.*

PARIS, V^e

V. GIARD & E BRIÈRE

Libraires-Éditeurs

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1907

BIBLIOGRAPHIE

- FR. MIRON. — Les huiles minérales, pétrole, schiste, lignite.
MIRCEA C. R. et FILIH C. — Pétroleul.
BOURQUI C. — Constitution à l'étude des pétroles roumains.
PASCU RADU. — Studiu geologic si minier.
EDELEANO ET TANASESCO. — Studiul petrolului Român.
TOROCEANO V. — Les gisements petrolifères de la Roumanie.
G. POPOVICI. — Trustul si petrolul Român.
AGUILLON. — Mines françaises et étrangères.
CHEVALIER. — Etudes sur la loi de 1810.
DUGAS. — De la propriété et de l'exploitation des mines chez les Romains. — Des droits et obligations des concessionnaires de mines sous l'empire de la loi de 1810.
NACU. — Dreptul civil Român.
PLANIOL. — Droit civil.
GENSOUL. — Le monopole des pétroles par l'Etat en France.
GASCHEAU. — La question des pétroles en France.

Revues.

Moniteur du Pétrole Roumain.

Pacura.

România Industrială.

Revue politique et parlementaire.

HISTORIQUE

Lorsque, vers 1860, l'Amérique d'un côté, la Russie et la Galicie de l'autre, se disputaient l'honneur d'avoir les premiers trouvé le pétrole et l'extraire, tant le pétrole que les huiles lampantes, et d'avoir mis et fait faire le premier pas à l'industrie pétrolifère.

Mais quoique ces trois pays dans lesquels sans doute vers 1860 ils ont commencé à extraire du pétrole, mais la présence du pétrole était constatée déjà depuis des temps très avancés, et à peu près partout.

La constatation de ces gisements souterrains, dans lesquels on trouvait le pétrole, étaient bien connus, mais ses applications étaient loin d'être ce qu'elles sont aujourd'hui.

Pour nous attacher qu'à la Roumanie, plus de deux siècles avant la découverte des grandes sources pétrolifères de l'Amérique du Nord, et nous avons des preuves, de la présence du pétrole dans nos régions et même de son exploitation.

Les chroniqueurs nous apprennent que depuis des temps assez reculés, de nombreux affeulements de pétrole étaient connus en différentes régions de la Roumanie, et

qu'à l'aide de simples fosses d'abord et des puits à main plus tard, on exploitait ce produit. Des auteurs savants qui sont venus de l'Occident pour étudier les provinces balcaniques, ils écrivent dans leurs livres et nous signalent la présence du pétrole dans les anciennes provinces de *Moldavie* et de *Valachie*.

Ainsi : *Pierre Bogdau-Baksith* dans son voyage de 1649 décrit des nombreux puits de pétrole ; *Raicevich* dans son voyage de 1750, ouvrage intitulé — *Osservazioni storiche intorno alla Valachia et Moldavia* — Napoli 1789 — nous mentionne l'exploitation du pétrole.

En 1837 le *comte Demidoff* racontant son voyage — *Viaggio nella Russia meridionale, e nella crimea per l'Ungheria, la Moldavia et la Valachia* — Torino 1841 — nous indique la façon dont on extrait le pétrole brut.

L'exploitation en 1850-1855

L'exploitation était très rudimentaire, car les paysans roumains cherchaient les terrains où ce liquide suintait à la surface, et c'est là qu'ils creusaient des puits très peu profonds avec une section carrée dont les parois étaient gardées à l'aide des planches, ces puits avaient une profondeur de 20 mètres à 60 mètres, et c'était par un fait extraordinaire si parfois la profondeur arrivait à 100 mètres.

Le liquide extrait de ces puits était très épais et visqueux, et il était employé pour graisser les roues des voitures et chariots, et graisser leurs bottes ou pour préparer des pommades médicinales.

Le prix était assez élevé, et l'exportation se faisait en Russie, en Autriche et surtout en Turquie, qui possédait alors la Bulgarie.

Dans les régions où le pétrole était très fluide, les paysans creusaient de grandes fosses dans la terre glaise, ces fosses les remplissaient de ce liquide, et y mettaient le feu, quand le pétrole avait perdu toutes les parties volatiles, et l'expérience leur avait indiqué le moment opportun, ils éteignaient le feu avec des branchages mouillés, et c'est ainsi qu'ils obtenaient le pétrole épais comparable à celui qu'on trouvait dans les couches supérieures.

Il est difficile de faire l'histoire complète du pétrole en Roumanie et surtout pour ces temps éloignés, bien que déjà depuis l'année 1832, nous avons des données, certes, au sujet d'exploitation du pétrole, même sur une grande échelle, et qui servait comme matériel à graisser les chars, cependant le commencement sérieux de l'emploi de ce liquide précieux, ainsi qu'on le comprend aujourd'hui, ne saurait être constaté qu'en 1856 et d'une manière plus positive en 1857.

Dès l'origine l'exploitation eut lieu sur une petite échelle et d'une façon intermittente, et on y prêtait fort peu d'attention. Des puits se creusaient, puis étaient abandonnés, repris par les mêmes ou d'autres propriétaires, sui-

vant des engouements subits et passagers ; une quantité des puits ont été négligés jusqu'à leur disparition par l'éboulement.

En outre la découverte des grandes sources pétrolifères en Russie, leur exploitation intense et systématique, et avec beaucoup de succès, les prix ont abaissé d'une manière assez notable, et par le fait de cette concurrence que nous faisait l'industrie pétrolifère de la Russie, a mis une entrave sérieuse au développement de cette industrie en Roumanie.

Par conséquent, un chômage durant de longues années, et le pays ne se réveille que bien lentement de l'état d'engourdissement auquel il s'était laissé aller.

Premières raffineries.

C'est en 1850 que la première raffinerie a été installée clandestinement à *Moinesthi* par un juif venant de l'Autriche, cette distillerie était très primitive, et les produits qu'elle distillait étaient transportés en Bucovine au moyen de charriots.

Plus tard, vers 1855, un paysan, *Théodore Cincan*, exploitateur des puits de pétrole, s'est associé à un nommé *Fotache Manolesco*, de Targoviste, et ils ont pris une concession du ministère des cultes le 24 novembre, les exploitations situées sur la terre de *Colibasi*, terre dépendante du monastère de Sinaia, à raison d'une redevance de

10 p. 100 sur la production brute, il est probable que ces exploitations étaient pratiquées dans le but de produire un matériel à vendre, car un chiffre nous indique qu'on a exporté en 1855 pour 41.081 francs.

Une autre raffinerie du pétrole a été installée en décembre 1856 sous le nom de *Marin Mehenditzeano* à Rafov près de Ploesci et voilà de quelle manière :

Pendant l'été de l'année 1856, *M. Théodore Mehedintzeano*, banquier et entrepreneur roumain, se trouvait de passage à Frankfort, là il a trouvé chez un négociant une sorte de lampe à l'huile de chiste, achetée chez un Français nommé Noblet, établi à Hambourg comme distillateur des charbons bogheads.

M. Mehedintzeano a acheté deux de ces lampes, une à la flamme droite et l'autre à la flamme circulaire, et en rentrant dans le pays il a essayé, selon les conseils de M. Alexandre Marin (professeur) et M. Steege (pharmacien de la cour) au moyen d'un alambic à distiller des fleurs du pétrole brut extrait des puits de Pacuretzi, de M. Steride gendre de M. Pacuretzeano.

Le liquide obtenu à la suite de cette distillation était infiniment supérieur à l'huile de chiste de Noblet, tant au point de vue de la flamme qu'à celui de l'odeur et du prix.

Après ces essais, M. Mehedintzeano s'est présenté pendant l'automne de l'année 1856 à l'adjudication pour l'éclairage de Bucarest, demandant un prix de 355 piastres par an pour chaque lampe à pétrole, tandis que ses concur-

rents, qui se servaient de l'huile du colza, en avaient demandé 600 piastres.

Ce contrat d'éclairage avec la date de 8 octobre 1856 est signé par Siméon Marcovici, président du conseil municipal, par le Camaican Alexandre Ghika, par le Dvornic Constantin Ghika et par l'Aga Demetre Ghika, et il est entré en vigueur le 1^{er} avril 1857.

Pendant ce laps de temps, M. Mehedintzeano a parcouru presque toutes les grandes villes de l'Europe, et il a demandé des conseils à des chimistes émérites, tel M. Payen de l'école centrale de Paris, et ce n'est qu'à Hambourg qu'il a eu la chance de trouver la raison sociale chez Moltrecht, constructeur d'appareils à distiller le chiste et le charbon, et qu'on a dû les adopter pour le pétrole brut pour passer des essais du laboratoire à la distillation du pétrole par voie industrielle.

De même dans cette ville de Hambourg il a trouvé un certain *Frederic Tinke* fabricant des lampes, et par l'aide de ces appareils et les conseils pris par lui, il a pu installer en décembre 1856 presque la première raffinerie de chez nous, plus ou moins systématique.

Donc, il y a cinquante ans depuis que cette raffinerie du pétrole brut est installée en Roumanie ; événement important, car c'est presque la première raffinerie systématique connue dans l'industrie du pétrole du monde entier.

Et Bucarest, en tout cas, est la première ville au monde où l'on a employé pour la première fois *l'éclairage public à pétrole raffiné*, en avril 1857.

D'autres raffineries se sont installées en Roumanie vers 1860 et le premier pétrole raffiné apparaît dans nos statistiques douanières en 1861 avec 1.014 hectolitres d'une valeur de 74.353 francs.

A ce moment-là aucun progrès de grande importance n'a pu se manifester, car les sondages, leurs systèmes et la technique étaient encore au début de leur apprentissage.

Le transport du pétrole

Sauf cela, les moyens de transports provoquaient de grandes difficultés, d'après ce qu'en disaient les gens qui ont vécu à cette époque.

Il était presque impossible de pouvoir faire quelques transports l'automne, l'hiver et le printemps, les chantiers étaient tous dépourvus des chaussées et les routes naturelles étaient absolument impraticables sitôt que les pluies commençaient à tomber.

L'hiver, quand on aurait pu effectuer avec plus de facilité les transports en traineau, ne servait presque à rien, car la navigation sur le Danube était interrompue dès le mois de novembre et les ports étaient dépourvus des réservoirs d'emmagasinement.

Quoique la production de l'année 1863 qui a été par exemple fort bonne et que les prix fussent rentables, n'a pu être transporté, malgré tous les efforts déployés, à

cause du mauvais temps, et de ce fait beaucoup d'argent a été perdu à cette occasion, la situation était donc de plus pénible, mais à cause des prix qui étaient très rentables et élevés, car on vendait alors le pétrole de quatre à sept francs le *vadra* (15 litres environ) et les affaires prospéraient, et l'on gagnait beaucoup d'argent, et d'importantes capitalisations ne tardèrent pas à se réaliser.

Ce fut là l'origine de la grande fortune d'une pléiade, les nouveaux millionnaires, comme le familles Monteoru dans le district de Buzeu ; Hernia dans celui de Prahova et Grigoresco dans celui de Dambovitza.

La formation des sociétés et l'irruption des capitaux étrangers jusqu'à la fin de l'année 1899,

Vers les années 1865-1870, l'industrie du pétrole commença à se développer un peu, quoique les prix étaient encore assez hauts, mais les capitalistes étrangers furent attirés par la perspective des riches productions du pétrole que notre sous-sol contenait et de ce fait, plusieurs sociétés prirent naissance dans notre pays, ayant à leur disposition des capitaux assez coquets pour entreprendre l'exploitation du pétrole.

Parmi les sociétés les plus importantes citons : en 1865 une Société française veut se former avec un capital de deux millions, et exploite le domaine de Slanic, mais ayant un insuccès au commencement, la société quitte le pays ; presque au même moment une autre société anglaise d'ori-

gine, *Jackson Braun et Cie*, avec un capital de 7 millions, construit une raffinerie à Braïla, et puis elle exploite une certaine étendue de terrains, mais par l'insuccès subit le même sort que la première.

En 1879 une société autrichienne, *Schuchard et Cie*, au capital de 2 millions, entreprend des sondages sur la terre de Colibasi, mais par l'insuccès elle subit le même sort que les deux premières, et elle quitte le pays, en abandonnant, pour une dette qu'elle a envers l'Etat, tous ses instruments de sondage et les réservoirs.

En 1880 alors, une société anglaise, *Thois et Cie*, entreprend des sondages à Doftanesti et Recea, mais rencontrant beaucoup de difficultés dans l'exploitation, leur font perdre le courage et ils cèdent à d'autres exploiters tous ces riches terrains.

En 1883, le prince Stirbey entreprend une série de sondages sur la terre de La Voila, mais les résultats sont si faibles qu'il ne couvre pas même les frais, et le prince préfère abandonner.

En 1899 M. Negropontes à Harja et Grozesti ; en 1885 G. Cantacuzène à Draganeasa et puis une société allemande *Hildebrand* à Poresti et Matitza (Prahova) ont le même sort.

Donc le commencement de ces capitaux étrangers qui se sont déplacés de chez eux pour chercher la fortune dans notre pays ont subi un sort malheureux, et je crois que la cause de ces insuccès consiste dans le manque des connaissances assez avancées et certaines qu'on doit posséder

dans la recherche de ce précieux liquide, et puis la géologie de notre sous-sol n'était pas connu du tout ; donc au premier moment on croirait que la perte de tous ces capitaux éloignerait pour une période assez lointaine l'émigration des nouveaux capitaux étrangers, car dans leur premier déplacement ont complètement échoués.

Mais les faits à enregistrer se passent tout à fait dans le sens contraire, car nous voyons sans cesse l'éruption des nouveaux capitaux qui se déplacent pour rechercher le pétrole dans notre pays, et ils ne subissent pas le même sort que les anciens capitaux.

Ainsi en 1890 une société en commandite, la société *Anglo-Roumaine Pielsticker et Cie* prend en possession les terrains de Poiana de Verbilieu et Matitza, et peu après Glodeni, et les résultats obtenus au commencement sont très satisfaisants, car ils font un bénéfice net de plusieurs centaines de mille francs, mais par suite de malentendus entre eux, amènent la liquidation de la société, et l'on voit des instruments, dont le coût avait dépassé un demi-million, jétés en pâture à des créanciers pour une somme de 50.000 francs.

Depuis 1891 jusqu'à 1895, peu d'entreprises sont en train de se former, mais l'exploitation semble qu'elle commence à se perfectionner et devenir plus systématique, les frais généraux commencent à diminuer, et le prix de revient du pétrole diminue en même temps.

Après 1895, nous voyons des sociétés en formation et

beaucoup de propriétaires de terrains pétrolifères les exploiter eux-mêmes.

La société belge *Vanderschueren et Cie*, à Téga-Coculesti ; *M. Costaforu* à Berca, district de Buzeu, exploitent leurs terrains avec succès ; *M. Monteoru* à Sarata ; les frères *Ozinga* plus tard, *Ozinga et Cie* à Doftanesti, Recea et puis Bushtenari.

Toutes ces sociétés et exploiters font des affaires merveilles, et comme conséquence de ses succès, nous constatons que la production augmente dans des proportions très sensibles ; de 2.345 wagons en 1886, elle atteint le chiffre de 7500 wagons en 1896, pendant cette période de 10 ans, et elle provient à cette dernière époque de 903 puits et 48 sondes, les profondeurs des puits varient de 60-240 mètres et celles des sondes de 140-350 mètres.

Toujours vers cette époque a commencé l'exploitation sérieuse des terrains les plus riches en pétrole de la Roumanie ; car c'est Campina qui est exploité avec beaucoup de succès par M. V. Hernia et ses héritiers.

De même la société *Krauss et Cie* de Budapest obtient des résultats satisfaisants ; puis bientôt les exploitations Hernia et Kraus et Cie à Campina, et beaucoup d'autres à Bushtenari, Baicoiu, Moinesti, Solonti, etc., passent entre les mains d'une société qui depuis quelques années produit et raffine elle-même, l'immense majorité du pétrole roumain, c'est la société *Steaua Româna* (Etoile Roumaine), fondée au printemps de l'année 1895 au capital de 2 millions 400.000 francs, et en 1896 ayant pris sa

forme définitive, a augmenté son capital à 10 millions de francs, qui a été souscrit l'année suivante, et à l'assemblée générale des actionnaires de l'année 1905, le 13 novembre, ont décidé d'augmenter le capital avec la somme de 7 millions, par l'émission de 14.000 actions au porteur, chacune à 500 francs, et cette société sera la plus productive et la plus importante du pays. La raffinerie qu'elle possède à Campina est une des plus importantes raffinerie de l'Europe, son huilerie de Bucarest est dotée des derniers appareils, ses fabriques de caisses et bidons à Constantza pour emballer le pétrole exporté en Orient, viennent offrir à son exploitation en grand de puissantes alliées.

Puis successivement apparaissent des nouvelles sociétés : la société *Naederlandsche Petroleum Maatschappij* fondée en 1897 et qui a eu ses sondages à Tzintea dont le succès n'a pas été si satisfaisant ; en 1897 la société *Hollandaise-Roumaine*, puis une troisième société hollandaise, la *Amsterdam*, à Campina.

En même temps se forment plusieurs sociétés polonaises comme : *Pecici, Blakowsky et Cie* à Doftana et Bushtenari.

En même temps des entrepreneurs et propriétaires des terrains pétrolifères en Roumanie commencent à exploiter leurs terrains, comme M. Costaforu, qui forme une société plus tard, la société *Berca Petroleum Company*, puis *Européan Petroleum Company* à Bushtenari, Poiana,

Cosmina, ces deux société anglaises sont administrées par MM. Waston Jouell à Bucarest.

Avec la formation de ces nouvelles sociétés et l'emploi énorme du grand capital dans l'exploitation du pétrole, la production a augmenté dans des proportions assez notables. De 1897 au même mois de l'année 1898, la production atteint le chiffre de 13.418 wagons (alors qu'elle n'était que de 7.400 wagons en 1896) et le nombre des sondes en juillet 1898 a atteint le chiffre 123 dont 68 productives et 55 non productives ; le total des puits à mains monte au chiffre de 1.444, dont 562 sans production.

En 1899 des nouveaux capitaux étrangers pour une valeur d'une quinzaine de millions viennent se placer dans notre industrie de pétrole, et ces capitaux ont formé les sociétés suivantes : Une société belge, *Les Pétroles de Prahova*, avec un capital de deux millions ; la société *Internationale Rumeensche Petroleum Moatschappyj*, avec un capital de six millions, fait des sondages dans les districts de Buzeu, Dambovitza et Prahova ; puis le *Crédit Belgo-Roumain* avec les raffineries de Bossel à Plopeni ; à côté de ces puissantes sociétés, des centaines de petits exploiters viennent grossir la production de la grande masse de ce liquide précieux.

Les raffineries jusqu'à l'année 1899.

La plus grande quantité de ce liquide se trouve répartie entre 80 raffineries, dont la plupart ne méritent pas ce

nom, le reste est employé comme combustible et en partie exporté vers l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne par le Danube.

Parmi les plus importantes raffineries, citons ; celle de Steaua-Romana (Etoile-Roumaine) à Campina: celle de Bossel à Plopeni; Campeano et Cie; Grigoresco et Ruca-reano, à Targoviste, puis celle de Sfetesco, Spirea Protopopesco et celle de la Société Aurora, à Baicoiu.

Avant l'année 1830, la production pétrolifère de notre pays était presque nulle, seulement vers l'année 1835, que la production et l'exploitation du pétrole a commencé à apparaître à *Pacuretzi*, localité située dans le district de Prahova, et la production de cette localité était de 20.000 à 22.000 kilogrammes par an, moyenne qui continue à rester stationnaire jusqu'à l'année 1840.

D'autres sources de pétrole récemment découvertes en 1836, viennent aider la production de Pacuretzi, et ces sources sont Baicoiu et Matitza.

C'est vers l'année 1850 qu'on a commencé à extraire le pétrole des localités Magureni et Draganeasa, à l'aide des puits, dont les profondeurs étaient presque insignifiantes, car elles variaient de 22 à 30 mètres, mais la production était très abondante, car M. Tocilescu nous cite comme exemple un puits de pétrole qui était situé dans la région de Tzintea qui produisait 9.000 kilogrammes en 24 heures, et cette production a duré presque deux mois.

Mais la région la plus riche et la plus abondante en pétrole de tout le district de Prahova, c'était la région d'*Apos-*

tolache, dont la production a atteint le chiffre de 250.000 décalitres pendant l'année 1873, c'est la plus grande production de pétrole obtenue jusqu'à l'année 1875.

Dans le district de *Dambovitza*, à ces moments-là, la plus ancienne région pétrolifère c'était Colibashi, qui d'après les données statistiques de MM. Aurelian et Tocilescu, la production annuelle atteignait le chiffre de 25.000 hectolitres, et la plus grande production a été pendant les années 1868, 1869, 1870, où elle atteignait annuellement le chiffre de 350.000 décalitres.

En ce qui concerne le district de Buzeu, il y avait des centres pétrolifères comme Fundulea-Saratei, dont la production annuelle atteignait le chiffre de 600.000 décalitres, et pendant l'année 1873, la production a été de 114.453 hectolitres.

Sauf toutes ces régions, il y avait encore des endroits où la richesse du pétrole ne manquait pas, et l'on exploitait avec beaucoup de succès, comme : Moinesti, Solonti, Lucacesti. En regardant de plus près quelques données de M. Tocilescu, nous nous apercevons que la production du pétrole brut augmentait sensiblement chaque année, car, vers l'an 1853, la production annuelle n'était que de 2.500 hectolitres, et après un laps de temps de dix ans, la production annuelle dépasse le chiffre de 75.957 hectolitres par an, donc la production était en progrès, et en 1875, nous eûmes une production de 150.000 hectolitres.

Car voici la production du pétrole brut depuis, 1858 jusqu'à l'année 1895, en tonnes.

1858	495	1871	11.572	1885	29.000
1859	605	1872	11.878	1886	23.450
1860	1.188	1873	14.468	1887	25.300
1861	2.403	1874	14.350	1888	30.400
1862	3.226	1875	15.100	1889	41.400
1763	3.886	1876	15.100	1890	53.300
1864	4.591	1877	15.100	1891	67.900
1865	5.426	1878	15.100	1892	82.500
1866	5.915	1879	15.300	1893	74.500
1867	6.465	1880	15.900	1894	70.550
1868	7.061	1881	16.900	1895	80.000
1869	6.782	1882	19.000	1896	75.570
1870	11.649	1803	19.400	1896	79.400
		1884	29.300		

Dans l'étude de la production du pétrole de la Roumanie nous consulterons la seule statistique sérieuse, qui nous renseignera sur tous les points, c'est la statistique du ministère des domaines attaché au service minier, et dans cette statistique nous constaterons que, pendant l'année 1895, nous avons eu une production de 7.460 wagons ou 1.120.000 hectolitres, dont elle est répartie de cette façon aux districts productifs de ce liquide :

<i>Prahova</i>	557.000 hectolitres	3.714 wagons
<i>Dambovitza</i>	231.600 —	1.544 —
<i>Bacau</i>	194.700 —	1.298 —
<i>Buzeu</i>	135.600 —	904 —
Total....	1.119.000 hectolitres	7.460 wagons.

En ce qui concerne les puits, leur nombre s'est accru d'une façon assez notable, car du nombre de 400 puits que nous avons eu en 1870, nous atteignons le chiffre de 751 puits et 47 sondes pendant l'année 1895, et la profondeur de ces puits varie de 60 à 240 mètres.

En 1897 on a eu la production suivante :

<i>Prahova</i>	1.375.000	hectolitres.
<i>Dambovitza</i> ...	950.000	—
<i>Buzeu</i>	137.000	—
<i>Bacau</i>	89.447	—
Total.....	1.795.474	ou 12.000 wagons.

Le nombre des puits était de 1.100, dont 486 productifs et 629 non productifs, et 70 sondes et la valeur totale du pétrole, au prix de 360 francs le wagon, a été de 4.200.000 francs.

L'exportation.

D'abord, on a commencé à exporter, quoique sur une petite échelle, vers la Turquie, l'Egypte et les Indes, que nous avons eu comme les principaux débouchés dans le début de notre industrie pétrolifère, car en étudiant plus tard de plus près l'exportation, on verra la façon dont l'exportation augmentera chaque année en gagnant des débouchés plus étendus et sérieux.

Voilà l'état des choses à la fin de l'année 1897 ; à ce moment là on sentait bien que des conditions *sine qua non* à remplir étaient nécessaires pour que le commerce puisse réussir mieux : 1^o de diminuer le prix de transport jusqu'aux stations de chargement ; 2^o la construction des pipe-lines, pipe-line qui aboutirait d'un côté à une station du Danube, en vue du commerce avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et de l'autre côté une autre qui irait remplir les bateaux-citernes dans le port de Constantza. Toutes ces questions étaient à l'ordre du jour et l'on verra plus tard de la façon dont elles ont été accomplies.

La production du pétrole en 1897 et 1898.

A partir de l'année 1897-98 seulement, qu'on a commencé à agiter devant le parlement la question du pétrole roumain, dont la renommée a enfin franchi nos frontières ; mais malgré l'extension de l'exportation, et malgré les longues files de wagons-citernes qu'on voyait prendre la direction du port de Constantza, notre seul port de mer, où les navires étrangers viennent chercher le pétrole chez nous ; malgré les caravanes des Anglais, des Hollandais et des Belges venant chez nous chercher le pétrole dans les Carpathes, malgré toutes ces sociétés qui se sont formées, les terrains qui s'achètent malgré tout ce bruit et tout le travail qu'on fait autour de notre industrie pétrolifère, elle

était encore dans les langes, c'était une industrie qui commençait à naître et qui prendra sans doute, une expansion de plus en plus grande, et toutes les régions pétrolifères commencent à être exploitées, avec des capitaux d'une certaine importance.

Quand cette industrie pétrolifère atteindra son plein épanouissement, la sécheresse ou les inondations pourront compromettre les récoltes, et l'agriculture pourra traverser des crises, car nous sommes encore un pays dont les crises des mauvaises années agricoles nous font ressentir et font pâtir presque toutes les autres industries.

Donc, quand cette industrie pétrolifère aura pris cette expansion, les crises ne feront plus que le pays se ressente guère, car l'or ne cessera de circuler et de combler les vides causés par le manque de céréales.

Les millions que le pays aura besoin, et que le blé ne lui donnerait plus, le pétrole les assurera à la Roumanie. Toujours vers cette époque des nombreux détracteurs des autres pays, producteurs eux aussi de ce liquide, de la Russie, de l'Amérique et de la Pensylvanie, traitaient sans hésiter le pétrole roumain de « mauvais pétrole », mais ces dires ne sont pas exacts, car d'après les données de M. Istrati (chimiste), professeur de chimie à l'Université de Bucarest et M. Anghel O. Saligny (ingénieur, directeur aux chemins de fer roumains), ils ont analysé le pétrole roumain et ils l'ont même comparé avec le pétrole des autres pays producteurs de ce liquide. Dans la brochure intitulée « Recherches sur les pétroles de la Roumanie », nous

montrent que dans la fabrique de pétrole, benzine et huiles minérales de M. Gregoresco à Targoviste (Dambovitza), où on distille les pétroles provenant des endroits suivants : Glodeni, Colibashi et Gura-Ocnitzi, ces pétroles ont une densité qui varie entre 0,885 et 0,890 et sur 100 parties produites, se répartissent ainsi :

Benzine	6	
Gaz.....	33,5	
Pétrole.....	35	
Huile	15,5	
Résidus brûlés ,	5	pour la fabrication
Pertes	5	
Total	100	

Et pour que nous soyons mieux confirmé sur les qualités nécessaires du pétrole roumain, par rapport aux pays qui produisent ce liquide, j'ai pris dans le livre ci-dessus intitulé ce tableau comparatif de la qualité du pétrole dans divers pays.

Pétrole brut de produits de distillations, 100 parties produisent :

	Pensyl- vanie.	Canada.	Bucovine.	Roumanie	et Bakou.
Huiles légères, volatiles,ben- zine.....	15,00	20,00	10,00	10,00	8,50

Huiles lampantes 1 ^{re} qualité.	47,00	50,00	25,70	61,28	40,70
Huiles lampantes 2 ^e qualité.	20,00	19,00	18,30	20,60	18,30
TOTAL...	67,00	69,00	44,00	81,88	59,00
Paraffine	—	3,00	12,40	2,23	5,00
Goudron.....	12,00	5,00	23,60	—	15,00
Cokes et pertes.	6,00	2,00	10,00	5,89	12,50
TOTAL...	100,00	99,00	100,00	100,00	100,00
Densité...	0,824	0,845	0,840	0,846	0,865

Ce tableau nous montre que les pétroles roumains, s'ils ne donnent point de goudron et contiennent peu de paraffine, en échange ils possèdent une grande quantité de benzine et fournissent plus d'huiles lampantes surtout de première qualité que tous les autres pétroles actuellement en exploitation, aussi bien dans le vieux monde que dans le nouveau continent.

L'exportation en 1897-1898.

Les exportations jusqu'à l'année 1900 ne sont pas considérables, car nous étions au début de notre industrie du pétrole et c'est à peine en 1900 que commence une expansion au point de vue de l'exportation.

La production du pétrole en 1899-1900.

Nous compterons la production de l'année 1899-1900 depuis le mois d'avril 1899 jusqu'au mois d'avril 1900, et les trois principaux districts producteurs de pétrole ont produit :

Prahova 197.330.030 kilogrammes d'après les données du service des mines, et si nous examinons quelques endroits pétrolifères du district de Prahova, nous constaterons un excédent assez important relatif à l'année précédente.

Le chantier Câmpina et Poiana ayant à leur actif trente-sept sondes et dix-huit puits productifs, a donné comme résultat 70.587.647 kilogrammes par rapport à 62.529.956 de l'année précédente, d'où un excédent de 8.057.788 kilogrammes.

Chantier Bushtenari ayant trente-sept sondes et deux cent trente-huit puits productifs, a eu comme production 118.131.274 kilogrammes par rapport à 75.560.274 pour l'année antérieure, d'où un surplus de 42.571.293 kilogrammes.

Chantier Baicoiu et Tzintea a eu dix sondes et dix puits productifs avec un total de 5.005.166 kilogrammes au lieu de 10.984.327 kilogrammes, d'où une diminution de 5.979.161 kilogrammes ; enfin les différents chantiers comme : Magurele, Apostalache, Pacuretzi, Matitza, etc.,

avec 49 puits productifs ont eu un total de 3.569.800 kilogrammes par rapport à 6.257.491 à l'année précédente ; dans ce district nous n'avons pas eu les données de M. Predesco, Ciocardel et G. Dumitriu, parce qu'ils n'ont pas fourni leur état de production au service des mines.

Le district de Buzeu avec 9 sondes et 77 puits productifs, a produit : 6.059.234 kilogrammes en présence de 7.001.274 kilogrammes pour l'année antérieure, d'où une diminution de 942.040 kilogrammes.

Enfin, en additionnant ces chiffres et en ajoutant la production du district de Bacau et Dambovitza on a eu une production totale de 224.751.504 kilogrammes soit 22.475 wagons ; on a eu 108 sondes et 769 puits productifs, et 99 sondes et 1.194 puits non productifs.

Mais d'après l'opinion des ingénieurs de mines, la production de l'année 1899-1900 a été de 30.000 wagons et non de 22.475 et la différence de ce chiffre avec l'autre, s'explique par le fait qu'un certain nombre des producteurs, n'ont pas eu des registres en règle, et beaucoup d'entre eux ont déclaré moins qu'ils avaient produit en réalité, en croyant qu'ils vont être soumis à une taxe, et par conséquent les déclarations ont été fausses, le procédé de ces producteurs est très condamnable à tous points de vue.

C'est en 1900 que l'exploitation du pétrole a commencé à prendre un essor de plus en plus grand, et pour que nous nous rendions compte, nous n'avons qu'à regarder ces statistiques de l'exportation.

L'exportation du pétrole en 1899-1900.

Voilà d'abord l'exportation du pétrole dans le courant du mois d'avril 1900, les quantités du pétrole et ses dérivés exportées par les douanes suivantes :

Verciorova, pour :

	Kgr.	
Allemagne...	{	56.320 Benzine brute.
		21.700 — raffinée.
	{	34.255 Pétrole brut.
		22.310 — raffiné.

	Kgr.	
Suisse.....	{	11.160 Benzine brute.
		8.920 — raffinée.

	Kgr.	
Autriche.....	{	11.290 Benzine brute.
		11.150 — raffinée.

	Kgr.	
Bavière.....		10.750 Benzine pure.

	Kgr.	
<i>Predeal</i>	{	244.491 Pétrole brut.
		30.090 Benzine.

	Kgr.	
<i>Bourdoujeni</i> .		129.446 Pétrole brut.

	Kgr.	
<i>Giourgevo</i> ...	{	3.020.000 Pétrole brut.
		441.472 — raffinée.
		984 Benzine.
	{	398.742 Naphte.

L'exportation n'est pas énorme, mais en étudiant de plus près l'exportation des autres mois, nous verrons une augmentation assez notable d'un mois à l'autre, ainsi voilà l'exportation du mois de mai :

	Kgr.	
<i>Predeal</i>	{	404.188 Pétrole. 139.035 Benzine.
	Kgr.	
<i>Verccorova</i> . . .	{	23.901 Pétrole brut, 244.144 Benzine.
	Kgr.	
<i>Bourdoujeni</i> .	{	24.105 Pétrole brut. 112.110 Benzine.
	Kgr.	
Constantza . . .	{	3.092.203 Pétrole brut. 2.766.270 — raffiné. 4.254 Naphte.
	Kgr.	
Les autres douanes	{	103.904 Pétrole brut. 175.450 — raffiné. 218.360 Naphte. 1.465 Benzine.

Donc, c'est très facile et ça saute aux yeux l'énorme augmentation d'exportation d'un mois à l'autre ; car l'exportation du mois d'avril pour la benzine a été de 152.540 kilogrammes par rapport au mois de mai qui a été de 496.724 kilogrammes dont un excédant de 344.184 kilogrammes pour ce dernier mois ; si nous prenons à présent

l'exportation du pétrole brut et raffiné relatif à ces deux mois :

Avril : 3.428.192 kilogrammes de pétrole brut.

Mai : 4.048.337 — —

donc un excédent de 620.145 kilogrammes.

Avril : 441.472 kilogrammes de pétrole raffiné.

Mai : 2.941.720 — —

donc un excédent de 2.500.248 kilogrammes.

Prenons maintenant l'exportation du pétrole roumain pendant l'année 1900 du mois d'avril jusqu'à l'année 1901 mois d'avril et nous avons le total :

Pétrole brut..... 46.171.738 kilogrammes.

— raffiné.... 22.367.431 —

Benzine..... 4.144.996 —

Huiles minérales.. 32.728 —

Résidus..... 3.162.585 —

et ces exportations se distribuent de la manière suivante :

Angleterre..... 26.900.653 kilogrammes.

Autriche 14.078.348 —

Bulgarie 4.519.532 —

Allemagne..... 12.688.750 —

Norvège 5.998.878 —

Turquie... .. 4.778.475 —

A présent comparons l'exportation pétrolifère de la Roumanie depuis l'année 1895 jusqu'en 1900 d'après la pu-

blication officielle sur le « Commerce extérieur de la Roumanie » par le ministère des Finances et d'après les registres des bureaux de douane :

1895.....	16.015 tonnes.
1896.....	19.371 —
1897.....	24.270 —
1898.....	34.511 —
1899.....	68.635 —
1900.....	87.962 —

L'essor que l'industrie pétrolifère de la Roumanie prend au jour le jour est un fait indiscutable, car en regardant de plus près ces statistiques, nous constaterons que l'exportation de ce liquide a quintuplé depuis l'année 1895, car alors on a exporté 16.015 tonnes, tandis qu'en 1900 on a eu une exportation de 87.962 tonnes, donc une augmentation de 71.847 tonnes, chiffre qui n'est pas à dédaigner, dans un intervalle de cinq ans.

Mais en 1900 notre industrie du pétrole était encore à l'enfance, car on ne s'occupait pas d'elle, et c'est depuis la fin de l'année 1900 que les pouvoirs publics ont commencé à la protéger, et reviser les anciennes lois, et en même temps on voyait le danger que cette industrie présente dans son exploitation, ils ont cherché à régler cela en édictant un règlement concernant les mesures que cette, industrie doit prendre dans l'intérêt de la santé publique mis en vigueur le 21 octobre 1899.

Règlement du 21 octobre 1899.

Dans ce règlement les exploitations du pétrole, que ce soit par sondes ou puits, sont considérées comme industries insalubres, car par leur produit, et par leur genre d'installation, ces industries vicient l'air, peuvent occasionner des incendies ou explosions, peuvent contaminer les cours d'eau, et par conséquent elles nuisent à la santé des habitants, des animaux et de la végétation, et de ces causes, une industrie pétrolifère ne pourra s'établir qu'à la suite d'une autorisation donnée par le maire, s'il s'agit d'un chef-lieu de département, et par le préfet du département pour toutes les autres communes, mais ces autorisations doivent être accordées après l'avis donné par le conseil d'hygiène publique de la localité où l'industrie doit s'établir.

Mais en tout état de cause, ces industries ne peuvent s'établir qu'aux environs des villes ou villages.

En dehors de cela le règlement interdit aux exploitants d'établir des canaux pour l'écoulement direct des produits du pétrole vers les eaux courantes, et il leur recommande de faire autour du puits en éruption des fosses, qu'en cas de puissante éruption, le pétrole ne puisse pas se transformer en torrent qui déborderait sur les terrains des voisins, ou dans les eaux courantes qui passent à côté des exploitations.

Ce liquide était très susceptible à l'explosion, le règlement interdit sévèrement l'emploi des allumettes ou des porte-bougies, lampes ou autre éclairage qui présenterait un danger pour l'exploitation ; le seul moyen d'éclairage que le règlement permet c'est l'éclairage électrique ou les lampes dites de sûreté, système Davy.

Chaque sonde doit être munie d'un paratonnerre complet.

Les contraventions aux prescriptions du présent règlement seront punies, pour la première fois de 100 francs d'amende, et de la suspension de l'exploitation jusqu'à ce qu'on y ait apporté les améliorations nécessaires prescrites par le règlement ; pour la seconde fois on appliquera la même suspension, et en même temps une amende de 500 francs, et enfin pour la troisième fois la clôture de l'établissement pour un temps limité.

Un délai de deux mois a été accordé à tous les exploiters, afin de se conformer à toutes les inscriptions du present règlement.

La production du pétrole en 1901-1902.

Au début de l'année 1902, dans presque tous les grands centres producteurs du pétrole du monde, a régné une grande dépression des prix en ce qui concerne le pétrole, et par conséquent la Roumanie n'a pas pu se soustraire à cette dépression constante des prix. La baisse constatée

pendant cette période du prix du pétrole brut chez nous, une baisse qui, contrairement à ce qui s'est passé en Amérique et Russie, a duré jusqu'à la fin de l'année.

La conséquence naturelle de l'augmentation constante de la production du pétrole brut, car voici un tableau qui représente la production du pétrole brut pendant les cours des années 1899-1900, 1900-1901, 1901-1902, calculé en tonnes et par district :

Districts.	1899-1900. Tonnes.	1900-1901. Tonnes.	1901-1902. Tonnes.
Prahova	197.330	214.000	243.000
Bacau	11.370	14.000	14.000
Dambovitza .	9.990	14.000	17.000
Buzeu	6.060	8.000	6.000
Total . . .	124.750	250.000	270.000

Tous les trois districts, Prahova, Bacau et Dambovitza, ont progressé, mais le premier a progressé dans une mesure assez notable.

Maintenant, pour que nos renseignements soient plus complets et plus exacts de la production du pétrole brut, nous n'avons qu'à regarder le tableau ci-dessous, dans lequel on a la production pétrolifère de ces trois années, en séparant la production des propriétés privées avec les propriétés de l'Etat.

EN KILOGRAMMES

1899-1900.

Districts	Propriétés de l'Etat.	Propriétés privées.	Total.
Prahova.....	303.330	207.052.860	207.359.190
Dambovitza ..	8.003.136	1.754.135	9.757.271
Bacau	2.465.841	1.500.436	3.966.277
Buzeu	293.247	636.678	929.926
Total.....	11.065.554	210.947.110	222.012.664

EN KILOGRAMMES

1900-1901.

Districts.	Propriétés de l'Etat.	Propriétés privées.	Total.
Prahova.....	856.166	219.214.686	220.070.852
Dambovitza ..	9.079.083	2.871.152	11.950.235
Bacau	2.878.041	5.825.912	8.703.953
Buzeu	659.452	4.620.120	5.279.572
Total.....	13.472.742	232.531.870	246.004.612

1901-1902.

Prahova.....	427.203	266.647.643	267.074.846
Dambovitza ..	13.657.499	1.716.340	15.373.839
Bacau	2.952.312	8.686.715	11.639.027
Buzeu.....	318.930	3.732.049	4.050.979
Total.....	17.355.944	280.782.747	298.138.691

Baisse des prix du pétrole brut.

Je répète, la conséquence naturelle et trop grande de l'augmentation constante de la production du pétrole brut en Roumanie, par rapport à une consommation qui n'était pas en proportion, et qui empirait encore par un défaut d'organisation commerciale des producteurs ; la baisse des prix du pétrole a suivi un cours ascendant, car de 4 francs les 100 kilogrammes, prix obtenu en octobre 1901, a descendu à 3 francs en août 1902, et à la fin de l'année les prix avaient tellement baissé, qu'ils sont arrivés au taux de 1 fr. 70 les 100 kilogrammes, pris au chantier.

Associations des producteurs.

Voyant cette baisse constante des prix, au commencement de l'année, un mouvement pris naissance, en vue d'une sorte de monopole, par la création d'une organisation commerciale du pétrole brut, par l'union des « Associations des producteurs », mouvement soutenu vigoureusement par le ministre des Domaines de Bucarest, afin jusqu'au milieu de l'année, cette idée eu une chance de réussite, et on a pu maintenir le prix du pétrole brut au-dessus de 3 francs les 100 kilogrammes, bien que la production augmentait toujours.

Mais cette organisation a complètement échoué et comme

conséquence de cette irréalisation, on a vu la consommation du pétrole lampant et des résidus diminuer d'une façon assez notable pendant l'été, donc la production qui augmentait toujours, et qui ne trouvait pas des débouchés nécessaires, les réservoirs qu'on possédait à ce moment étaient insuffisants, et de ce fait il s'est produit une baisse des prix, et encore la nécessité, pour certains producteurs, de réduire sensiblement le débit des puits, d'autres de cesser l'extraction et de suspendre les travaux de soudage sur le point de frapper le pétrole.

Malgré tout cet arrêt brusque du développement des exploitations, dans la deuxième moitié de l'année 1902, la production a augmenté de 15 p. 100 par rapport à celle de l'année précédente.

La question du pétrole devant le Parlement.

Voyant cet état de choses, pendant qu'on discutait l'exercice du budget devant la Chambre des députés, des discussions ont éclaté entre plusieurs députés, relatives à la question du pétrole, et *M. Pierre P. Carp* a prononcé un discours dans lequel il invitait le gouvernement à intervenir pour faciliter l'exploitation des mines de pétrole, en créant des nouvelles ressources pour la richesse économique.

M. E. Costinesco, alors ministre des Finances, a prononcé un discours, dans lequel il a touché la question de la consommation du combustible en Roumanie et celle de l'ex-

ploitation des mines. « Il dit que les Roumains n'ont pas le sens de l'Economie nationale, et ils ne savent pas ce qui signifie l'accumulation de la richesse dans un pays, car nous avons un combustible précieux chez nous « le pétrole » que beaucoup d'Etats s'estimeraient heureux de le posséder, et nous nous le méprisons. L'importation du charbon est de 8 à 11 millions par an, et notre administration des chemins de fer n'a pu se convaincre qu'en brûlant de préférence le pétrole, ça lui coûtera bien meilleur marché, et à peine ils commencent à brûler de ce combustible.

Parlant de ces choses, il nous donne comme exemple les Hongrois qui brûlent du *lignite* pour leurs chemins de fer, et c'est un vrai supplice de voyager, à cause de l'odeur suffocante du lignite, mais si par hasard vous leur demandez pourquoi brûlent-ils de ce mauvais lignite ? Ils vous répondront : il est mauvais, mais il est à nous, et voilà le sentiment de l'Economie nationale.

Et puis, la seule richesse du sous-sol roumain : c'est le pétrole, et ces richesses nous les laissons inexploitées, car le pétrole est aujourd'hui chez nous une question de l'exportation, et pour pouvoir maintenir et satisfaire l'exportation, il faut en extraire continuellement et de grandes quantités, autrement il n'y a plus d'exportation, mais pour extraire ces grandes quantités, il nous faut de grands capitaux, et nous ne les avons pas, et par conséquent nous devons tâcher d'attirer les capitaux étrangers, et pour attirer ces capitaux on doit les protéger et leur donner tout le concours nécessaire pour que ces capitaux ne se

perdent pas, et pour que la richesse pétrolifère de notre pays soit mise en valeur et être exploitées.

« Donc on ne peut plus tolérer ces espèces des spéculateurs malhonnêtes qui se sont rués sur cette branche de richesse, et au lieu que ces gens soient des hommes du métier ou des grands capitalistes qui placent de l'argent, dans des exploitations sérieuses, c'était toute espèce de chevaliers d'industrie qui ont mis la main sur quelques terrains pétrolifères, non pour exploiter ce liquide, mais pour revendre ces terrains cent fois plus cher qu'ils ne les avaient achetés, et de ce fait exploiter la bonne foi des gens, par des manœuvres de bourse, et ces manœuvres nous ont fait du tort, car tous ceux qui placent de l'argent dans les affaires roumaines disent qu'ils se ruinent et comme exemple : une petite fabrique avait acheté en Roumanie des terrains pour 400.000 francs, et peu de temps après elle a émis pour cela en Hollande 6 millions d'actions ; à la fin de l'année 1902 ces actions valaient 5 francs chacune au lieu 100 francs, leur taux d'émission.

« Donc on ne devrait pas permettre que ces choses se renouvellent, laisser ces spéculateurs exploiter la bonne foi du public à l'étranger, et je crois que c'est le devoir de l'Etat d'intervenir et de faire cesser les choses affreuses qui se passent chez nous. »

Voilà de quelle façon on s'exprimait à la Chambre à la fin de l'année 1902 et au commencement de l'année 1903, et ces discussions ont eu de bons résultats, car à la fin de l'année 1902 une grande quantité de locomotives ont été

munies des appareils pour brûler le combustible liquide dont on verra plus loin une étude plus détaillée.

La marche des Sociétés.

Pendant cette année et vers la fin, certaines sociétés ont obtenu des résultats satisfaisants, et d'autres qui se présentent, dans l'avenir, sous des auspices favorables comme la Société *Bushtenari* qui a partagé un dividende de 10 p. 100 à ses actionnaires ; la Société *Internationale Rumeensche* qui distribue un dividende de 4 p. 100 aux actionnaires réunis à Amsterdam, et puis des sociétés comme *Steaua-Romana* et *Telega-Oil, Cie* qui font de très beaux bénéfices pour l'année 1902 avec les chances d'un succès plus grand pour les années qui suivront.

Les raffineries.

Les raffineries pendant cette année ont eu une activité très animées ; et les prix élevés de la benzine à l'étranger ont fait accroître la fabrication de la benzine pendant le premier semestre de l'année 1902.

Mais vers le milieu de l'année, il y a eu un revirement très brusque avec la baisse des prix à l'étranger, et par conséquent le prix de l'exportation de la benzine a baissé

de 15 francs à 6 francs les 100 kilogrammes vers la fin de l'année.

Heureusement que les raffineries ont trouvé une compensation par la hausse des prix du lampant à l'intérieur du pays, et encore dans l'augmentation sensible de la consommation des résidus comme combustible, et encore la hausse du prix du pétrole raffiné sur les marchés internationaux.

La consommation des résidus comme combustible croît progressivement et sans interruption, non seulement les industries particulières ont remplacé le charbon par les résidus du pétrole, mais encore les chemins de fer ont adopté sur une très vaste échelle le combustible liquide, car une majorité imposante des locomotives brûlent le combustible liquide.

Combustible liquide aux chemins de fer.

Les chemins de fer ont eu en circulation pendant cette période de 1901-1902 un nombre total de 482 locomotives (463 ont fonctionné dans l'exercice de 1900-1901), et 256 wagons-citernes pour le transport des dérivés du pétrole, appartenant aux chemins de fer, et 488 wagons-citernes appartenant aux particuliers et admis à circuler sur les voies ferrées de l'Etat.

Sur ce nombre total des locomotives, 342 étaient amé-

nagées d'appareils pour brûler le pétrole (résidus) et le lignite jusqu'au 31 mars 1902, les autres 140 n'ayant pas ces appareils, brûlaient du bois ou du charbon. Ces locomotives, qui brûlent du combustible liquide et du lignite, sont munies d'appareils système *Holden*, cinq systèmes *Urghardt* et un système *Körting*.

Les appareils adoptés par la direction des chemins de fer roumains étaient des appareils mixtes, qui permettent de remplacer facilement les résidus par le charbon ou le bois.

Donc les chemins de fer roumains étaient les consommateurs le plus important de ce combustible liquide, et le progrès rapide qu'a fait l'emploi de ce combustible liquide aux chemins de fer nous pouvons le constater en regardant ces données.

Année	Tonnes	Année	Tonnes
—	—	—	—
1894	433	1898	6.510
1895	2.055	1899	16.178
1896	2.233	1900	20.869
1897	3.087	1901	30.000
		1902	40.000

Le combustible liquide au service maritime roumain.

En même temps le service maritime roumain a fait des expériences avec 135 voyages d'essai, entre Constantza et Constantinople par le steamer *Roi Charles I^{er}*, consommant

le combustible liquide, la commission respective chargée pour se prononcer sur le résultat donné, par le remplacement du charbon avec le combustible liquide, ils ont voté à l'unanimité et définitivement l'introduction du combustible liquide dans les autres bateaux de l'Etat, car ils ont bien vu l'économie énorme qu'on réalise par ce remplacement, une économie de 40 p. 100.

Notre service maritime roumain a deux services de vapeurs : l'un pour la ligne *orientale* qui se compose de trois bateaux (vapeurs) et qui brûlent du combustible liquide ; et l'autre la ligne *occidentale*, qui se compose de cinq bateaux (vapeurs) qui consomment seulement du charbon, et ces bateaux sont : *Bucarest, Jassy, Dobrogea, Constantza et Turnu-Severin*, qui ont consommé pendant l'exercice 1901-1902, 20.362 tonnes de charbon, par rapport à 17.844 tonnes en 1900-1901.

Les 3 vapeurs (bateaux) de la ligne orientale sont : *Roi-Charles-I^{er}* ; la *Princesse-Marie* et *Medea*, naufragé en 1901, donc pour la période de 1901-1902, la ligne orientale n'a eu que deux bateaux qui ont consommé la quantité de 4.685 tonnes des résidus du pétrole et 2.767 tonnes du charbon, par rapport à 1900-1901, les 3 bateaux ont consommé 2.280 tonnes résidus du pétrole et 9.894 tonnes de charbon ; donc, même pour le service maritime roumain, nous apercevons une augmentation de l'emploi du combustible liquide.

L'exportation en 1901-1902.

En ce qui concerne l'exportation, nous pouvons nous en réjouir, car chaque année les quantités exportées vers les pays étrangers augmentent sans cesse, voilà exactement l'exportation de ces trois années :

Année 1899-1900	Pétrole brut.....	44.892.886 kgr.	
— —	Pétrole raffiné....	14.282.526	—
— —	Benzine	5.159.751	—
— —	Huiles minérales ..	279.489	—
	Total.....	64.614.652	—
Année 1900-1901	Pétrole brut.....	49.334.323 kgr.	
— —	Pétrole raffiné....	22.367.431	—
— —	Benzine	4.144.996	—
— —	Huiles minérales ..	32.728	—
	Total.....	75.879.478	—
Année 1901-1902	Pétrole brut.....	32.492.907 kgr.	
— —	Pétrole raffiné....	18.502.168	—
— —	Benzine	12.312.633	—
— —	Huiles minérales ..	30.678	—
	Total.....	63.338.386	—

Le pétrole lampant, étant en hausse sur les marchés internationaux, on voit se réaliser pour l'exportation de

ce produit, des transactions importantes comme celle de Steauna-Romana et de la société Aurora, transaction conclue pour dix ans avec la société The Shell transport and Trading Co, pour la fourniture d'une grande quantité de pétrole raffiné, ouvrant donc, pour l'avenir, un nouveau et important débouché en Hollande.

Voilà la situation pétrolifère de la Roumanie à la fin de l'année 1902.

L'industrie du pétrole en Roumanie pendant l'année 1903.

Après la baisse des prix et la diminution de l'exportation pendant la période de l'année 1902, ces causes ont mis et remué, devant les Chambres, des questions relatives au pétrole et à son exploitation. Pour ces causes presque tous les facteurs compétents de la Roumanie contribuent suivant leurs moyens, au développement de l'industrie pétrolifère dans le pays.

D'abord l'intervention du gouvernement pour ouvrir une grande voie à l'exportation par des installations de réservoirs et de pipe-line que l'on a construit dans le port de Constantza.

Projet de M. Costinesco.

La situation financière de la Roumanie s'améliorant sans cesse depuis 1900, a permis à la Chambre et au Sénat de voter le projet de *M. Emile Costinesco* (ministre des Finances) pour l'emploi de 21 millions, excédent resté du budget de l'Etat pendant l'exercice 1901-1902, et sur cet excédent, M. le ministre des Finances a destiné la somme

de 500.000 francs pour faire des études nécessaires à la construction d'une conduite de pétrole du district de Prahova au Danube et à la mer.

Dans l'exposé du motif qui accompagne le projet, M. le Ministre s'est ainsi exprimé relativement à ce travail : « Le projet prévoit la première dépense pour un travail de grande importance économique ; une conduite de pétrole, des régions pétrolifères jusqu'au Danube et à la mer, ce travail exigera sans doute une somme de 9 à 10 millions. Mais avant tout il s'agit d'études et de travaux préliminaires sans lesquels on ne pourrait entreprendre avec certitude de succès une conduite de cette importance. »

Mais après ces études on a bien vu que la construction d'une conduite n'est pas si urgente, car la production du pétrole en quantités suffisantes, fait encore défaut pour pouvoir faire fonctionner, et exploiter d'une manière profitable une pareille conduite, le gouvernement a satisfait alors les demandes de l'*Associations des exploitants et des fabricants de pétrole*, en décidant la construction d'abord dans le port de Constantza de trois réservoirs, d'une capacité de 5.000 tonnes chacun, et de construire encore cinq réservoirs de la même grandeur, après les trois premiers.

La construction de ces réservoirs a été d'une très grande importance pour les producteurs roumains, car chaque producteur ou fabricant ayant de la marchandise disponible, aura la possibilité de faire l'exportation, d'une manière indépendante et en toute saison, et par la voie la moins coûteuse, et aura encore comme conséquence, de

donner un grand essor à l'exportation et éviter une crise de surproduction du pétrole.

Car ces crises peuvent arriver par le fait que la production augmente chaque année dans des proportions considérables par rapport à une consommation très réduite à l'intérieur du pays. Car, d'après les statistiques du ministère des domaines, qui sont presque complètes, mais il en manque quelques-unes dont l'importance est notable ; quoique le ministre ait soumis à des amendes ceux des exploitants qui négligent d'envoyer les données statistiques mensuelles sur la production de leurs chantiers.

La production en 1903.

La production totale de l'année 1903 a été de 384.303 tonnes par rapport à la production de l'année 1902, qui a été de 310.000 tonnes, donc un surplus de 74.303 tonnes pour 1903, ce qui prouve un progrès normal et très important.

Prahova.....	345.000 tonnes
Dambovitza....	22.469 —
Buzeu.....	5.920 —
Bacau.....	10.000 —

Parmi les districts les plus productifs on s'aperçoit que c'est toujours celui de Prahova, dont la production augmente chaque année et tient de loin la tête de la production.

Les sondes productives ont été de 145 pour 1903 par rapport à 126 en 1902, donc un surplus de 19 sondes productives.

Le nombre des sondes mises en œuvre a été de 108 pour 1903 et 45 pour 1902, donc encore un surplus de 63 sondes.

Les puits à main ont diminué, car nous en trouvons 301 en 1903, et 577 en 1902, donc 276 puits de moins pour 1903.

L'exportation en 1903.

L'exportation en 1903, d'après les mêmes données, monte à 126.227.400 kilogrammes, ce qui représente une augmentation de 60 p. 100 par rapport à 1902.

Les pays dont nos produits ont été exportés sont :

Angleterre.....	37.085.610 kilogrammes	
Allemagne.....	24.271.175	—
Autriche-Hongrie.....	20.712.334	—

et puis la Hollande, France, Bulgarie et Turquie.

D'abord voici un compte rendu dans lequel on verra la consommation interne du pays et l'exportation, et en même temps les prix des dérivés du pétrole.

Et nous aurons un surplus de 4 millions de francs pour

l'année 1903 par rapport à 1902, tant pour la consommation interne que pour l'exportation.

Les prix sont donnés par la société Aurora.

Consommation interne :

Année 1902	kilogr.	Prix des 100 kilogr. fr.	fr.
—	—	—	—
Benzine.....	496.362	16	79.417
Lampant	32.210.189	9	2.898.917
Huiles.....	3.355.170	16	536.827
Résidus.....	77.876.272	3.60	2.803.545
Total...	113.937.993		6.318.706

Année 1903	kilogr.	Prix des 100 kilogr. fr.	fr.
—	—	—	—
Benzine.....	1.090.066	16	174.410
Lampant.....	30.272.652	10	3.027.265
Huiles.....	3.719.616	16	595.138
Résidus.....	97.098.540	3.50	3.408.448
Total...	132.180.874		7.195.261

Exportation :

Année 1902	kilogr.	Prix des 100 kilogr. fr.	fr.
—	—	—	—
Benzine.....	16.344.590	3	1.307.520
Lampant	32.291.578	4.50	1.743.714
Pétrole brut.....	23.072.581	2.75	865.200
Résidus, etc.....			
Total...	71.708.749		3.916.434

Année 1903	kilogr.	Prix des 100 kilogr. fr.	fr.
Benzine.....	21.606.266	9	1.944.540
Lampant	45.897.156	6	2.753.820
Pétrole brut.....	58.723.688	4	2.348.920
Résidus, etc.....			
Total...	126.227.410		7.047.920

Parmi les sociétés les plus exportatrices sont d'abord : la société Steaua-Romana, qui possède une installation des réservoirs dans le port de Constantza, et par conséquent c'est elle qui contribue à la plus grande participation de l'exportation du pétrole ; puis la société Aurora, qui a une installation des réservoirs à Braïla, port danubien ; mais pendant l'hiver, la navigation n'est plus praticable, quand le Danube est complètement couvert de glaces. L'augmentation successive de la flotille de barques-citernes sur le Danube facilite l'exportation.

En ce qui concerne la consommation interne une grande quantité du pétrole est employé, comme combustible liquide, dans les locomotives des chemins de fer, car la direction des chemin de fer était en voie de transformer encore 50 locomotives, en sus de celles qui ont été transformées en 1902 pour brûler du combustible liquide.

Les propositions de la Société Standard Oil Co

La Standard Oil est une des plus grandes sociétés et un des plus puissants trusts de pétrole, dirigé par M. Rockefeller qu'on appelle d'habitude le « roi du pétrole » voyant que la situation commence à changer, et qu'il ne sera plus maître sur toute la production de pétrole et sur tout le commerce international, car même dans l'Amérique, à côté du fameux trust de pétrole qui compose l'est des Etats-Unis (Pensylvanie, Ohio et Verginia), la production du sud des Etats-Unis (Texas, Californie) et celle de West, n'est pas comprise dans le fameux trust de pétrole.

A côté l'industrie des autres pays, prenant un essor considérable, en développant continuellement la production pétrolifère de leur pays respective, dispose donc d'une production supérieure aux exigences locales.

Le Caucase russe, qui progresse depuis quelques années avec une rapidité énorme, est arrivé à produire plus que l'Amérique. La Galicie et la Roumanie, qui ont doublé presque leurs productions, dans les dernières années, de même que le Japon, les Indes Hollandaise et Anglaise.

Vu ces conditions, plusieurs sociétés commerciales et de production se sont formées en vue de servir les exigences d'aujourd'hui et de l'avenir, en disposant de très grands capitaux comme : *The Shell transport and Trading Co* ; *The Asiatic Petroleum Co* et la *Société commerciale et in-*

dustrielle de Naphte Caspienne et de la Mer Noire, etc., ayant en même temps des intérêts à sauvegarder, sont dans l'état de lutter et faire une concurrence énorme sur les marchés mondiaux à la grande société Standard Oil.

Tandis que la consommation du pétrole gagnait du terrain chaque jour sur tous les marchés mondiaux, tant comme lampant et combustible liquide, les sources de pétrole américain s'épuisaient et la production des autres pays augmentait sans cesse et, de ces faits, le grand trust américain qui possède un capital énorme, l'expérience et la technique de cette sorte d'entreprise, tant avec leur installation commerciale (réservoirs, barques-citernes et clientèle), donc il lui fallait d'autres terrains pétrolifères pour leur activité, car autrement il pouvait échouer sur le deuxième ou troisième plan.

Et c'est pour cela qu'il y a deux ans, en 1900, les représentants de M. M. Rockefeller ont fait des propositions au gouvernement roumain, pour leur céder une concession des terrains pétrolifères de l'Etat, pour une durée de 60 ans et dans des conditions ci-dessous signalées, que le trust américain voulait obtenir en 1900 ces terrains du gouvernement Roumain.

Voici les conditions :

1° La concession de tous les terrains de l'Etat pour une durée de 60 ans, avec un droit complet d'explorer et d'exploiter le pétrole, en donnant une redevance de 8 ou 10 p. 100 du total de la production brute.

Il faisait une avance d'un capital de 12 millions à l'Etat roumain.

2° Il voulait obtenir la concession exclusive de tous les pipe-lines ou conduites de pétrole, dans l'intérieur du pays, de tous les points de production jusqu'au Danube et à la Mer.

Et pour mieux s'assurer la maîtrise, tant sur l'exportation et sur la consommation interne, les représentants du trust insistaient sur les clauses suivantes :

a) La redevance de 8 ou 10 p. 100 qui devait être payée à l'Etat, pour le droit régalien, devrait être payé en numéraire, sans qu'ils puissent faire des paiements en nature ;

b) Les chemins de fer de l'Etat ne pourront plus percevoir une taxe inférieure à 0,02 par tonne kilométrique, pour le transport du pétrole, alors qu'un producteur ne voudrait plus se servir des pipe-lines construites et exploitées par le trust américain.

Les autres clauses touchaient surtout aux modes d'exploitation et d'exploration des sources pétrolifères, et le mode des installations et du fonctionnement des pipe-lines ou conduites,

Donc le trust par la présente convention voulait s'accaparer de toute la production pétrolifère du pays, tant pour l'exportation, par l'exploitation de leurs pipe-lines, dont il avait le monopole, par la clause insérée, en ce qui touche le prix des chemins de fer roumains, et pour la consommation interne, par le paiement de la redevance en numéraire et pas en nature.

Ces propositions, faites par les représentants de M. Rockefeller, ont trouvé une résistance acharnée de la part du gouvernement roumain, et ils ont été obligés de quitter le pays pour revenir en 1903, mais avec des propositions moins hardies que celles de 1900.

Les représentants de M. Rockefeller, qui sont revenus en 1903, sont M. Chancey, J. Lufkin; M. Franck Barstow et M. Moffett, mais ces nouveaux représentants, en 1903, désiraient s'intéresser au commerce du pétrole roumain; en achetant par des contrats, pour une période de plusieurs années, et avec un prix établi dès aujourd'hui, tout le surplus de la production pétrolifère du pays, pour l'exporter et ouvrir des nouveaux débouchés à l'étranger, se servant comme moyen de transport des pipe-lines de l'Etat Roumain, et de notre flotille des barques-citernes, donc Standard Oil, en 1903, sera un grand producteur du pétrole, qui se servira comme tout le monde des pipe-lines et des réservoirs de l'Etat.

A ce moment, dans la presse gouvernementale, il s'est déchaîné une violente tempête contre les représentants de la Compagnie Standard Oil, mais on ne trouvait pas un argument sérieux qui puisse justifier les vagues affirmations que l'on faisait en disant qu'une telle participation de la part de Standard Oil, constituerait un « danger national », car les propositions de cette société n'étaient qu'un bienfait pour le pays, en venant s'installer chez nous, comme un simple commerçant et même explorateur, et de ce fait le pays ne courrait aucun danger, au contraire,

par l'activité compétente et l'expérience du personnel que la compagnie dispose, la production du pétrole pourrait augmenter dans un très bref délai, avec les grands capitaux apportés par la Standard, et puis les propositions des représentants de M. Rockefeller ne demandaient rien au gouvernement en 1903, donc on ne comprend pas la crainte d'un pareil danger, qui était absolument imaginaire, et le gouvernement n'avait pas le droit de se mêler officiellement, pour une transaction de caractère purement privé, en conseillant et même demandant aux producteurs de ne rien vendre à Standard, et d'attendre d'autres capitaux qui seront plus sympathiques au gouvernement.

On voit bien de la manière dont les étrangers et les grandes compagnies comme Standard Oil, cherchent à s'établir chez nous pour exploiter cette source de richesse, car pendant cette année la situation du marché universel du pétrole était reconnue comme bonne, et par conséquent a attiré l'attention des principaux intéressés sur les régions pétrolifères de nos Carpathes.

Le premier parmi ces pays, c'est l'Allemagne, qui est le consommateur le plus apprécié à ce moment de nos pétroles, et l'intérêt a été si vif que l'on a envoyé des personnes compétentes pour étudier cette question plus à fond et même sur les lieux, et elles ont pu remplir la mission qu'elles étaient chargées ; et peu après on voit des grandes banques comme *Deutsche Bank* et *Disconto Gesellschaft*, qui ont apporté des capitaux pour participer à l'exploitation du pétrole roumain, et de ce fait ont contribué à éle-

ver le niveau de l'industrie entière vers la haute sphère que l'étendue et la richesse des sources l'autorisent à occuper; et l'avenir de l'industrie roumaine de pétrole est brillamment assuré, car peut-être en peu de temps, cette industrie qui, il y a quatre ans, était à peu près dans l'enfance, va atteindre et même dépasser la Galicie pour l'avenir.

Avant d'aborder l'étude de l'industrie du pétrole en 1904, je chercherai à constater le développement d'une des plus grandes sociétés de pétrole de chez nous, la Steaua-Romana (Etoile-Roumaine), sous la direction heureuse de M. Arthur Winner, directeur de la Deutsche Bank.

Quoique les bénéfices de l'année 1903 n'ont pas été satisfaisants, la société a obtenu tout de même une production quotidienne qui correspond au double de la production moyenne de l'exercice précédent.

Les prix en 1903.

Quoique la production a une augmentation sensible en 1903, les prix se sont maintenus fermes, et à force de choses, même les petits producteurs ont pu profiter de bons prix.

Voici les prix en 1903.

Exportation :

	Janvier	Décembre
Pétrole en caisses . .	4,10 0/0 kil.	6,50 0/0 kil.
Benzine,	6,50 0/0 kil.	8,00 0/0 kil.

Dans le pays ;

	Janvier	Décembre
Pétrole brute	2,10 0/0 kil.	3,00 0/0 kil.
Lampant	10,00 0/0 kil.	12,00 0/0 kil.
Benzine	18,00 0/0 kil.	16,00 0/0 kil.
Résidus	3,40 0/0 kil.	3,50 0/0 kil.

La richesse des mines de pétrole.

L'Industrie du pétrole pendant l'année 1904.

La richesse des mines de pétrole de la Roumanie, vu l'augmentation de la production que chaque année le pays obtient, donc elle donne des preuves d'une richesse constamment grandissante, et c'est pour cela que les mines en 1904 étaient l'objet des convoitises des sociétés les plus compétentes et les plus importantes du monde.

Quelques experts d'une compagnie des plus importantes, après avoir fait des études détaillées sur les zones pétrolifères de la Roumanie, ont acquis la conviction pleine et entière que nos mines de pétrole sont inépuisables, et qu'il se passera plusieurs dizaines d'années d'exploitation

intensive, avant qu'on vienne à parler de leur tarissement.

La production en 1904.

La production de l'année 1904, par rapport à l'année 1903, a été :

	1903	1904	Accroissement en 1904
	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Prahova.....	345.913	455.354	109.441
Dambovitza.....	22.469	26.234	3.765
Buzeu.....	5.920	8.236	2.313
Bacau.....	10.000	7.064	»
Total....	384.302	496.888	112.586

La production des raffineries en 1904.

En ce qui concerne la production des fabriques par spécialités des dérivés du pétrole, voici la statistique par rapport à 1903 :

	1903	1904
	Tonnes	Tonnes
Pétrole brut entré dans les fabriques	314.748	391.387
Production de la benzine.....	48.225	62.218
— du lampant.....	76.444	109.510
— des huiles.....	38.057	30.214
— des résidus.....	132.364	173.661

Donc la production des raffineries en 1904 a été supérieure à celle de 1903.

Puits et sondes en 1904.

Voici un tableau dans lequel on voit la situation des puits à main et sondes, pendant l'année 1904 par rapport à l'année 1903.

Année 1903.

	Puits à main.			Sondes.		
	Aband.	En œuv.	Produc.	Aband.	En œuv.	Prod.
Districts de :						
<i>Prahova</i>	565	96	281	85	81	138
<i>Dambovitza</i> .	82	13	85	4	8	6
<i>Buzeu</i>	156	52	41	7	3	7
<i>Bacau</i>	194	2	268	22	—	39
Total...	997	163	675	118	92	190

Année 1904.

	Puits à main.			Sondes.		
	Aband.	En œuv.	Produc.	Aband.	En œuv.	Prod.
Districts de :						
<i>Prahova</i>	716	124	335	116	102	171
<i>Dambovitza</i> .	94	29	92	3	8	8
<i>Buzeu</i>	160	40	49	9	3	6
<i>Bacau</i>	194	2	268	22	1	39
Total...	1164	195	744	150	114	224

L'exportation du pétrole en 1904.

L'exportation pétrolière de la Roumanie comme auparavant, pendant cette année, n'a pas cessé d'augmenter dans des proportions assez notables, et puis on verra bien l'essor que notre industrie prend au jour le jour.

Voici un tableau indiquant la consommation interne, et l'exportation, par spécialités des produits, et le prix pendant l'année 1904 par rapport toujours à l'année précédente :

Consommation interne :

Année 1903.			
	Tonnes	Prix des 100 kilos	
	—	fr.	fr.
Benzine.....	1.090	16	174,410
Lampant.....	30.273	10	3.027.265
Huiles.....	3.719	16	595.138
Résidus.....	97.098	3.50	3.398.448
Total.....	132.180		7.195.261

Année 1904.			
Benzine.....	489	15.50	73.594
Lampant,.....	32.440	10	3.244.000
Huiles.....	3.418	18	615.240
Résidus.....	119.735	3.20	3.615.997
Total.....	156,082		7.548.831

Exportation :

Année 1903.

Benzine.....	21.606	9	1.944.540
Lampant.....	45.897	6	2.753.820
Pétrole brut, raffiné, etc.....	<u>58.724</u>	4	<u>2.348.920</u>
Total.....	126.407		7,047.280

Année 1904.

Benzine.....	36.969	8	2.957.520
Lampant.....	78.270	7	5.478.900
Pétrole brut, raffiné, etc.....	<u>45.204</u>	5	<u>2.260.200</u>
Total.....	160.407		10.696.620
Total général, 1903...	258.407	valeur	14.242,541
— 1904...	316.525	—	18.245.451

Il résulte, d'après ce tableau, que la valeur des produits du pétrole, vendus en 1904, représente un accroissement important. Dans ces produits, on n'a pas compté la valeur du pétrole brûlé dans les chaudières des exploitations, qui représente un gros chiffre de 50 à 60.000 tonnes.

En étudiant de plus près l'industrie du pétrole, dans le courant de l'année 1904, on voit qu'il s'est passé des événements d'une importance extraordinaire, et nous pouvons classer cette année parmi les années les plus glorieuses jusqu'ici, dans l'histoire de cette industrie naissante. Car

c'est en 1904 qu'on a établi les fondements du développement considérable que l'industrie roumaine du pétrole a pris pour l'avenir.

La loi pour la réglementation et la consolidation des droits d'exploitation du pétrole et ozocherite sur les propriétés privées (8 mai 1904).

Entre autre, l'événement le plus important a été la loi pour la consolidation des concessions pétrolifères sur les propriétés privées.

Le titre est un peu long, et elle débute par déclarer mobilier le droit du concessionnaire, et ceci est une exception à la loi des mines, qui reconnaît pour le sous-sol, un immeuble spécial et indépendant de la surface.

On suppose que cette disposition a été prise pour couper court à toute controverse au sujet de la capacité des étrangers, pour se rendre acquéreurs de nos concessions pétrolifères, car comme nous n'avions pas assez de capitaux dans notre pays, pour aider à exploiter le pétrole, on était obligé de demander ça ailleurs ; car avant le traité de Berlin, les Juifs ne pouvaient pas acquérir des immeubles ruraux en Roumanie, mais peu de temps après, la France ayant intervenu pour faire cesser ces différences de capacités, basées sur la différence des religions.

Cette intervention a été favorable aux Juifs pour un moment, car peu de temps après la Roumanie, estimant que la propriété campagnarde doit rester entre les mains

de leurs nationaux, alors par l'article 7 de la constitution, elle étendit ce droit de prohibition d'acquisition des immeubles ruraux, à tous les étrangers sans exception.

Dans le même article I de la loi, elle dit que ce droit mobilier se conserve à l'égard des tiers, par la transcription de l'acte de concession dans un registre spécial, tenu au tribunal de première instance de la localité, où est situé l'immeuble, et en double dans un autre registre confié au maire de chaque commune pour les concessions consenties par ses administrés.

En ce qui concerne le système du droit de la transcription, il est le même que celui des droits immobiliers, et même les taxes fixes et proportionnelles perçues par l'Etat sont identiques, car on assimile ces concessions temporaires à des aliénations définitives.

Pour les terrains qui étaient antérieurement à la présente loi, concédés aux concessionnaires, la loi leur donne un terme de six mois à partir de sa promulgation, pour demander leurs transcriptions dans le nouveau registre, et de cette façon ils peuvent conserver leur priorité des droits, anciennement acquis.

Donc une fois ce délai de six mois passé, l'ordre d'inscription seul pouvait établir la préférence légale entre plusieurs concessionnaires du même terrain :

a) Entre concessionnaires ayant des actes avec dates certaines, auront la préséance ceux dont les actes sont les plus anciens ;

b) Entre concessionnaires ayant des actes avec dates

certaines, et ceux avec des actes transcrits, auront la préséance ceux ayant des actes transcrits ;

c) Entre deux ou plusieurs concessionnaires ayant tous des actes transcrits, la préséance s'établit d'après l'ordre et l'ancienneté de la transcription.

Donc, quand les actes avec dates certaines sont en présence avec les actes transcrits, ceux transcrits auront la préséance, donc un privilège pour ceux qui ont transcrits leurs actes dans le délai de six mois.

Les formalités à accomplir pour la concession.

Les personnes qui veulent consolider leurs terrains à des concessionnaires doivent accomplir certaines formalités presque nécessaires, édictées par la loi de 1904 ; d'abord ils sont tenus de déposer au tribunal de la localité où est situé l'immeuble, l'acte de concession avec une esquisse de plan, levé sur une échelle de 1 m. 200 - 1 m. 500 pour les terrains inférieurs à 10 hectares, et il doit être levé par un ingénieur du corps technique de l'Etat, ou par l'un de ceux qui sont inscrits au tableau du tribunal.

Dans l'acte de concession on doit indiquer les voisins et l'étendue du terrain concédé. Cette requête doit être rédigée sur un papier timbré d'une valeur de 10 francs pour une concession ne dépassant pas 10 hectares, car pour les concessions qui dépassent 10 hectares on aura à déposer autant de fois la taxe du timbre qu'il y aura de dizaines d'hectares. Une fois ces formalités accomplies, le requé-

rant doit demander au président du tribunal de la localité de faire l'enquête nécessaire et édictée par la loi pour la consolidation de son droit de concession, et le président est obligé de fixer un terme qui ne pourra pas être inférieur à un mois et ni plus long que deux mois, pour résoudre la question qui lui sera soumise.

La commission pour la consolidation des concessions.

Ce droit de concession doit être résolu et établi par une commission instituée exprès pour ça et qui sera composée du premier président ou du président du tribunal de la localité où est situé l'immeuble, du juge de paix de l'arrondissement et du chef de la région minière respective, et ils seront assistés dans leurs travaux par le greffier que le président désignera.

La commission est présidée de droit par le premier président ou président, et elle ne pourra pas fonctionner sans la présence des deux membres, et la présence du premier président ou président est exigé sous peine de nullité.

Cette commission une fois instituée et pendant qu'elle fera l'enquête nécessaire, doit être aidée dans ses recherches par le maire, notaire ou percepteur de la commune respective, et sont obligés de fournir toutes les informations demandées par la commission.

Cette commission pourra siéger même les jours fériés et

pendant les vacances, et elle est obligée de se prononcer dans le délai de trois jours, à partir de la fin de l'enquête, terme qui a été fixé par le président du tribunal.

La décision sera prise à la majorité des voix et sera exécutoire et ne pourra pas être attaquée par opposition, contestation et révision.

Appel.

Cependant, on peut faire appel de cette décision, et le délai d'appel est d'un mois, à dater de la communication, soit qu'elle ait été prononcée contradictoirement ou par défaut, et la cour jugera sans droit d'opposition dans un délai de quinze jours et d'urgence et la décision de la cour d'appel est soumise au droit de recours en cassation dans le délai de quinze jours à partir de la communication ; et ce recours sera jugé dans un délai de quinze jours, d'urgence et par préséance.

Tous les actes de procédure par devant la commission, ainsi que par devant la cour d'appel et de cassation, jusqu'à l'exécution, seront gratuits, et seront dressés par le greffier sur la demande de l'administration.

La décision de la commission une fois qu'elle est devenue définitive, sera exécutée par huissier dans un délai de trois jours, à dater du jour de la communication.

En ce qui concerne les frais de transport, de publications et d'allocation des membres de la commission, sont à la charge de celui qui requiert la consolidation de son droit de

concession et ces frais seront consignés au greffe, au moment du dépôt de la requête.

L'appel sera rédigé sur un papier timbré, d'une valeur de 10 francs, car pour les allocations journalières des membres, est pour le président de 40 francs et de 30 francs pour chaque membre, et de 20 francs pour le greffier.

Les incapables.

Les incapables doivent accomplir presque les mêmes formalités que pour n'importe quelles aliénations, ainsi d'après l'article 16 de la loi de 1904, d'abord la femme mariée sous le régime dotal, les mineurs, les interdits et ceux pourvus d'un conseil judiciaire, la loi leur permet de concéder leurs terrains pour l'exploitation du pétrole, et l'ozocherite pour un délai maximum de vingt ans, donc une limitation du délai pour les incapables comme mesure préventive.

Les actes de la femme mariée doivent être dressés avec l'autorisation du mari, ou à défaut avec l'autorisation du tribunal, car en ce qui concerne les autres déclarés par la loi incapables, un avis favorable donné par le conseil de famille et homologué par le tribunal.

Tous ces actes doivent être transcrits conformément à la loi, et les paiements des revenus, faits par anticipation pour plus un an, sont nuls et non avenue.

Les privilèges des concessionnaires.

Une fois la concession faite, le concessionnaire peut faire n'importe quels travaux sur la terre concédée et personne ne pourra l'entraver sous aucun prétexte et aucune contrainte ne pourra être exercée contre lui, sauf une exception, dans le cas où le propriétaire ou concédant aura à prendre des mesures de sûreté, pour le paiement de la redevance, à laquelle il a droit.

Les troubles de possession survenus à la suite de jugement de consolidation sont tranchés par ordonnance définitive et exécutoire du premier président ou président du tribunal de la localité où est situé le terrain, sur une simple requête portant un timbre de 30 centimes, adressée par la partie intéressée.

Abus de confiance.

Sera puni conformément à l'article 333 du code pénal, c'est-à-dire de la prison, d'un mois jusqu'à une année et d'une amende de 26 francs jusqu'à 2.000 francs, celui qui sciemment et successivement aura concédé son terrain à deux ou plusieurs personnes, ou bien en se faisant passer pour le vrai propriétaire, accorde une concession sur un terrain qui ne lui appartient pas.

Pour effectuer tous ces travaux prévus par la loi sur les consolidations des terrains pétrolifères, un copiste sera nommé par le Ministre des Domaines, sur la recommandation du président du tribunal de la localité, ainsi qu'un huissier nommé par le président, seront attachés auprès de chaque tribunal ; ce personnel sera payé par le Ministère des Domaines, aux appointements de 140 francs par mois pour le copiste et 40 francs pour l'huissier. Mais le ministère en payant ce personnel, dans la même loi il y a un article qui dit que : pour couvrir ces frais de registres fournis par le ministère et les appointements du copiste et huissier, une taxe de 5 francs sera perçue, pour chaque requête de consolidation du droit de concession et de 1 franc pour chaque requête de transcription, pour les actes antérieurs à la présente loi. Cette taxe sera consignée au greffe, au compte du ministère, en accusant réception d'un reçu, découpé dans un registre à souche. Voilà dans ses grandes lignes les prescriptions demandées par la loi de 1904 pour la consolidation de la concession des terrains pétrolifères sur les propriétés privées.

En édictant cette loi on a voulu que l'industrie pétrolifère de la Roumanie se développe normalement, avec l'exclusion de toute tendance d'accaparement ou monopole, donc on a voulu que notre industrie pétrolifère prenne un essor qui doit suivre son cours naturel, découlant du libre jeu de la concurrence, c'est le seul moyen qui ne peut pas nuire aux intérêts de l'Etat et des particuliers, exploiters et consommateurs.

Mais à un point de vue cette loi de consolidation laisse beaucoup à désirer, par le fait qu'elle ouvre un vaste champ à tous les actes malhonnêtes, soit de la part des propriétaires des terrains eux-mêmes, soit de la part des médiateurs qui pullulent autour de chaque terrain, pour s'adonner à une spéculation éhontée.

Donc il faudrait statuer une fois pour toutes et d'une manière définitive, la modalité des consolidations de terrains pétrolifères, en remplaçant les lacunes qui résultent d'un manque de cadastre par des stipulations claires, ayant force de loi et M. Danielopolu, dans une conférence tenue à la revue du *Moniteur du pétrole roumain*, proposait, comme moyen de remédier aux inconvénients de la loi de 1904, les modifications suivantes :

a) On doit faire en quatre exemplaires le plan du terrain consolidé ; deux pour la mairie de la commune respective, un pour le dossier et un autre pour être consulté par tout le monde, le troisième doit appartenir au concessionnaire et le quatrième doit être déposé au tribunal, de ce fait il y aura un plan qui pourra être consulté par toutes les personnes et par conséquent on ne pourra pas avoir de malentendus en demandant en concession un terrain déjà concédé ;

b) Le droit de concession doit être définitif et prendre date certaine depuis la demande de la concession et non depuis la décision de la commission pour la consolidation de ce droit ;

c) On ne doit pas concéder plus de quinze hectares par jour ;

d) La loi doit préciser les effets de la consolidation, et elle doit considérer la consolidation comme titre authentique.

Donc en apportant ces modifications à la loi, on ne verra plus tant de malentendus qu'on en a en ce moment, car pour exemple on a un cas qui s'est passé tout dernièrement à Baicoiu, cas qui peut inspirer de vives inquiétudes à tous les concessionnaires des terrains pétrolifères.

Un terrain situé à Baicoiu, qui a été cédé en due forme à la présente loi, il y a six ans, à M. Ambroise Congrèse, ce terrain a été de nouveau concédé, par le fils du propriétaire, mort dans cet intervalle, à M. G. Dobresco de Ploeshti. Le nouveau concessionnaire ne soupçonnant rien, avait envoyé ses hommes pour s'emparer du terrain concédé. Mais là les représentants de M. Congrèse s'y opposèrent vivement, et une bataille s'engagea qui nécessita l'intervention des autorités. Ce cas nous indique bien le désordre qui règne à la concession des terrains pétrolifères.

Les capitaux apportés par les étrangers.

L'impulsion et le vif intérêt manifesté par les étrangers en 1903 est et a été peut-être la plus décisive impulsion en faveur de l'activité de notre industrie pétrolifère.

Le capital allemand a joué et joue depuis quelques mois un des premiers rôles dans la politique de cette activité ; car tour à tour des maisons de banque, jouissant d'une très grande réputation, ont posé leur pierre fondamentale dans l'industrie du pétrole, en apportant des capitaux énormes ; le commencement par *Deutsche Bank* qui a procédé avec plus de décision, car elle a groupé autour d'elle des banques allemandes de premier ordre, qu'elle a fait intéresser dans ses entreprises de pétrole ; et puis la *Disconto Gesellschaft*, une autre banque allemande bien connue grâce à d'anciennes et importantes relations qu'elle a eu avec l'Etat Roumain, a fait intéresser aussi dans ses affaires la firme *S. Bleichröder* et le *Comptoir national d'Escompte de Paris*, avec lequel elle travaille dans toutes ses affaires.

Ces deux banques ont servi de directrices ou guides à d'autres banques allemandes, qui sont venues engager plus tard de grands capitaux dans notre industrie pétrolifère.

Mais à part ces deux banques qui ont fait un commencement décisif et heureux, la décision prise à ce moment-là à *New-York* par la *Standard Oil* d'établir sa raison sociale en Roumanie, en apportant des capitaux et en formant la société *Roumaino-Américaine* qui a demandé, au tribunal de commerce d'Ilfov, l'autorisation de se constituer conformément à la loi commerciale du pays. — Le tribunal a demandé l'avis préalable de la chambre de commerce, mais après le tribunal a rejeté la demande en appréciant que l'avis donné par la chambre de commerce est

insuffisant, sans même demander le vote de la chambre de commerce, ce qui aurait été si logique.

Alors elle a fait appel contre la sentence du tribunal, et la Cour d'Appel le 16/29 juin a annulé complètement la sentence du tribunal, en donnant à la Société Roumaino-Américaine pleine autorisation de se constituer et de fonctionner en vertu de ses statuts, approuvés par la Cour et elle s'est constituée avec un capital de 2.500.000 francs.

La Standard Oil qui avait essayé encore deux fois en 1900 et 1903 d'établir chez nous une société sur des bases financières assez solides, mais au commencement et avec raison elle s'est heurtée à une résistance acharnée de la part du gouvernement, et cette opposition était soutenue par M. *Dem Stourdza* alors premier ministre, mais cette opposition n'a eu d'effet que pour retarder l'action de cette compagnie, se proposer de déployer dans notre industrie tout à fait dans un autre sens que celui de 1900 et nous nous estimons heureux du concours qu'elle nous apporte en apportant des capitaux et leur science dans notre industrie.

Les transactions faites par cette société c'est celle de la propriété de M. *Sinesco* située dans la commune de *Bol-deshti*, district de *Prahova*, d'une étendue de 600 pogones pour une durée de 30 années, avec le droit de la prolonger pour 30 autres années, et sur la base d'une redevance de 7 p. 100 sur la production brute du pétrole, quand la production totale des sondes et des puits sera moindre que 1.000 wagons par an ; mais si la production dépasse la

quantité de 1.000 wagons par an la redevance sera de Sp. 100, cette terre tombe dans la zone pétrolifère de Tzintea et Baicioiu.

Pour mieux juger cette activité économique et l'action qu'a eu les deux grandes banques allemandes, unies à celle de Standard Oil, a produit une animation si grande que pendant le courant de l'année 1904 on a enregistré transactions sur transactions, les unes plus importantes que les autres, et voici les plus principales sociétés de pétrole qui ont été fondées pendant l'année 1904 :

<i>Noms des Sociétés</i>	<i>Mois de la Constitution</i>	<i>Capital en francs</i>
Deutsche Petroleum A. G. Berlin...	Janv. 1904	25.000.000
Petroleum Producte A. G. Berlin..	» »	11.250.000
Bushtenari.....	Février	10.000.000
General Petroleum Cy.....	Mai	25.000.000
Roumaino-Américaine.....	Juin	2.500.000
Campina-Moreni.....	»	5.000.000
Aigle Franco-Roumain... ..	Juillet	3.000.000
Campina-Poiana.....	Septembre	2.000.000

(ancienne Amsterdam)

Soc. Anon. de Pétrole Roumain....	Novembre	200.000
Pétrol. Handel. Maat. Amsterdam.	»	2.100.000
Petroleum Cy of Roumanian.....	»	5.000.000
Vega.....	Décembre	3.750.000
Crédit Pétrolifère.....	»	3.000.000
Schweizerische Petroleum Produlke	»	420.000

Donc pour une seule année nous enregistrons d'aussi importantes sociétés, qui ont apporté des capitaux énormes, de vastes relations que chacune d'elles possède et peut se créer, et par leur longue expérience, qu'elles ont acquise dans cette branche d'industrie.

Donc il n'est plus permis de douter du brillant avenir vers lequel s'achemine notre industrie du pétrole.

Au point de vue des transactions faites en 1904, le premier rang appartient aux Allemands, car les banques allemandes qui ont fait des transactions et se sont engagées en 1904 dans les affaires pétrolifères chez nous, forment trois groupes distincts : *Deutsche-Bank* ; la *Disconto Gesellschaft* et la *Schaaffhausen'scher Bankverein*. Les deux premières banques sont présentées comme rivales entre elles et des essais répétés faits par le gouvernement allemand et par S. E. M. de Kiderlu-Wachter, ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bucarest, pour que ces deux banques travaillent ensemble, mais tous ces essais n'ont pas réussi.

La *Deutsche-Bank*, d'accord avec son groupe de banquiers allemands composé par : la *Bank für Handel und Industrie* ; la *Mitteldeutsche Crédit Bank* ; *National bank für Deutschland* et la *Wiener Bankverein* détient la *Steaua-Romana*, qui est la plus importante société de pétrole en Roumanie, et qui possède de vastes terrains dotés des plus riches sources connues jusqu'à ce jour, et en même temps une intense organisation du commerce intérieur et extérieur et des raffineries suffisantes. La seconde, *Disconto*

Gesellschaft, et la banque *S. Bleichroder* détiennent la société Bushtenari et la société Telega Oil qui possèdent de très riches sources, mais il leur manque une organisation pour le raffinage et l'exportation.

Ces banques veulent alimenter les marchés allemands et les marchés voisins, avec le pétrole roumain, qui revient beaucoup moins cher que le pétrole américain et galicien.

En ce qui concerne les autres sociétés comme les françaises, hollandaises et anglaises, toutes ces sociétés veulent distribuer nos pétroles dans leurs marchés respectifs : il n'y a que les projets de Standard Oil qui ne soient pas connus, mais on pensait que le pétrole que Standard obtiendra chez nous servira pour faire conquérir à cette société la suprématie commerciale de l'Orient et d'Extrême-Orient.

Gouvernement allemand et nos pétroles.

Le gouvernement allemand tendait de créer une concurrence par l'approvisionnement du pétrole d'Allemagne, et de pouvoir s'assurer d'un pays aussi rapproché que possible et ami le combustible liquide dont la flotte allemande se servira peut-être pour l'avenir ; car on a bien vu que le rôle de ce combustible liquide est immense, surtout pour la flotte militaire, car avec ce combustible procure des avantages de prix et de vitesse en proportion de 45 p. 100, et c'est pour ça que le gouvernement allemand pousse

avec tant d'énergie le déplacement des capitaux que les grandes banques allemandes viennent engager dans nos affaires pétrolifères.

Les essais faits avec ce combustible liquide ont donné d'excellents résultats et si les divers Etats n'ont pas encore transformé leurs flottes militaires, pour brûler du combustible liquide, c'est à cause du manque d'un appareil combustible chez eux et de l'incertitude de son approvisionnement. Le charbon on le trouve partout sur toute la surface du globe, et par conséquent les navires civils ou militaires peuvent s'approvisionner sur n'importe quel point du monde ; tandis que le pétrole ne se trouve que dans certains endroits, donc le premier souci avant d'adopter le combustible liquide réside dans le fait de s'assurer la possibilité d'un approvisionnement rapide et avec le moins de difficultés possible.

Voilà ce que l'Allemagne voulait s'assurer, car en même temps ce pays est avantagé en ce qui concerne nos pétroles, même pour les voies de transport, car le Danube est le meilleur facteur affecté pour le transport du pétrole en Allemagne et presque dans tout le centre de l'Europe.

Navigabilité du Danube.

Les voies de communication pour le transport du pétrole sont :

I. Soulina-Trieste.

II. Soulina-Rotterdam.

III. Soulina-Brême.

IV. Soulina-Hambourg.

V. Giurgevo-Ratisbonne.

La voie de Soulina par où on pourrait transporter nos pétroles, ne nous convient pas, car les pétroles russe et américain nous font une grande concurrence, car eux ils sont mieux organisés que nous et mieux armés, parce qu'ils ont une industrie pétrolifère bien plus vieille que la nôtre, qui vient à peine de naître, et puis on remarque encore, que dans le port de Constantinople, où l'on mouille d'habitude, on paye d'énormes taxes de quaiage.

Donc pour nous la meilleure voie de transport en ce qui concerne l'Europe, c'est le Danube, et étudions la navigabilité de ce fleuve si précieux pour nous.

La profondeur et la navigabilité influent directement sur les factages ; et de ce fait on peut diviser la voie navigable du Danube de la manière suivante ; par rapport à la distance, et la profondeur du fleuve, en même temps on établira le nombre des jours navigables par an :

	Long. en kilom.	Nombre des jours navig. par an	Nombre des jours par an ou le Danube a une profondeur	
	—	—	—	
			1 m.	80 l m. 20
I. Ratisbonne-Passau.....	153	287	128	252
II. Passau-Vienne.....	301	287	184	272
III. Vienne- Gönyö.....	147	287	134	281
IV. Gönyö-Budapest.....	144	287	269	287
V. Budapest-Drencova.....	664	287	268	287
VI. Drencova-Orshova.....	62	283	135	215
VII. Orshova-Turme-Severin....	22	283	80	201
VIII. T. Severin-Giurgevo.....	433	365	365	365

Détaillons chaque distance :

I. *Ratisbonne-Passau* présente de nombreuses difficultés, mais il faut reconnaître le travail qu'on a fait pendant l'année 1904, pour écarter ces obstacles. On a travaillé pour approfondir le lit du fleuve, dans des points on a fait sauter à la dynamite les rochers qui empêchaient la navigation, à une profondeur minima de 1 m. 10, absolument nécessaire à la navigation.

II. *Passau-Gönyö* (448 kilomètres), on se heurte à des obstacles causés par la chute d'eau près de Grein, sur la distance de Presburg-Gönyö, mais depuis 1882 déjà qu'on a commencé les travaux, pour règlement systématique du cours d'eau, de sorte qu'on peut compter sur une augmentation continue de la profondeur de l'eau.

III. *Gönyö-Drencova* (808). La profondeur de l'eau est constante et c'est rarement qu'elle tombe sous 1 m. 80 ; donc la navigabilité est très facile.

IV. *Drencova-Orshova* (62). Dans ce trajet, se trouve une portion de la cataracte du Danube, des bancs rocheux qui rendent la navigation dangereuse au plus haut point ; mais le gouvernement Hongrois a fait ouvrir dans divers points, des canaux dont la profondeur est de 2 mètres au moins, donc par ces canaux la navigation est possible.

A la suite de ces travaux on a diminué même la pente qui est de 15 m. 80 sur cette distance de 62 kilomètres.

V. *Orshovo-Turnu-Severin* (22 Km.). Sur cette distance on trouve le point dénommé « les Portes de fer » mais un canal qui existe sur le littoral droit de la Serbie, d'une lon-

gueur de 80 mètres pourvu de digues élevées, et dont la profondeur, dans les circonstances les moins favorables, est d'environ 2 m. 25 rend possible l'action de contourner le formidable courant, qui existe à cet endroit ; il est certain que la force du courant est encore assez considérable, mais les bateaux qui ont une flottaison jusqu'à 2 mètres peuvent passer les portes de fer.

Turnu-Severin-Guirgevo (433 Km.). La navigation est facile et sans danger sur cette distance qui longe la Roumanie, car la plus petite profondeur est de 2 m. 50 à 3 m. 30.

Par conséquent par la voie de transport par le Danube, c'est-à-dire de Guirgevo-Ratisbonne, on peut approvisionner avec nos pétroles les régions suivantes : Haute-Bavière ; Basse-Bavière ; Oberfalz ; Mittelfranken ; Schwaben ; Oberfranken et parmi ces régions se trouve les villes de Munich ; Augsbourg ; Bayreuth ; Ingolstadt ; Landshut ; Amberg ; Passau etc.

*Essais pour la conclusion d'un traité de commerce
Roumaino-Allemand.*

L'Allemagne étant le client le plus sérieux pour la consommation de nos pétroles, et vu la facilité du transport par le Danube pour l'approvisionner à bon marché, les deux pays ont cherché de conclure un traité de commerce Roumaino-Allemand. Mais les choses n'aboutirent pas, car les délégués allemands, qui ont commencé à traiter

avec les délégués roumains les conclusions de cette convention de commerce, ne voulaient faire aucune concession au sujet de la prohibition de l'importation des dérivés de pétrole en Allemagne.

Ces délégués maintenaient avec énergie ce point, car ils voulaient que l'Allemagne n'importe que du pétrole brut, pour le fabriquer et le distiller à l'intérieur du pays, en se créant de la sorte une industrie de raffinage, donc, on a dû suspendre les travaux, ne pouvant arriver à aucune entente.

On s'est étonné de l'attitude intransigeante des délégués allemands, contraste avec les efforts exagérés même que le gouvernement a fait en ce dernier temps, pour créer au capital allemand, placé dans l'industrie du pétrole roumain, une situation prépondérante, en écartant même brutalement d'autres capitaux concurrents, et au détriment visible des intérêts de notre pays, mais on s'est étonné encore de plus, car cette industrie de raffinage n'existait presque pas pendant l'année 1904 en Allemagne; et un tel genre d'industrie ne pourra pas se fonder sitôt.

Quand le Reichstag, en 1902, vota le nouveau tarif douanier allemand, on a maintenu les anciennes taxes de 10 marks pour les 100 kgr. d'huiles minérales à graisser, et de 6 marks toutes les autres huiles minérales, mais en même temps, le gouvernement allemand s'est réservé le droit d'introduire des taxes différentielles pour le pétrole brut et pour le pétrole raffiné, si par ces faits c'était possible de créer une industrie intérieure du raffinage, en

appliquant ces taxes différentielles de douane. A la suite de ce droit le gouvernement a manifesté, à l'occasion des négociations, et en vue de la conclusion des traités de commerce, en essayant de fixer une taxe douanière plus élevée sur le pétrole raffiné seulement. Mais après les pourparlers des délégués, ces deux États ont renoncé à conclure un traité en 1904, mais l'Allemagne a commencé même à réduire un peu ces taxes douanières sur le pétrole, et la conséquence de ces diminutions, on conclura en 1905 une convention de commerce entre la Roumanie et l'Allemagne.

Relatifs à ces diminutions des taxes douanières, les industriels de pétrole en Allemagne (Wietze) ont vivement protesté contre la réduction du tarif douanier par rapport à la Roumanie, par le fait que la concurrence du pétrole roumain fait tarir l'industrie allemande, dans laquelle 38 millions de marks sont engagés, et 2.800 ouvriers dont le salaire annuel s'élève à 4 millions, mais avec toute l'opposition de ces industriels, l'Allemagne a continué de réduire ses tarifs par rapport à la Roumanie.

Les capitaux placés dans l'industrie du pétrole dans la Roumanie en 1904.

Sauf les capitaux qui sont placés par les sociétés par actions, dont je parlerai, il existe en dehors de ces capi-

taux, en Roumanie, un grand nombre d'entreprises particulières qui méritent l'attention. Les capitaux placés dans les sociétés par action appartiennent presque à toutes les grandes nations de l'Europe, ainsi que des capitaux américains engagés dans notre industrie.

Jusqu'à l'année 1903, la majorité de nos affaires du pétrole était considérée comme détenue par le capital anglais, mais depuis lors, c'est le capital allemand qui détient le premier rang.

Le capital allemand est engagé dans les entreprises suivantes : Steaua-Româna, Bushtenari, Telega Oil, Aurora, Crédit Pétrolifère, Vega, Campina-Moreni, au total 45 millions à titre nominal.

Le capital hollandais est placé dans les industries suivantes : Internationala, Bushtenari, Aurora, Amhensche Pet.-M., Campina-Poiana, la Société Hollandaise, la Société Néerlandaise, etc., au total 16 millions à titre nominal.

Le capital anglais participe aux entreprises ci-après dénommées : Telega Oil Berca, Petro Cie, Roumanian united, European Petr. Cie ; au total de 10 millions à titre nominal.

Le capital français est placé dans les entreprises suivantes : L'Aigle Franco-Roumain, Vega, la Franco-Roumain, au total de 5 millions à titre nominal.

Le capital belge participe à la Telega Oil, et aux pétroles de Prahova, au total de 4 millions à titre nominatif.

Le capital italien s'associe dans une mesure relativement petite à l'entreprise de la société Campeni-Parjol.

Le capital américain est représenté chez nous par l'entreprise de société la Roumaino-Américain, au capital de 2.500.000 francs.

Le capital roumain est engagé dans un grand nombre des sociétés, telles : Bushtenari, Telega Oil, Campina-Moreni, le Crédit Pétrolifère, la Société Roumaine pour l'industrie du Pétrole, Sperantza, Campeni-Parjol, Dambovitza, Oltenia, Isvorul, Pacura, Mislisioara, Baraganul, Ialomitza, Hagionoff et Cie et dans d'autres entreprises particulières, et il peut être estimé, approximativement au chiffre de 15 millions de francs.

Le capital roumain est très cher parce que le taux de l'intérêt est très grand chez nous, donc il est difficilement placé dans de telles entreprises ; car il ne peut pas lutter avec le capital étranger, dont le taux de l'intérêt est très bas, et puis nos capitaux ne s'associent pas si facilement, et ne se déplacent pas encore facilement, car ils sont engagés dans des hypothèques des immeubles ruraux, ou ils sont employés à l'agriculture, où le gain est plus assuré et quelquefois assez rémunérateur.

La production en 1905.

Industrie du pétrole en 1905. — D'après les statistiques officielles du ministère des domaines, la production totale du pétrole brut pendant l'année 1905 s'est élevée à 614.870 tonnes, présentant un excédent de 114.309 tonnes par rapport à la production de l'année 1904, dans cette

production de 1905, n'est pas compris le pétrole brut, brûlé dans les sondes, qui peut être évalué à 60.000 tonnes environ.

Sur la production de 1905, les sociétés par actions figurent pour 521.800 tonnes, donc une augmentation par rapport à l'année précédente, qui n'a été que de 426.500 tonnes. Les producteurs les plus importants sont: *Steaua-Romana* avec 204.500 tonnes ; *Bushtenari* avec 94.670 tonnes ; *Internationala* avec 51.000 tonnes et *Telega Oil* avec 45.000 tonnes. En ce qui concerne les sondes et les puits on comptait à la fin de l'année 1905 : puits à main, 680 producteurs, 133 en œuvre, et 1.132 abandonnés. *Sondes* : 340 productrices ; 215 en œuvre et 222 abandonnées.

La production de l'année 1905 se répartit ainsi entre les différentes régions pétrolifères.

	Tonnes	Sondes	Puits à main
	—	—	—
Prahova	568.300	276	276
Dambovitza	26.700	10	93
Buzeu	12.900	8	67
Bacau	8.970	46	244

La consommation intérieure a été de 199.337 tonnes par rapport à 156.082 tonnes en 1904, soit un surplus de 43.255 tonnes.

L'exportation totale a été de 214.348 tonnes contre

160.443 tonnes en 1904, donc une augmentation de 53.905 tonnes.

La valeur totale calculée en espèces de la consommation intérieure a été, pour 1905, de 9.115.700 francs contre 7.548.831 francs en 1904 ; soit une plus-value de 1.566.869 francs. La valeur totale calculée en espèces de l'exportation a été de 14.466.970 francs en 1905, contre 10.696.620 en 1904, soit un surplus de 3.790.350 francs.

Mais dans le courant de l'année 1904, les capitaux roumains, subissent l'influence des capitaux étrangers, et se sont montrés très disposés pour rentrer dans les entreprises pétrolifères du pays.

En additionnant la valeur totale de la consommation intérieure avec celle de l'exportation, nous obtenons la somme de 23.582.670 francs pour l'année 1905 par rapport à 1904 qui a été de 18.245.451, donc un surplus de 5.337.219 francs pour l'année 1905, sans compter le combustible des sondes et des raffineries.

Donc, en analysant de plus près ce résumé statistique, nous apercevons un progrès constant qui s'est réalisé d'une année à l'autre, mais pas tout à fait dans la proportion à laquelle on s'attendait. Mais on explique ce fait en partie, parce que toutes les grandes entreprises qui ont été formées en 1904 ont à peine achevé, vers la fin de l'année 1905, leurs travaux d'organisation, de sorte qu'à peine à la fin de l'année 1905 elles étaient en pleine activité, et je crois que la production de l'année 1906 sera une des plus satisfaisantes et de plus grande par rapport à ces années.

L'exportation par mois et par spécialités au cours des années 1904 et 1905.

Année 1904 :

Mois	Pétrole brut tonnes	Lampant tonnes	Benzine tonnes	Total génér. tonnes
Janvier.....	2.445	9.043	3.615	15.103
Février.....	6.137	4.626	4.078	14.141
Mars.....	1.435	4.550	773	6.758
Avril.....	8.564	10.601	6.223	25.388
Mai.....	1.926	134	2.709	4.769
Juin.....	7.599	13.454	454	21.507
Juillet.....	2.423	3.840	2.862	9.125
Août.....	6.799	499	3.659	10.957
Septembre...	3.146	13.341	6.252	22.739
Octobre.....	1.250	2.084	493	3.827
Novembre....	2.552	12.998	5.201	20.751
Décembre....	328	3.135	651	4.714
Total...	45.204	78.306	36.969	160.479

Année 1905 :

Mois	Pétrole brut tonnes	Lampant tonnes	Benzine tonnes	Total génér. tonnes
Janvier.....	1.395	2.204	4.415	7.833
Février.....	2.329	11.366	621	14.313
Mars.....	2.282	4.059	6.322	12.663
Avril.....	3.564	9.662	5.310	18.536

Mai.....	8.115	3.878	5.768	17.761
Juin.....	2.219	8.901	3.609	14.729
Juillet.....	3.711	2.059	4.302	10.524
Août.....	4.441	15.074	1.902	20.917
Septembre...	6.435	4.149	4.706	15.293
Total...	34.491	61.123	36.955	132.569

La production du pétrole par mois et districts au cours des années 1904 et 1905.

Année 1904 :

Mois	Prahova tonnes	Dambovitza tonnes	Buzeu tonnes	Bacau tonnes
Janvier.....	32.197	1.414	368	770
Février.....	31.822	1.327	379	688
Mars.....	35.064	1.894	443	648
Avril.....	34.152	2.818	451	907
Mai.....	34.306	2.421	583	862
Juin.....	36.159	1.892	732	779
Juillet.....	36.929	2.176	739	438
Août.....	36.684	2.639	979	453
Septembre...	44.726	2.491	906	349
Octobre.....	49.859	2.498	890	376
Novembre...	40.294	2.413	780	385
Décembre....	42.160	2.321	886	409
Total.....	455.354	26.234	8.136	7.064

Année 1905 :

Mois	Prahova tonnes	Dambovitza tonnes	Buzeu tonnes	Bacau tonnes
Janvier.....	38.326	2.222	889	649
Février.....	40.457	2.023	844	529
Mars.....	41.306	2.250	984	644
Avril.....	43.196	1.930	999	813
Mai.....	44.673	2.090	937	859
Juin.....	45.478	2.430	1.300	792
Juillet.....	47.018	1.993	1.416	617
Août.....	49.139	2.008	1.086	868
Septembre...	46.300	1.635	1.065	
Total.....	395.902	18.581	9.520	5.771

Les conduites et réservoirs du pétrole.

Les conduites ou pipe-lines jouent un rôle des plus importants dans le développement des exploitations pétrolières et de l'exportation du pétrole, car dans les localités munies des conduites, le transport du pétrole se fait avec la même facilité que sa vente, tandis que les localités dépourvues de ce moyen aisé de transport, l'industrie du pétrole languit. Il y a à peine deux ans que les conduites, se sont multipliées, parce que on a bien vu que les conduites qui existaient déjà donnaient de si beaux ré-

sultats et de gros bénéfices, et ne pouvaient suffire même au transport de l'huile brute aux environs de Bushtenari.

Ce Busthenari est aujourd'hui un centre des plus importants pour la production du pétrole, et il est desservi par un nombre assez suffisant de conduites ; et on construit encore énormément.

La conduite, allant des champs de production des Carpathes, par Cerna-Vodà (Danube) à Constantza, constitue incontestablement une des principales clefs du développement sain et rapide de cette riche industrie, et nous n'en doutons pas malgré les objections multiples et de toute nature soulevées à ce sujet que cette excellente manière de solutionner le vaste problème du transport de cette encombrante marchandise, ne tardera pas à être réalisée surtout si l'accroissement de la production continue comme tout nous le fait espérer.

En ce qui concerne les réservoirs, il y a deux ans, après la demande d'une délégation de l'*Association des exploitants et fabricants de pétrole*, car à ces moments-là l'industrie du pétrole traversait une crise sérieuse due à une grande concurrence étrangère et à une baisse des prix, et accablait notre exportation, faute d'installations.

Le gouvernement roumain, alors tenant compte de ces circonstances, a résolu d'employer le crédit, qui avait été mis à sa disposition par les Chambres pour les études d'une pipe-line de Campina à Constantza, et dans la construction de trois réservoirs à Constantza de la capacité de

5.000 tonnes chaque, c'est-à-dire d'une capacité égale à celle d'un vapeur-tauk.

Ces trois réservoirs devaient servir en emmagasiner trois articles, la benzine et les pétroles lampant et distillé les seules articles qu'on exporte par le port de Constantza.

Le gouvernement en même temps a eu l'intention d'exercer un contrôle décisif sur l'exportation du pétrole, et il s'est engagé si loin dans cette voie, qu'il a institué un monopole de l'exportation par voie d'eau, en édictant « la décision concernant l'établissement des bases devant servir à l'exploitation des installations de pétrole du port de Constantza (5 juin 1904) », dans laquelle décision est interdit aux particuliers de construire des réservoirs dans ce port, car c'est l'Etat seul qui peut construire des réservoirs dans le rayon du port de Constantza, c'est lui qui établira les installations pour le chargement du pétrole et ses dérivés, sur les bateaux-citernes, et lui seul se livrera à cette exploitation.

Les taxes que l'Etat doit recouvrir, seront déterminées façon, à ce qu'un réservoir rapporte un revenu annuel de 6.000 francs, au moins, somme nécessaire au paiement des intérêts, à l'amortissement du capital, à l'entretien, ainsi qu'à la surveillance.

En ce qui concerne l'emmagasinage, et la livraison, il sera perçu 50 centimes pour chaque opération et par mètre cube.

Pour l'utilisation des voies de garage de l'installation du port, il sera perçu 1 franc pour chaque wagon.

En instituant ce monopole, l'Etat a cru que le port de Constantza serait le seul moyen et endroit par où on exporterait ce produit liquide, cette orientation paraissait si sûre alors, que le parlement a mis à la disposition du gouvernement les sommes nécessaires pour l'étude de la construction de la conduite et de ces réservoirs ; et il croyait que nos plus grandes sociétés, comme *Steaua-Romana*, s'empressera pour acheter des terrains à Constantza, pour établir sa nouvelle raffinerie et la maison Desmarais frères en ferai de même.

Mais tous ces projets ont disparu un à un, car la société *Steaua Romana* a construit sa nouvelle raffinerie à *Campina* et à proximité de celle qu'elle possédait avant ; *Disconto Gesellschaft* construit la sienne près de *Ploeshti* ; l'*Aurora* a agrandi celle qu'elle possédait à *Baicoiu* et *Desmarais frères* commença à travailler avec la raffinerie de *Plopeni*, de sorte qu'actuellement, il n'y a aucune perspective en vue d'une construction de raffinerie à Constantza, car toutes les nouvelles raffineries se sont concentrées dans l'intérieur du pays aux environs de *Ploeshti*, et dans la direction de la voie ferrée de *Buzeu*, et par conséquent ce fait indique que l'exportation se fera par d'autres points, surtout par le port de *Braïla*.

Donc la condition de la conduite à Constantza, devient une nécessité plus lointaine et de ce fait oblige le gouvernement à un nouvel examen pour voir s'il est encore op-

portun d'en mobiliser quelques millions, dans la construction des réservoirs à Constantza, ou s'il faut laisser ces travaux au compte de particuliers qui les exécuteraient au fur et à mesure de leurs besoins.

Enfin l'Etat Roumain ; tout de même soucieux des besoins de cette industrie a mis, d'ailleurs en exécution l'ancien projet, partie du port de Constantza doit être aménagée exclusivement pour le service du pétrole, et à part le bassin qui lui est destiné, 16 réservoirs de 5000 tonnes chacun (sur les 20 projetés) sont déjà construits et mis à la disposition de principaux industriels, et leur capacité totale est de 80000 tonnes et leur coût est d'environ 2 millions de francs.

Les installations pour le dépôt, ou le chargement de pétrole, sont tellement perfectionnées, qu'on peut charger ou décharger en moins d'une heure et demie deux trains à 25 wagons-citernes chacun.

Le chargement d'un bateau-tank, d'une capacité de 5000 mètres cubes peut être effectué en moins de 24 heures.

Les avantages qui découlent de ces installations pour l'exportation du pétrole sont très grands, de sorte que les principales sociétés productrices de pétrole, se sont empressées de louer ces réservoirs pour une période de 25 ans.

Le pétrole et surtout son principale dérivé, la benzine, qu'on exporte par le port de Constantza, sont des matières inflammables et présentent de très graves dangers, en dépit des mesures d'assurance, c'est pour cela que les contrats intervenus entre le ministère des travaux public

et les sociétés pétrolifières, imposent aux sociétés l'obligation de verser les primes d'assurance pour les réservoirs.

En même temps l'Etat pour ne pas provoquer un arrêt quelconque dans l'exportation du pétrole, a pris une mesure salubre, qui lui permettra la construction immédiate de ces réservoirs en cas d'accident fatal.

Cette mesure consiste dans le fait que le gouvernement versera à la caisse des dépôts et consignations, une prime à 2 p. 100 par rapport à la valeur des réservoirs, et prélevée sur le revenu que l'Etat en tire. Ces primes capitalisées produiront la somme nécessaire à la reconstruction des réservoirs en cas d'accident, et en même temps, pour écarter toute éventualité désagréable, le gouvernement a fait voter par le parlement, une loi en vertu de laquelle la Caisse des Dépôts et consignations est obligée de lui avancer une somme de 1.500.000 francs pour la reconstruction des réservoirs détruits soit par incendie, soit par tout autre accident fatal.

Le nombre de ces réservoirs et des installations connexes seront d'ailleurs augmentés tous les ans suivant le besoin de l'industriel.

L'exportation en 1905

Notre exportation du pétrole pendant l'année 1905 a augmenté, mais la plus grande partie des produits, a toujours été vendue sous une marque étrangère.

Les acheteurs mélangent nos pétroles avec les pétroles américains et russes, et les vendent sous des marques connues.

A cause de la concurrence acharnée, qui a régné pendant l'année 1905 (les trois quarts de l'année) la quantité de l'exportation aussi bien que les prix ont beaucoup souffert. Nous n'avons pas pu profiter de la crise russe, pour alimenter les marchés orientaux, car nos exploiters n'ont pas eu à leur portée les moyens nécessaires à ce but. On a fait une certaine exportation en Orient, mais sur une petite échelle.

Il serait tout naturel, vu l'intérêt que les banques allemandes ont placé dans notre industrie pétrolifère, que la majeure partie de l'exportation soit absorbée par l'Allemagne. Nonobstant l'Allemagne diminue toujours, car cette année, elle a importé à peine 17 p. 100 du total de notre exportation par rapport à la France qui a importé 55 p. 100. Un article publié dans la revue *Europe Orientale* relatif à nos pétroles, article très intéressant et très documenté, tend à montrer aux capitalistes et aux établissements français, que leur attention devrait être attirée par l'industrie du pétrole de la Roumanie.

Car les achats de la France, tant en pétrole brut, qu'en dérivés, ont augmenté si rapidement qu'en ces dernières années, de 10.5 p. 100 ils ont atteint en 1905 les 55 p. 100 de notre exportation du pétrole raffiné, résidus ou dérivés.

Voici un tableau donnant la proportion pour les pays

importateurs du pétrole roumain, consommé par eux en 1903, 1904 et 1905.

	1903	1904	1905
	p. 100	p. 100	p. 100
Allemagne	19	16	17
Autriche-Hongrie...	16 5	14	9
Bulgarie	3	3	25
France.....	10 5	25	55
Grande-Bretagne...	30	23	10
Italie.....	8	5	40
Pays-Bas	15	10	10
Turquie	1	1 5	3 5
Divers.....	0 5	2 5	3
	100	100	100

On voit bien que les Français sont devenus les clients les plus sérieux en ce qui concerne nos pétroles, et cependant, nos relations économiques avec la France sont restreintes au point de vue de cette industrie, car dans les 250 millions de capitaux engagés dans notre industrie pétrolifère, les capitaux français n'entrent que pour un chiffre presque dérisoire, car en dehors de la maison Desmarais frères, et de la société « l'Aigle Franco-Roumain, nous ne connaissons plus aucune entreprise française importante, qui eusse placé son capital dans notre industrie du pétrole.

Le corps diplomatique et consulaire.

Quoique l'augmentation de l'exportation devienne de plus en plus grande, mais elle n'est pas assez considérable, par rapport à la production totale de l'année 1905, et pour les autres années qui suivront, on devrait chercher des débouchés plus étendus pour notre exportation pétrolifère : et il est regrettable que notre corps diplomatique et consulaire ne prête aucun appui à l'expansion de l'exportation de nos produits de pétrole.

Car en général nos représentants égaux à l'étranger se désintéressent complètement de notre industrie pétrolifère, quand il serait si simple de lui donner un bon coup d'épaule, et je crois que cet état de choses provient, de ce que notre ministre des affaires étrangères ne s'occupe pas des intérêts de notre commerce au-delà de la frontière.

Car je crois que nos représentants de la diplomatie une fois qu'ils sont à l'étranger, devraient s'occuper faire connaître notre pays au point de vue de ses richesses, qui n'attendent que le capital pour être exploitées.

Comme le pétrole constitue une des principales richesses du pays, les diplomates devraient rivaliser entre eux d'ardeur, pour mieux étudier cette question et travailler énergiquement à la propager dans les cercles intéressés du pays où il résident.

Mais avec regret nous voyons que l'activité de ces di-

plomates, dans cette direction, est en général considérée comme nulle, car si nous regardons les diplomates étrangers accrédités auprès de la Cour royale de Roumanie, et surtout ceux des nations avec lesquelles la Roumanie a plus de rapports économiques, ils déploient une activité en faveur des intérêts de leur pays, et cette activité produit les plus beaux fruits.

Toutes les questions d'ordre économique, ils cherchent à les pénétrer jusque dans ses moindres détails, et à les poursuivre pas à pas, et les rapports qu'ils adressent à leur gouvernement respectif sont toujours utiles, et on peut se baser sur eux.

Nos représentants à l'étranger se désintéressent complètement de notre politique économique, à peu d'exception près, ils ne sont pas même au courant de ce qui se passe chez nous en Roumanie, de sorte qu'ils ne peuvent guère être utiles à ceux qui leur demandent des renseignements ou des conseils.

Si les efforts qui sont déployés à Bucarest et dans le pays pour le développement de notre industrie pétrolifère, étaient tant soit peu soutenus, par nos diplomates à l'étranger, certes réaliserait de plus grands progrès que ceux que nous avons à enregistrer à présent, et qui sont déjà satisfaisants.

Grâce à leur haute position sociale et officielle, qu'ils occupent, s'ils s'intéressaient de près aux branches de notre richesse, que l'on pourrait développer dans une plus grande mesure avec le capital étranger, ils pourraient apporter

des profits incalculables, tant au pays qu'aux capitalistes étrangers.

Pour remédier à tous ces faits, je pense que c'est dans les mains du gouvernement de Bucarest, que réside tout le pouvoir de stimuler notre corps diplomatique et consulaire, dans le but de prêter attention aux intérêts économiques du pays.

Un labeur dirigé dans ce sens aurait toutes les chances de donner les fruits les plus utiles. Il faut donc que nos efforts tentés dans le pays pour l'élever au rang qu'il mérite d'être, en ce qui concerne l'état économique, soient puissamment aidés par le corps diplomatique et consulaire roumain, et de collaborer avec une grande énergie à leur réalisation.

Le capital national et le pétrole.

Tous nos capitaux nationaux étaient placés de préférence en hypothèques urbaines ou rurales, mais en ce dernier temps, pendant la crise économique que le pays a traversée, car il y a eu deux années où les récoltes agricoles ont été complètement compromises et des sommes considérables ont été englouties dans ces hypothèques surtout urbaines, car les maisons sont dépréciées presque dans toutes les villes de Roumanie, et même avec des bas prix on n'en trouve pas des acheteurs, de ce fait les capi-

talistes ont perdu la confiance dans ce placement de capital.

Une grande propagande faite en faveur de l'industrie du pétrole, et puis les grands placements des capitaux étrangers dans cette industrie, de sorte qu'au jour le jour les capitalistes roumains sont attirés, et prennent confiance dans le placement de leurs capitaux dans cette source de richesse, et nous voyons avec satisfaction de gros capitaux qui se dirigent avec une attention de plus en plus soutenue vers ce genre d'industrie.

D'ailleurs, on sait bien, qu'à part quelques exceptions, les mines du pétrole de la Roumanie ont été découvertes par les nationaux, et après ces découvertes les capitaux étrangers ont commencé à affluer pour fonder les grandes entreprises d'exploitation.

En présence de ces grands capitaux, les nationaux ont abandonné les découvertes faites par eux, pour des gains de rien, de sorte qu'à présent, les Roumains qui sont restés intéressés aux mines de pétrole, passées entre les mains des étrangers, sont en faible minorité ; nonobstant il se trouve encore des gens, dans nos cercles politiques, pour blâmer les entrepreneurs qui acquisitionnent des terrains sur la base de la redevance, c'est-à-dire en réservant au propriétaire ou au concessionnaire le droit de coparticipant de l'entreprise pour l'avenir.

Cette manifestation nous prouve que nos véritables et réels intérêts ne sont pas assez bien compris par tous.

C'est à cause de l'insuccès de quelques entreprises roumaines, qui a provoqué cette stagnation dans la marche ascendante de la confiance, que les affaires du pétrole, inspirent à notre public, mais les choses ont un peu changé, et nous savons aujourd'hui qu'en Roumanie, nous possédons beaucoup d'argent disposé à s'engager dans les affaires du pétrole.

Ce qui nous manque en ce moment, c'est un groupe d'hommes compétents et connus, qui organiserait une entreprise, et qui ferait appel aux capitaux roumains. Espérons que tous ceux qui sont à la tête de nos institutions économiques et financières, et qui sont pénétrés de la nécessité, et de l'importance qu'aura pour notre politique économique, la participation des capitaux nationaux au développement de notre industrie pétrolifère.

Ces hommes prendront cette initiative d'un mouvement dans cette direction, en faisant appel aux capitaux roumains pour créer à eux seuls, ou pour contribuer avec d'autres capitaux étrangers à la création de ces entreprises de pétrole.

Traité de commerce avec l'Allemagne.

En 1904 on a essayé de conclure un traité de commerce entre ces deux pays, mais les pourparlers n'ont pas abouti, car les délégués allemands ne voulaient pas diminuer le droit de douane, en ce qui concerne le pétrole raffiné, pour qu'ils puissent fonder une industrie de raffinage du pétrole chez eux, mais avec le temps la face des choses a changé ; car au dernier moment, vers la fin de l'année 1904

le gouvernement allemand a commencé à réduire les tarifs douaniers, en ce qui concerne nos pétroles tant le brut que le raffiné, et de ce fait les pourparlers déjà engagés pour conclure un traité entre la Roumanie et l'Allemagne ont abouti et le traité a été conclu le 20 mars 1905. Dans ce traité les parties contractantes se sont réciproquement des réductions des taxes douanières, en ce qui concerne, les produits du sol, et de l'industrie, et les droits de douane pour l'importation en Allemagne des dérivés du pétrole roumain, sont fixés comme ci-dessous, comparativement aux taxes déjà existantes, calculés par 100 kilogrammes :

	Avant le traité —	Après le traité —
Pétrole brut et raffiné.....	6 marks	6 marks
Huiles minérales de graissage; même résidus de la distil- lation des huiles minérales, goudronneux, paraffinés, ou poisseux; ces derniers en tant qu'ils surnagent sur l'eau; l'huile de résine....	10 marks	6 marks
Benzine lourde d'un poids spécifique d'au-dessus de 0, 75 jusqu'à 0, 77, inclu- sivement destiné à l'emploi aux moteurs, provenant d'usines indigènes ou im- portée de l'étranger sous contrôle.....	6 marks	2 marks

Huile solaire (Gasœl) d'un poids spécifique d'au-des- sus de 0, 83 jusqu'à 0, 88, inclusivement destinée à l'emploi aux moteurs ou à la carburation de gaz à l'eau, provenant d'usines indigènes, ou importée de l'étranger sous contrôle...			6 marks	3 marks
Paraffine molle.....			10 marks	8 marks

D'après ce tarif, on voit bien que les taxes établies pour l'avenir, sont beaucoup plus réduites, que celles qui étaient en vigueur.

La convention prévoit que tout malentendu qui éventuellement viendrait à se produire eu égard à l'application du nouveau tarif sera résolu par voie d'arbitrage, à la demande de l'une ou de l'autre partie contractante.

Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque litige, de manière que chaque partie nomme un arbitre, parmi les ressortissants compétents de son pays, et que les deux arbitres, choisissent pour sur-arbitre un ressortissant d'un tiers pays ami.

Ce traité a été conclu pour 12 ans jusqu'à l'année 1917, et doit-être dénoncé 12 mois d'avance.

Pétrole et combustible liquide.

Les considérables essais entrepris en ces derniers temps,

par les amirautés, anglaise, américaine et italienne, ont réussi à souhait en employant le pétrole comme combustible liquide dans les vaisseaux de guerre, car en employant ce combustible dans les chaudières marines, on a une propriété, et on réduit le temps qu'on met pour charger le navire, et en même temps les réservoirs seront placés dans des petits coins du navire, et comme cela les soutes peuvent être occupées bien plus avantageusement par les marchandises lourdes, ou munitions de guerre.

Ce combustible liquide finit par gagner beaucoup de terrain, car la science, d'accord avec la pratique et la technique, décréta définitivement le pétrole comme le meilleur combustible, possédant dans un minimum de poids un maximum de calories, et réalisant une économie de 45 à 50 p. 100.

Donc, une fois ce problème résolu avantageusement par la technique, il ne reste qu'un seul obstacle, c'est-à-dire la certitude de l'approvisionnement, et une fois que le deuxième problème sera résolu, alors on pourra mettre à exécution la transformation des chaudières marines. L'Angleterre, possédant un vaste empire colonial, a entrepris des recherches très actives pour trouver du pétrole dans ses colonies, le résultat a été merveilleux, car les Indes anglaises, mises en exploitation seulement depuis quelques années, sont arrivées déjà à donner une production de plus de 400.000 tonnes en 1905. On a découvert encore d'intéressants gisements au Canada, dans la province d'Alberta, et dans la Colombie britannique.

La *France* paraît rester moins active, comptant peut-être sur les gisements amis de la Russie, dont la prospérité est due, pour la plus grande part, aux capitaux français.

L'*Allemagne* ne possède pas de gisements de pétrole connus dans ses colonies, et elle se voit obligée de chercher ailleurs le bassin de pétrole qui lui convienne, et après des essais et des rapports reçus par les personnes que les banques allemandes envoyaient pour chercher les gisements de pétrole chez nous, les banques ont tourné leurs regards sur nos richesses pétrolifères, qui avaient l'immense avantage d'être situées dans leur zone d'influence, ayant un transport facile et peu coûteux à leur disposition, en employant le trajet danubien pour l'importation de nos pétroles chez eux.

En ce qui concerne notre pays, le combustible liquide est employé par l'administration des chemins de fer, en transformant presque toutes les locomotives de chemins de fer par l'introduction des appareils de divers systèmes, pour remplacer le charbon par le combustible liquide.

Même les fabriques ont commencé à brûler du pétrole, car dans les raffineries de sucre de Roman (Roumanie), une force de 2.000 chevaux est obtenue au moyen de quatre chaudières système *Babkok et Wilcox* à 10 atmosphères.

*Rendement financier des exploitations du pétrole
en Roumanie.*

Tout d'abord, les exploitations commencées par des natio-

naux, malgré le caractère peu scientifique des recherches, et la nature rudimentaire des travaux, ont été presque toutes prospères et fructueuses, la valeur de quelques-unes étant arrivée à se chiffrer par millions.

Les exploitations, montées en sociétés anonymes par actions ou en participation, ne sont pas moins heureuses : citons la société Bushtenari, qui a toujours distribué à ses actionnaires un dividende d'environ 10 p. 100 pour les actions ordinaires et 20 p. 100 pour les actions de priorité, sans compter le fonds de réserve que cette société avait amassé. Le bénéfice de cette société a été, pour la dernière gestion de 1.023.867 francs pour un capital de 10 millions.

Donc les petites exploitations à petit capital ont plutôt réussi, mais les sociétés à grand capital étranger n'ont obtenu, pendant le premier temps surtout, que des résultats médiocres, et voilà les causes qui y ont contribué :

1° Le manque d'études géologiques et techniques précises ;

2° Les modestes connaissances techniques du personnel en ce qui concerne l'art du forage, ou bien la faible surveillance des travaux en cours d'exécution ;

3° Les transports difficiles, la nécessité d'un coûteux approvisionnement en grand, l'organisation des chantiers d'exploitations, etc.

Mais aujourd'hui les résultats sont bien satisfaisants, car la géologie, à force d'études est arrivée à connaître, d'une manière précise, les conditions de l'accumulation

de l'huile dans le sous-sol roumain ; que l'art du sondeur s'est grandement développé avec l'école des *maîtres sondeurs* de Campina, qui nous offre un personnel actif et instruit, et par le fait de l'installation, dans le pays, des grandes sociétés comme Steaua-Româna avec le concours financier de Deutsche Bank, et la société Roumaino-Américaine, qui est la succursale de la Standard Oil, nous ont porté le capital, la science et l'expérience, et aujourd'hui les conditions sont tout autres, et une époque de prospérité inconnue jusqu'à présent par les entrepreneurs du pétrole, ne tardera pas à se manifester et de cette façon on leur assure un brillant avenir.

Donc on peut affirmer avec certitude que les gisements pétrolifères de la Roumanie sont très intéressants, car ils occupent aujourd'hui un rang respectable parmi les pays producteurs du pétrole, et par rapport à la richesse de la production, malgré que notre exploitation soit encore bien faible par rapport à la richesse ; et puis nous possédons une huile d'excellente qualité et de beaucoup supérieure à celle de la Russie ou Amérique, et nous avons une très bonne situation géographique pour commercialiser avantageusement nos produits du pétrole.

Une seule chose qu'on devrait remédier par l'introduction de lois plus sévères relatives à ces intermédiaires, qui font une spéculation des plus honteuses avec nos terrains pétrolifères, et ce nombre des intermédiaires s'est accru énormément pendant ces derniers temps, car dès qu'une sonde fait éruption, en donnant une abondante pro-

duction, immédiatement une foule d'acheteurs, plus ou moins solvables, donnent assaut à la nouvelle région reconnue très riche en pétrole, et moyennant des prix quelquefois dérisoires, achètent aux paysans les terrains en question pour les revendre à des prix quintuplés ou décuplés ; et comme exemple un cas très récent : MM. N... N... achètent à un nombre de paysans de Prahova, quarante pogones de terrains pétrolifères au prix dérisoire de 40 francs le pogone, donc un total de 1.600 francs. Ces MM. N... N... revendent ensuite ces terrains à raison de 6.000 francs le pogone, touchant ainsi une somme de 240.000 francs d'où certainement dispute et procès ensuite entre les paysans et eux, car les paysans commencent déjà à sentir cette sorte de trafic.

A cause de ces faits, les entrepreneurs sérieux, aux grands capitaux, n'osent plus venir chez nous à cause des prix exorbitants que ces spéculateurs demandent pour le rachat de leurs terrains, et de cette façon on met une entrave à notre industrie pétrolifère.

Sauf cela, toujours à cause de ces spéculateurs, nous voyons se former chaque jour des sociétés pétrolifères, prenant toute sorte de nom pompeux ou alléchant, mais ce sont des sociétés louches, car elles n'ont pas de capitaux, ni de garantie, et c'est pour ça, que ces manœuvres induisent en erreur les étrangers.

L'Etat devra remédier à cet état de choses une fois pour toutes, car c'est une entrave des plus sérieuses, en ce qui concerne notre avenir de l'industrie du pétrole.

*Les gisements pétrolifères du monde.
Étude comparative.*

L'industrie du pétrole, dont les risques sont plus grands que dans toute autre industrie, demande non seulement des études préparatoires approfondies, mais aussi une interprétation précise et critique des résultats obtenus, et en même temps une étude comparative par rapport à tous les pays producteurs de pétrole.

Presque tous les pays producteurs de ce liquide ont passé par des phases difficiles dans le développement de cette industrie, provoquées avant tout par l'ignorance initiale de la situation exacte des gisements et de la mise en valeur rationnelle du pétrole.

En ce qui concerne la richesse pétrolifère de la Roumanie, que j'ai étudiée pas à pas, elle occupe aujourd'hui la cinquième place parmi les pays producteurs, et elle n'est exploitée qu'en petite partie, car nos exploitations intensives se concentrent sur 4 zones, qui elles non plus ne sont pas complètement explorées, donc l'industrie se trouve au commencement de son développement.

En ce qui concerne l'étendue de la surface réelle des zones pétrolifères en Roumanie, il est certainement difficile de l'évaluer d'une manière exacte ; car, outre d'autres considérations, il n'est pas certain que toutes les 87 zones signalées jusqu'ici en Roumanie soient réellement rentables.

De tous les pays producteurs de pétroles, les États-Unis d'Amérique et la Russie fournissent à eux seuls à peu près 87 p. 100 de la production mondiale, qui en 1904 et 1905 s'est élevée en chiffres ronds à 28.000.000 de tonnes ; les autres pays réunis : la Galicie, la Roumanie, les Indes Néerlandaises et Anglaises, etc., encore insuffisamment exploités, et qui commencent à peine à offrir leur production à la consommation universelle, ne représentent guère que 13 p. 100 de la production totale.

La production mondiale du pétrole pendant ces dernières dix années a réalisé un progrès énorme, car, de 15.000.000 de tonnes qu'on produisait en 1895, nous sommes arrivés au chiffre rond de 29.000.000 millions en 1904 pour redescendre à 27 millions en 1905, donc, dans l'intervalle de dix ans la production mondiale a presque doublé, et cela nous montre l'effort que tous les pays producteurs de ce liquide ont fait pour augmenter la production du pétrole.

La quote-part de chaque pays a contribué dans la production mondiale de 1905 a été :

Amérique.....	17.000.000	tonnes
Russie	6.566.000	—
Indes Néerlandaises...	1.200.000	—
Galicie	800.000	—
Roumanie	619.000	—
Indes Anglaises.....	465.000	—
Autres pays.....	350.000	—
Total....	27.000.000	—

Richesse comparative des différents gisements.

États-Unis d'Amérique du Nord.

Les gisements pétrolifères d'Amérique sont ceux qui longent les *Alleghanys*, bassin des Appalaches, ce bassin de 110.000 hectares de superficie environ, comprend les États de : New-York, Pensylvanie, Ouest Virginie, Kentucky, Tenesse, ayant une longueur de 1.300 kilomètres sur 250 kilomètres de largeur, qui ont été les premiers exploités d'une manière sérieuse à partir de 1859, et on y a foré jusqu'à présent 160.000 puits, dont 75.000 seulement dans la Pensylvanie, sur lesquels 35 p. 100 seulement ont été stériles, et grâce à la production obtenue par ces exploitations durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, que l'industrie du pétrole a pris un grand développement et acquis l'immense importance qu'elle possède aujourd'hui, car elle représente un chiffre de 1.000.000.000 de francs par an.

Plus tard des nouveaux gisements furent découverts par les habitants de Lima, dans le nord-ouest de l'Ohio, et les travaux qui en résultèrent s'étendirent bientôt sur une grande partie de l'Etat voisin de l'Indiana, couvrant une superficie de 300 kilomètres de longueur sur 50 kilomètres de largeur, et ce fut l'exploitation du bassin Lima-Indiana.

Mais par le fait que l'exploitation a été très intense dans ces bassins qui fournissaient le pétrole nécessaire

tant pour la consommation interne que pour alimenter la majeure partie de la consommation mondiale, l'épuisement de ces sources ne tarda pas à se manifester dès la fin du siècle dernier.

De grands efforts ont alors été faits pour chercher ailleurs ce précieux liquide, et une grande partie de ces efforts ne restèrent pas sans résultat, et des nouvelles régions, dans l'Ouest d'abord (1899), Californie, dans le Sud ensuite (1901), Texas et Louisiane, ainsi que dans le centre (1903), Kansas, Indian Territory et Texas septentrional furent explorées et mises en exploitation.

Mais les Américains exploitent ces gisements d'une manière tout à fait intense, car des milliers de sondes sont déjà installées sur les terrains et le bassin est exploré de ce fait jusqu'à ses dernières limites, ainsi les nouvelles qui nous arrivent des États-Unis sont assez souvent contradictoires, en ce sens que tantôt la production d'une région nous apparaît comme épuisée, tantôt elle donne les meilleures perspectives, grâce à la découverte des nouveaux terrains pétrolifères dans les mêmes endroits.

Voici le nombre des sondes et leur production pour chaque bassin.

Les bassins des Etats Appalachiana et Lima-Indiana ont produit : le premier, 3.962.000 tonnes, et le second, 3.086.000, pour le nombre des sondes de 12.750 utiles et 3.006 stériles, dont la production moyenne de ces deux Etats par sonde utile a été de 1,5.

Le Kansas, Indian Territory avec Oklahoma ont produit

697.000 tonnes, et le nombre des sondes a été de 2.600 utiles et 475 stériles, dont la production moyenne par sonde utile a été de 0,45. En janvier 1905, il y avait dans cet État une production journalière moyenne de 0,8 tonne pour 4.000 sondes en exploitation.

Le bassin de l'État de Californie a produit 3.700.000 tonnes avec 300 sondes utiles et 158 stériles construites en 1904, et le nombre des sondes en production est aujourd'hui de 2.772, dont la production moyenne par sonde utile et par jour a été de 3,7.

L'État de Texas a produit 2.778.000 tonnes avec un nombre de sondes de 1.200, et les sondes construites en 1904 ont été de 246 utiles et 176 stériles, la production moyenne de cet État par sonde utile et par jour est de 6,4.

Le bassin de Louisiane a eu comme production 370.000 tonnes, et le nombre des sondes construites en 1904 a été de 13 utiles et 10 stériles, et la production moyenne par sonde utile et par jour est de 8,30. A la fin de l'année 1904, pour 100 sondes productives, il y avait une production journalière de 7.500 tonnes, soit 75 tonnes par sonde.

Mais ce chiffre est trop élevé, il représente seulement une moyenne obtenue à un moment donné, et non la moyenne réelle de l'année, qui est beaucoup plus réduite.

Les bassins de Colorado et Wyoming ont produit 64.400 tonnes, et les sondes construites en 1904 ont été de 15 utiles

et 10 stériles, le total des sondes à la fin de l'année 1904 est de 93, dont la production moyenne par sonde utile et par jour a été de 1,9.

Donc les sondes productives provenant des forages exécutés en 1904 sont, on le voit, dans une moyenne de 70 p. 100 et leur nombre total a été de 15.942, soit une diminution de 2.858 sur les 18.800 sondes forées en 1903. La production totale des gisements ci-dessus des Etats-Unis a été de 44.657.000 tonnes ; la moyenne par sonde productive revient à 921 tonnes par an, soit à 2.55 tonnes par jour. Pour 1903 cette moyenne était de 2.44 tonnes par jour. Cette moyenne de production n'est pas élevée, mais en compensation l'exploitant américain a le sondage bien meilleur marché que partout ailleurs, car le coût moyen d'un forage dans les anciens champs revient à 7.000 francs.

D'après les données statistiques, l'industrie du pétrole aux Etats-Unis pendant l'année 1905 a été assez favorable. La production totale a augmenté dans des proportions assez notables, et la consommation interne et l'exportation de même, en ce qui concerne les prix, ils se sont maintenus fermes pendant l'année 1905.

Mais si nous examinons la production de chaque région à part, on verra que certaines régions ont pris un essor au point de vue de la production, tandis que d'autres commencent à s'épuiser.

Parmi ces régions, comme la Pensylvanie, New-York, Ouest Wirginia, Ohio et Indiana qui depuis des temps assez lointains jusqu'à présent ont produit la plus grande

quantité de pétrole et de meilleure qualité, cette année la production a été bien faible et les explorations des nouveaux terrains n'ont pas réussi.

Au contraire, les Etats de Kausas, Oklahoma et Indiana Territory ont eu une production très abondante et cette abondance est due au grand nombre de sondages forés qui ont donné de bons résultats.

En Californie de même, la production a été très abondante, car une source de pétrole récemment découverte dans cet état a produit 10.000 vases par jour et à la fin de l'année elle produisait encore 4.000 vases par jour. En ce qui concerne les diverses pipe-lines collecteurs des Etats-Unis, ils drainent l'huile des réservoirs avoisinant les puits jusqu'aux canaux principaux qui rejoignent les raffineries de l'intérieur (Grands Lacs) ou les ports.

Les raffineries sont groupées en deux centres : les Grands Lacs pour la consommation intérieure, les ports (New-York, Philadelphie, Baltimore) pour l'exportation.

La production pétrolifère des Etats-Unis est accaparée par deux trusts : *Le Standard Oil* qui est composé :

1° *Groupe de Sociétés de production.* — Trois ou quatre compagnies de noms divers ;

2° *Groupe de Sociétés d'assemblage.* — On appelle assemblage le drainage de l'huile dans les champs pétrolifères et leur conduite dans des réservoirs avoisinant les gares ou les têtes de pipe-lines collecteurs. United Pipe-line et une branche de la National Transit Co ;

3° *Groupe de Sociétés de Transport.* — La National

Transit C^o qui possède cinq canalisations atteignant la côte de New-York, Philadelphie et Baltimore.

4^o *Groupe de Sociétés de fabrication.* — La Standard Oil C^o de New-Jersey à Bayonne, Pratts Works, Devøe Works, Socrer Works à Greenpoint (New-York), Eagle Works à New-York, Atlantic refined C^o à Philadelphie et Baltimore, Standard Oil C^o of Indiana à Whiting (la plus grande usine du monde, elle couvre 128 hectares). Les usines de Cleveland et de Whiting raffinent pour la consommation interne des Etats-Unis ;

5^o *Groupe de Sociétés de distribution.* — Ces sociétés ont été formées aux Etats-Unis et dans les pays où la Standard Oil a pu détruire les raffineries indigènes qui s'y étaient fondées. Ce sont la Deutsche American Gesellschaft en Allemagne, l'Anglo-Americain C^o en Angleterre, des compagnies à Bombay, Calcutta et au Japon.

La *Pure Oil* dans des proportions plus restreintes comprend :

1^o *Une société de production.* — La Producers Oil C^o.

2^o *Un groupe de sociétés de fabrication.* — La Colombie Oil C^o à New-York, l'Union Petroleum C^o à Marcus Hook et cinq ou six raffineries sur les lieux de production à Oil Citry et Titusville.

Russie (Caucase). — La production moyenne des gisements russes est de beaucoup supérieure à celle de tous les autres pays producteurs de pétrole, car la Russie possède les champs pétrolifères les plus riches du monde. Au commencement ces champs isolés sur la mer Caspienne, dans la

presqu'île d'Apchéron, n'ont été que sommairement exploités jusqu'à ce que la voie ferrée Batoum-Bakou, construite en 1880, leur ait permis de participer au commerce universel. Cet état de stagnation qui a caractérisé l'industrie pétrolifère russe jusqu'en 1880 a été la cause d'un manque d'organisation des sociétés pétrolifères russes, et de ce fait l'industrie russe n'a pas pu alors concurrencer vivement la société Standard Oil ; en outre ajoutons qu'alors le transport de la mer Caspienne à la mer Noire se faisait par le mode défectueux des wagons-citernes, donc l'industrie russe a été au commencement gênée pour l'écoulement de ses huiles brutes. Le pétrole russe et américain présente des caractères différents, car le pétrole brut américain contient environ 75 p. 100 de produits lampants, 12 à 13 p. 100 d'essence et laisse un déchet de 11 à 12 p. 100, tandis que le brut russe ne contient guère que 30 à 35 p. 100 de produits lampants et une quantité considérable de goudrons qui sont un remarquable combustible. La méthode habituelle des raffineries russes consiste à retirer les produits les plus volatiles, gazoline et essences, que leur brut contient en très petite quantité, et de laisser autant de résidu que possible pour en faire du combustible, et en 1889, 55 p. 100 de la production russe a été utilisé comme combustible, 26 p. 100 seulement comme huile d'éclairage et 3 p. 100 comme huile lubrifiante.

La production russe depuis 1897 jusqu'en 1901 a suivi la progression suivante :

Années	Barils de 42 gallons	1 gallon = 3 l. 8.
1897	57.774.301	
1898	60.597.544	
1899	66.452.240	
1900	75.779.417	
1901	85.168.556	

En 1901 la Russie a dépassé l'Amérique, car la production de l'Amérique n'a été que de 69.168.556 barils par rapport à 85.168.556 que la Russie a eu.

Le nombre des puits percés annuellement en Russie est très inférieur au nombre des puits percés en Amérique.

En 1902, la production totale de la Russie a été de 10.977.000 tonnes pour 1.840 sondes, ce qui revient à 5.666 tonnes par sonde annuellement, soit une moyenne de 15.7 tonnes par jour. La consommation totale de la Russie est d'environ 85 p. 100 de sa production, donc elle n'exporte que 1.500.000 tonnes à peine.

En 1903, la production descend à 10.266.000 tonnes pour 1.850 sondes, soit une moyenne de 5.241 tonnes par an et de 14.5 tonnes par jour pour chaque sonde.

En 1904, les 10.074.000 tonnes de production totale ont été fournies par 2.066 sondes dont 26 jaillissantes. La moyenne de production par sonde revient donc à 4.964 tonnes soit 13.8 tonnes par jour.

Cette baisse s'explique par le fait qu'un grand nombre de puits pauvres ont été en exploitation.

Encore la baisse de la production de ces dernières années

doit être attribuée aux troubles sanglants qui ont eu lieu dans cette région.

Tableau de la production moyenne des sondes en Russie.

Année	Production moyenne	
	par an	par jour
1896	8.929	24.8
1897	9.874	27.4
1898	7.229	20.0
1899	6.220	17.1
1900	5.805	16.0
1901	6.615	18.3
1902	5.667	15.7
1903	5.241	14.5
1904	4.964	13.8

Aujourd'hui le calme ayant été rétabli, il est certain que cette industrie prendra un nouvel et vigoureux essor.

La Galicie. — L'industrie du pétrole en Galicie est très ancienne, mais s'est développée d'abord avec une extrême lenteur, mais dans ces dernières années, la production galicienne a augmenté dans des proportions considérables. En 1870, elle ne dépassait pas 100 barils par jour ; en 1892, elle produisait 898.713 quintaux et elle a atteint en 1900 la somme de 3.263.340 quintaux. Aujourd'hui, en Galicie, les puits à la main sont encore employés, bien que de plus en plus rarement, pour l'exploitation des niveaux supérieurs, mais la production sérieuse, provenant

des couches profondes au-delà de 800 mètres, n'est obtenue qu'à l'aide des sondes.

En 1902, la production de la Galicie a été de 576.000 tonnes, par rapport à 727.000 tonnes en 1903, donc un accroissement de 26 p. 100, puis en 1904 la production est de 825.000 tonnes, donc encore une augmentation de 12 p. 100; mais en 1905 la production ne dépasse pas 800.000 tonnes, marquant ainsi une diminution de 26.000 tonnes sur l'année précédente.

La production des divers bassins de la Galicie en 1904 a été :

Le bassin de Jasto a produit 131.814 tonnes, et le nombre des sondes en exploitation est de 898 et 448 stériles, en ce qui concerne les forages exécutés en 1904 il a été de 22.896 mètres et le nombre des sondes construites de 63; la production moyenne par sonde utile et par jour est de 0.29.

Le bassin de Drohobycz a eu une production de 681.185 tonnes avec un nombre total de 675 sondes utiles et 375 stériles, et le nombre des sondes construites en 1904 a été de 292, forant ainsi 76.819 mètres; la production moyenne par sonde utile et par jour a été de 1.40.

Le troisième bassin de la Galicie le Stanislau a eu une production de 10.944 tonnes pour un nombre total de 140 sondes utiles et 25 stériles, car en 1904 on a construit 6 sondes forant 2.135 mètres, la production moyenne par sonde utile et par jour a été de 0.17. Prenant le total de la production de la Galicie pendant l'année 1904 a été de

823.943 tonnes avec un nombre total de 2.932 sondes, dont le nombre des sondes productives ayant été de 1.719, la moyenne de production a donc été en 1904 de 479 tonnes par sonde et par an, soit 1.3 par jour, tandis que pour 1903 cette moyenne était de 1.1 tonne et 0.82 tonne en 1902. La production moyenne par mètre foré a été de 8 tonnes.

Roumanie. — On sait que les premiers niveaux pétroliers dans ce pays sont encore exploités bien souvent par des puits creusés à la main, dont la profondeur atteint avec beaucoup de peine 250 mètres, mais pour les niveaux inférieurs qui sont aussi les plus riches on emploie les sondes dont le nombre encore beaucoup trop restreint a augmenté pendant les dernières années surtout d'une manière progressive.

Comme je viens de vous le montrer dans l'étude de l'industrie du pétrole en Roumanie, la production s'est accrue tous les ans. Ainsi, de 134.786 tonnes en 1898 elle monte à 298.133 en 1901-1902, pour arriver à 496.888 tonnes en 1904 et à 614.870 tonnes en 1905, accusant ainsi par ces chiffres et pendant cet intervalle (1898-1905) un accroissement moyen annuel de 70.000 tonnes, et pour les dernières années une augmentation de production annuelle de 28 p. 100 environ sur les années précédentes.

La valeur totale du pétrole extrait pendant la dernière année s'élevait au chiffre de 23.582.770 francs, dont 9.115.700 francs ont été consommés dans le pays et 14.466.970 francs ont été exportés.

Presque toute cette production continuellement crois-

sante est fournie par la Valachie, où se trouve concentrée la plus grande partie de l'activité pétrolifère de la Roumanie, les exploitations entreprises en Moldavie n'ayant obtenu jusqu'à ce jour que de trop faibles résultats.

En examinant de plus près la production des puits et sondes de la Moldavie, nous constatons que sur les 8.974 tonnes, production du district de Bacau en 1905, 3.804 tonnes ont été obtenues à l'aide de 297 puits à main et 5.170 tonnes à l'aide de 46 sondes, ce qui donne une moyenne annuelle de 13 tonnes par puits et de 131 tonnes par sonde, soit presque les mêmes chiffres que pour l'année 1904, qui étaient de 16 tonnes pour les puits à main et de 140 tonnes pour les sondes.

Cette production moyenne est presque stationnaire et beaucoup trop insignifiante par rapport à celle de la Valachie où les 618.600 tonnes produites en 1905 ont été fournies par 446 puits à main et 280 sondes, la moyenne annuelle par puits étant de 185, soit 0.51 tonne par jour et de 2.006 tonnes par sonde, soit 5.4 tonnes par jour.

Ce chiffre 5.4 tonnes, inférieur à celui de 6 tonnes obtenu en 1904, pourrait nous faire croire à une baisse de la moyenne, si nous ne savions pas en trouver l'explication dans l'exploitation trop forcée du chantier de Bushtenari dont les 193 sondes, soit environ 77 p. 100 du total des forages de la Valachie, se sont trop influencées les unes les autres.

Mais aujourd'hui la moyenne a aussitôt remonté pour arriver à 7.2 tonnes, ainsi qu'il résulte de la production

de la Valachie pour le mois de mars 1906, car pendant ce mois la moyenne quotidienne par sonde est montée à 20 et même 70 tonnes par jour pour certains chantiers, la production totale de la Valachie étant de 65.700 tonnes, dont 5.565 produites par 432 puits à main avec une moyenne de 0.42 et 60.041 tonnes fournies par 278 sondes avec une moyenne de 7.2 tonnes par jour, supérieure ainsi à celle de l'année 1904, et ce chiffre de 7.2 tonnes, production moyenne par sonde et par jour, exprime le coefficient de richesse des gisements pétrolifères de la Roumanie (Valachie).

Car en prenant la production totale et moyenne des sondes dans les principaux pays producteurs de ce liquide, nous verrons que notre moyenne sera de beaucoup supérieure aux autres pays, sauf la Russie.

Les Etats-Unis d'Amérique ont produit pendant l'année 1904, 14.657.400 tonnes ayant un nombre total de 15.942 sondes utiles, donc la production moyenne par an et par sonde est de 921 tonnes, soit une moyenne journalière et par sonde de 2.55.

La Russie a produit en 1904 10.074.000 tonnes, ayant un nombre total de 2.066 sondes productives, d'où la production moyenne par an et par sonde a été de 4.962, soit une moyenne de 13,8 tonnes par sonde et par jour.

La Galicie a eu une production totale de 826.943 tonnes en 1904, pour 1.713 sondes utiles, d'où la production moyenne par an et par sonde a été de 479 tonnes, soit une moyenne de 1,3 par sonde et par jour.

En ce qui concerne la Roumanie, a eu une production de 610.000 tonnes en 1905, pour le nombre de 294 sondes productives, d'où une production moyenne par an et par sonde de 1.850, soit une moyenne de 5,6 par sonde et par jour, mais ce chiffre a augmenté encore, car pour le mois de mars de l'année 1906, où la production a été de 60.041 tonnes pour 278 sondes, d'où une production moyenne de 7,2 tonnes par sonde et par jour.

Ainsi avant que les travaux d'exploitation à venir mettent mieux en évidence l'abondance du précieux liquide minéral que la Roumanie possède, abondance déjà prouvée par la croissance constante du débit des sondes, ainsi que par les éruptions heureuses de grande production dont l'histoire de l'industrie du pétrole dans les Carpathes roumaines peut citer un bon nombre, surtout en ces derniers temps, une sonde de la société Steaua Româna qui a produit à elle seule plus de 5.000 wagons de pétrole, soit une valeur d'environ 1.500.000 francs, et puis une autre sonde de la maison Campeanu et Cie à Campina qui a produit 6.667 wagons de pétrole, soit 2.000.000 francs environ, et d'autres exemples aussi véridiques et de grande importance relatifs à la production des sondes en Roumanie, car on espère qu'on ne s'arrêtera pas à cette moyenne de 7,2 tonnes par jour, et je crois que l'année prochaine la moyenne augmentera encore, car en ce qui concerne la Russie, l'Amérique et la Galicie, ces coefficients de richesse étant obtenus à l'aide de milliers de sondages exécutés dans ces pays, il est certain qu'ils ne sont destinés à subir que de

très faibles variations dans l'avenir, tandis que la Roumanie n'ayant compté pendant l'année 1905 que 280 forages utiles, dont un grand nombre encore épars de tous côtés représente plutôt des essais d'explorations sans production bien définie, et il est très probable que son coefficient de richesse est destiné à augmenter progressivement avec l'augmentation des travaux.

De 4,5 tonnes qu'était ce coefficient en 1902, il a passé à 5,5 tonnes en 1903 et à 6 tonnes en 1904, pour arriver à 7,2 à la fin du premier trimestre de l'année 1906.

Composition industrielle comparative des pétrolés.

On sait que le pétrole, tel qu'il sort de la sonde, est un mélange dans des proportions variables d'hydrocarbures solides, liquides et gazeux et que l'industrie procédant par des distillations successives est arrivée à grouper ces hydrocarbures en trois grandes catégories suivant leur applications et ce sont :

1° *Les huiles légères* (benzine, etc.), ce sont les produits distillant avant 150° ;

2° *Les huiles lampantes* (lucilines, etc.), constituant les produits qui distillent entre 150° et 300° et ce qui reste ;

3° *Les huiles lourdes* (huile de graissage, vaselines, paraffines et résidus).

La valeur de ces produits n'est pas la même, car les benzines ont un prix presque double de celui des lampants et qu'eux mêmes valent deux fois autant que les

résidus, il est intéressant de comparer les huiles roumaines à celles des autres pays grands producteurs du pétrole.

Le pétrole d'Amérique contient 15 p. 100 des huiles légères, 68 p. 100 des huiles lampantes et 17 p. 100 des huiles lourdes.

Le pétrole de Russie contient 9 p. 100 des huiles légères ; 30 p. 100 des huiles lampantes et 61 p. 100 des huiles lourdes.

Celui de la Galicie est composé de 5 p. 100 des huiles légères, 60 p. 100 des huiles lampantes et 35 p. 100 des huiles lourdes.

Le pétrole roumain contient 24 p. 100 des huiles légères, 33 p. 100 des huiles lampantes et 43 p. 100 des huiles lourdes.

Situation géographique des gisements pétrolifères de la Roumanie. — Au point de vue de la production, les gisements de Russie indiquent encore aujourd'hui une moyenne quotidienne environ deux fois supérieure à la moyenne quotidienne de la Roumanie, mais ces gisements de la Roumanie possèdent par contre, au point de vue de la situation géographique, une énorme supériorité par rapport à ceux de la Russie ; car la voie du Danube nous offre un avantage énorme qui permet d'alimenter avec le pétrole roumain le centre de l'Europe, et en dehors de cela le coût du transport par mer du pétrole roumain jusqu'aux ports de l'ouest européen est encore le plus économique. Car en effet, tandis que la distance moyenne de nos centres pétrolifères à la mer Noire (Cons-

tantza) est de 350 kilomètres, la distance de Bakou à Batoum (port sur la mer Noire) est d'environ 900 kilomètres.

Malgré des tronçons de conduites que les Russes ont construits comme Mihailovo-Batoum (227 kilomètres) et Bakou-Volci-Vorota (12 kilomètres) qui ont été livrés au commerce en 1900 et ont fait augmenter en une seule année 1901 de près de 30 p. 100 l'exportation russe, il reste néanmoins jusqu'à la mise en exploitation du tronçon déjà commencé Volci-Vorata-Mihailovo près de 550 kilomètres de voie ferrée difficile, que le pétrole russe doit parcourir de plus que le pétrole roumain pour arriver à la mer Noire. Cette distance contitue pour la valeur de ce produit une charge considérable (environ 20 francs par tonne) et de ce fait le met dans un état de grande infériorité en ce qui concerne la concurrence que peut lui faire le pétrole roumain sur les marchés de l'Europe occidentale, principal débouché de cette marchandise.

Le jour où le pipe-line roumain (Campina-Cernavoda-Constantza) allant au Danube et à la mer Noire sera construit, les frais de transport et d'emmagasinerage seront encore plus réduits que ceux d'aujourd'hui et la situation de la Roumanie deviendra beaucoup plus favorable, en assurant d'une manière définitive l'essor de son commerce et de son industrie pétrolifère.

Le pétrole étant une marchandise lourde par rapport au volume, le prix du transport contribue énormément à la cherté de cette marchandise, donc pour voir l'avantage que nos pétroles possèdent par rapport aux autres pays

producteurs en ce qui concerne le prix du transport, nous n'avons qu'à regarder ces chiffres.

A l'Amérique lui coûte 20 francs par tonne pour le transport effectué des champs de production jusqu'au port d'exportation, dont la distance est de 900 kilomètres, pour le transport effectué du port d'exportation jusqu'au centre du commerce européen (Hambourg) le prix est de 12 fr. par tonne pour une distance de 6.350 kilomètres, donc le prix total du transport d'une tonne des champs de production jusqu'au marché européen est de 32 francs.

A la Russie cela lui coûte 26 francs par tonne pour le transport effectué des champs de production jusqu'au port d'exportation, dont la distance est de 900 kilomètres, et 15 francs par tonne pour le transport effectué du port d'exportation jusqu'au centre du commerce européen (Hambourg), dont la distance est de 7.160 kilomètres, dont le prix total pour le transport d'une tonne des champs de production jusqu'au centre du commerce européen est de 41 francs, donc 9 francs de plus que le prix américain.

Quant à la Roumanie, qui est avantagée en ce qui concerne le transport, cela lui coûte 6 fr. 30 par tonne pour le transport effectué des champs de production jusqu'au port d'exportation, dont la distance est de 350 kilomètres et de 12 francs pour le transport effectué du port d'exportation jusqu'au centre du commerce européen (Hambourg), dont la distance est de 6.350 kilomètres, donc en total 18 fr. 30, donc on réalise une économie de 14 francs par rapport au

transport américain, et de 23 francs par rapport au transport russe.

Le coût du transport par la voie du Danube est le suivant : 4 francs par tonne de Campina (champ de production) jusqu'à Guirgevo port sur le Danube, ce transport se fait par les chemins de fer et la distance est de 170 kilomètres, de Guirgevo jusqu'à Regensburg (Ratisbonne) par bateaux tanks avec transbordement à Budapest cela coûte 21 francs pour une distance de 1.926 kilomètres, donc le prix du transport d'une tonne de pétrole de Campina jusqu'à Regensburg (centre du commerce européen) est de 25 francs.

Donc ces chiffres indiquent nettement l'énorme différence du coût des transports en faveur des gisements roumains qui est du simple au double par rapport à la Russie et d'un tiers en moins par rapport à l'Amérique, donc de ce fait l'exportation du pétrole roumain pourra se faire facilement et la concurrence étrangère ne nous détournera plus d'aller droit pour conquérir de nouveaux débouchés à l'étranger pour notre pétrole, vu le grand développement de notre industrie pétrolifère.

*Les lois minières relatives aux exploitations
du pétrole.*

Nos exploitations pétrolifères constituent un chapitre des

plus importants dans notre activité économique, donc une sensible partie de notre énergie économique doit être développée dans cette direction, en réglementant de plus près ces exploitations.

Le temps des doutes et des essais a passé, car les puissantes sociétés que nous possédons et qui ont placé des capitaux considérables dans cette industrie du pétrole, vont toujours en avant en plaçant d'autres capitaux à côté des anciens, donc les doutes n'existent plus et une rémunération juste et progressive est assurée aux capitaux employés dans cette source de richesse.

Ces grandes entreprises pétrolifères ayant de puissantes racines à l'étranger, et comme ils savent bien que notre pétrole compte désormais, au point de vue de la qualité et de la quantité parmi le meilleur sur le marché mondial que des débouchés lui sont assurés, et si nous ajoutons encore le développement de nos moyens de transport, par la création des conduites et des nouveaux réservoirs, et que notre production pétrolifère augmente chaque année dans des proportions assez notables.

Depuis peu d'années que nous produisons ce liquide précieux, on remarque dans le pays un progrès rapide et continu, et pour maintenir et encourager ce progrès, il est besoin que les autorités publiques doivent lui donner un concours précieux, en cherchant de mieux en mieux à réglementer par des lois précises et favorables l'exploitation de cette richesse.

Voilà les causes pour lesquelles nous constatons dans ces

dernières années, un mouvement constant et continu, en ce qui concerne cette industrie, car il n'y a pas longtemps, plusieurs notabilités du pays appartenant au parti libéral, entre autres M. Jean Bratiano, ancien ministre, Eugène Carada et Antoine Carp, directeurs de la Banque Nationale, ont entamé des pourpalers avec M. L. Bercovici, le grand banquier bucarestois, en vue de la création d'une banque dans le but unique d'alimenter financièrement les différentes entreprises pétrolifères de la Roumanie.

Quant au point de vue des lois et règlements, nous pouvons nous en réjouir, car en ces derniers temps, on a réglementé la concession des terrains appartenant à l'Ephorie des Hôpitaux civils, et un projet de loi déposé au Sénat par le Ministre des finances, M. Jean Lahovari, relatifs à la concession des terrains pétrolifères sur les propriétés de l'Etat.

Règlement concernant la concession du droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés appartenant à l'Ephorie des Hôpitaux civils (juillet 1905).

L'Ephorie des Hôpitaux civils possédant en Roumanie d'immenses terrains légués ou donnés par des personnes charitables, qui désiraient améliorer l'administration et le fonctionnement des hôpitaux, en donnant accès à n'importe quel malade de se soigner dans les hôpitaux, sans qu'on lui oppose la moindre difficulté.

Comme parmi ces terrains que l'Ephorie possède, il y a aussi des terrains pourvus de ce précieux liquide, et de ce fait l'Etat a eu l'heureuse intention de réglementer la

consolidation des droits d'exploiter le pétrole sur ces propriétés, et un règlement a été mis en vigueur par le gouvernement au mois de juillet 1905.

Le droit d'exploiter ou de rechercher le pétrole sur les propriétés de l'Ephorie s'obtient : soit par voie d'adjudication publique, mais ce droit n'est accordé que pour des terrains sur lesquels se trouvent déjà des puits ou sondes en activité ; soit par concession pour les terrains dépourvus de toute exploitation.

Toutes les règles que je traiterai pour la concession s'appliquent à l'adjudication publique aussi ; je pense que ce droit doit être mobilier pour que les étrangers puissent les exploiter aussi.

Le délai accordé par l'Ephorie pour exploiter ces terrains pétrolifères est de trente ans, et le périmètre concédé ne doit pas dépasser les 50 hectares, et même dans ce cas la largeur de chaque périmètre ne sera pas moindre du quart de sa longueur.

Ces concessions, l'Ephorie ne peut les accorder qu'aux personnes ou sociétés qui montreront bien qu'elles peuvent exploiter ces terrains par leurs propres moyens, ayant à leur disposition des capitaux nécessaires à l'exploitation, de cette façon on éloigne ces chevaliers de l'industrie qui ne cherchent qu'à faire du négoce avec les terrains pétrolifères, en les achetant à prix dérisoire et après en les revendant à des prix fabuleux, donc en demandant au commencement de la concession des garanties nécessaires relatives à l'exploitation, on est sûr que les terrains seront

concedés, en vue d'une exploitation certaine et rapide et non pour faire des cessions après avoir pris la concession dans un but de négoce.

Obtention de la concession.

Pour obtenir cette concession, on doit adresser sa demande à l'Ephorie en indiquant :

1° Le nom de la propriété sur laquelle se trouve le terrain qui fait l'objet de sa demande ;

2° La commune, l'arrondissement et le département où est situé la propriété ;

3° Son nom, prénom, profession et sa dernière habitation ;

4° Un plan en triple exemplaire du périmètre dressé sur une échelle de 1/2.500.

Donc une fois ces formalités accomplies et après un délai de quinze jours à partir de la date de cette requête, une autre demande ne se présente plus pour le même périmètre, et si l'Ephorie le juge avantageux, elle autorisera alors le pétitionnaire à déposer à la caisse des dépôts et consignations à l'ordre et à la disposition de l'Ephorie une somme de 500 francs pour chaque périmètre demande en concession, qui servira aux frais que fera l'Ephorie pour la mise en possession, et en outre une garantie provisoire de 100 francs par hectare.

Mais si dans ce délai de quinze jours surgissaient d'au-

tres demandes, alors une adjudication sera tenue à l'Ephorie, à jour fixe, entre tous les concurrents pour le même périmètre.

Une fois que la requête est admise par l'Ephorie, alors le concessionnaire sera avisé dix jours avant le terme fixé pour la mise en possession, où le concessionnaire en présence de l'ingénieur de l'Ephorie fixera par des pierres et bornes la superficie concédée, et en même temps on dressera un procès-verbal en triple exemplaire, ces procès-verbaux et les plans seront signés par l'ingénieur de l'Ephorie, par le concessionnaire et par l'autorité communale respective de la localité où est situé le périmètre concédé.

Le contrat définitif sera rédigé en double exemplaire, dont l'un pour l'Ephorie et l'autre pour le concessionnaire, qui sera signé par les parties, mais si dans le délai de dix jours à partir de la communication que l'Ephorie a été obligée de faire, le concessionnaire ne s'est pas présenté pour signer le contrat, l'Ephorie lui notifiera ce fait par exploit d'huissier, et si dans le terme de cinq jours à partir de la date de la notification il ne s'est pas encore présenté pour la signature du contrat, le contrat sera annulé et le concessionnaire perdra la garantie provisoire ainsi que la taxe de 500 francs déposées en vue de la concession.

Le terme de la concession pour une durée de trente ans, commence à courir du jour où le contrat a été authentique, c'est-à-dire depuis la signature du contrat, et dès lors le concessionnaire est obligé de déposer une garantie défini-

tive de 200 francs par hectare pour le nombre entier des hectares qu'il aura demandés.

En outre, et en dehors des redevances qu'il sera obligé de payer à l'Ephorie, une somme minima de 500 francs pour chaque hectare concédé, comme droit de concession et des dommages-intérêts pour la superficie du terrain dégradé par des fouilles et autres travaux.

Droits et obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire a choisi le terrain à ses risques et périls, et en dehors il est obligé d'accomplir les travaux imposés par le présent règlement sur le terrain concédé.

Il est obligé d'installer sur chacun des 10 hectares une sonde par an, pendant les dix premières années, donc de cette façon l'Ephorie est certaine que ses terrains seront fouillés exploités par les concessionnaires, et après cette période de dix ans passée, l'Ephorie oblige le concessionnaire d'installer encore une sonde par an et sur chacun des 10 hectares, dans le cas seulement, où la production des sondes existantes ne se maintiendrait pas au minimum de trois wagons par jour sur chaque parcelle de 10 hectares, donc en imposant de telles conditions aux concessionnaires de ses terrains, l'Ephorie s'assure une exploitation intensive et certaine de ses terrains pétrolifères.

Les sondages doivent être poussés jusqu'à ce qu'on arrive à obtenir un débit d'au moins un wagon de pétrole

brut en vingt-quatre heures et continuellement pendant un mois, un rendement nécessaire pour un sondage médiocre.

L'Ephorie spécifie dans l'article 23 de ce règlement que le concessionnaire auquel a été accordé le droit de rechercher et d'exploiter rien que du pétrole, ne pourra extraire que ce produit, mais si par hasard au cours de travaux, le concessionnaire trouve de l'ozochérite, de l'asphalte ou autres matières bitumineuses, il pourra les exploiter et bénéficier de ces substances, après qu'il aura conclu un contrat à ces fins, avec l'Ephorie.

En dehors de ces obligations le concessionnaire est tenu d'avoir journellement sur le chantier, pour le service du contrôle :

1° Un plan des travaux au courant de leurs progrès, dont une copie doit être envoyée chaque année à l'Ephorie ;

2° Un registre d'extraction et de vente.

Ce plan et ce registre doivent être ficelés, visés et portant le sceau de l'Ephorie, et devront être présentés aux agents de l'administration de l'Ephorie au fur et à mesure qu'on leur demande.

Comme ces terrains pour l'exploitation du pétrole sont accessibles aux étrangers et quelle est forcée de contrôler la production brute pour le paiement de la redevance, elle a prévu dans ce règlement que le plan et les registres doivent être tenus en langue roumaine et un représentant

parlant le roumain, doit être fixé dans la localité de l'exploitation, pour faciliter le contrôle de ses agents.

Mais si par hasard le concessionnaire a exécuté tous les sondages prévu par le règlement et ces sondages ayant été poussés jusqu'à une profondeur minima de 600 mètres, et ils n'ont pas touché le pétrole, alors l'Ephorie après des enquêtes et constatations faites sur les lieux, après la demande du concessionnaire, elle pourra dispenser le concessionnaire de continuer les travaux, en déclarant le contrat résilié, et elle permettra au concessionnaire d'enlever toutes les installations faites sur ce terrain, et on lui restituera la garantie définitive déposée en vue de cette concession, c'est une mesure assez juste, pour la personne qui a perdu une partie du capital en exploitant un terrain qui peut être ne contient pas de pétrole, ou qui ne possède que quelques veines de pétrole de faible importance.

La redevance due à l'Ephorie.

D'abord le concessionnaire paiera à l'Ephorie pour les périmètres occupés, une redevance de 30 francs annuellement et pour chaque hectare d'étendue pendant les dix premières années, et puis pendant la seconde dizaine d'année ou paiera une redevance de 35 francs annuellement et pour chaque hectare, pour la troisième dizaine d'années la somme sera de 40 francs par an et pour chaque hectare, et en outre une redevance de 10 p. 100 sur les produits

bruts extraits, et transportés aux frais du concessionnaire jusqu'à la gare la plus rapprochée du lieu de l'exploitation.

Sauf les redevances qu'il paye à l'Ephorie, il paiera tous les impôts à l'Etat, au département et à la commune, et les taxes du timbre et enregistrement.

Le domicile légal du concessionnaire est fixé toujours dans la capitale de la Roumanie à Bucarest.

La cession du contrat de concession ou d'affermage.

Le contrat de cession ou d'affermage ne peut être cédé à une autre personne, qu'avec le consentement préalable de l'Ephorie, et dans ce cas on paiera à l'Ephorie comme droit de transmission 20 pour cent de la somme prévue par le contrat comme droit de concession, soit au moins 100 francs par hectare.

Le règlement finit par déclarer que toute dérogation de l'entrepreneur aux dispositions de ce règlement, donne le droit à l'Ephorie de considérer la concession, ou le contrat comme résilié sans sommation, ni mise en demeure et sans procès.

*Règlement concernant la concession du droit
de rechercher et d'exploiter le pétrole sur
les propriétés de l'Etat (20 avril 1900).*

En ce qui concerne l'exploitation et la recherche du pétrole sur les propriétés de l'Etat, on a un règlement du 20 avril 1900, mais la mise en application de ce règlement a été suspendue par la loi du 21 juin 1905, dans laquelle le ministre des Domaines est autorisé à repousser les requêtes concernant les concessions pour faire des recherches et exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat. Ce refus se réfère tant aux requêtes déjà présentées et non encore approuvées, qu'à celles qui pourraient être présentées à l'avenir ; et ce refus durera jusqu'au moment ou prendront fin les études ordonnées par le journal du conseil des ministres à la date du 20 juin 1903, dans le but de déterminer les régions pétrolifères.

Voilà en quelques mots le mode et les conditions à remplir pour obtenir ces concessions sur les propriétés de l'Etat insérés dans ce règlement.

D'abord en ce qui concerne la personne qui doit accorder ce droit, c'est le ministre de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des domaines, qui autorise les personnes à rechercher ou exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat à tous ceux qui, roumains ou étrangers, soit

individuellement, soit constitués en société, en feront la demande conformément aux prescriptions générales du règlement, et l'exploitation sur les propriétés de l'Etat se fera soit en vertu d'un acte de concession seulement pour les terrains qui n'ont pas été exploités ou n'ont pas été suffisamment explorés, soit en vertu d'un contrat de fermage pour les terrains où des exploitations en activité existent déjà.

Tant pour la concession que pour l'affermage, un délai maximum de 50 ans sera accordé aux pétitionnaires.

Contrat de concession.

Les personnes qui voudront obtenir une concession pour rechercher et exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat doivent :

1° Adresser une pétition à l'administration régionale à laquelle appartient la localité où se trouve situé le périmètre choisi, indiquant avec précision les signes caractéristiques du périmètre demandé ;

2° Placer au milieu du périmètre qu'elle veut occuper un poteau sur lequel seront gravées les initiales de son nom, et la date de la pose de ce poteau ; un procès-verbal, dressé par un délégué du ministère dans la localité, constatera ce fait ;

3° Adresser dans le délai de vingt jours francs à comp-

ter de la pose du poteau, sur papier timbré de 5 francs, une demande au ministère, pour obtenir cette concession, et le premier procès-verbal sera annexé à cette demande ;

4° Le nom et prénom, de celui qui veut obtenir la concession, sa profession et la localité où il fait élection de son domicile :

5° Fournir un plan dudit périmètre, dressé à l'échelle de 1/2.500 et reproduit en cinq exemplaires, dont un sera déposé à la mairie de la localité ;

6° Présenter en même temps un récépissé de consignation de la somme fixée pour faire face aux frais nécessaires ; cette somme doit être déposée à la Caisse des dépôts et consignations, à l'ordre et à la disposition du ministère et elle sera de 500 francs.

Le périmètre d'une concession accordée ne peut dépasser 100 hectares, et la diagonale la plus longue du polygone qui limite le périmètre ne dépassera pas 2.500 mètres.

La même personne ou la même société ne peut obtenir dans la même localité que la concession d'un seul périmètre et, pour obtenir un autre périmètre, il faut que la distance entre eux soit de 15 kilomètres.

Sitôt après la réception de la requête pour l'obtention de la concession, le ministère pourvoit par son délégué de la localité à la vérification du périmètre demandé et le requérant sera officiellement avisé, vingt jours à l'avance, de la date où le délégué se rendra sur les lieux pour vérifier le périmètre, et si le requérant ne se présente pas au jour

fixé sur le périmètre requis en concession, il perd son droit d'obtenir cette portion du terrain, et à cinq heures du soir le poteau sera enlevé.

Après que le délégué du ministère aura vérifié le plan, il dressera des actes et il les enverra au ministère qui, sur ces données, procédera, dans le délai d'un mois au plus tard, à l'accord de la concession et à la conclusion du contrat, qui sera rédigé en trois exemplaires, dont un pour le ministère, un autre pour le concessionnaire et le troisième pour les archives de l'Etat.

Une fois que toutes ces formes seront accomplies et qu'on fera communication au concessionnaire de ce fait, alors il a un délai de 10 jours à partir de la communication pour compléter l'entière garantie, qui sera égale à la valeur de l'affermage qu'il paie annuellement, et cette garantie restera déposée au ministère pendant la durée de la concession.

Droits et obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire est obligé de creuser au moins deux puits par an de 100 mètres de profondeur ou de faire un sondage de 260 mètres, et en dehors de ça il est tenu d'avoir journellement sur les lieux :

1° Un plan des travaux, une copie de ce plan sera remise chaque année à l'administration des mines ;

2° Un registre numéroté et ficelé concernant l'avancement des travaux ;

3° Un registre numéroté et ficelé, dans lequel les délégués ou agents du ministère consigneront leurs instructions ou observations ;

4° Un registre journalier des extractions et des ventes.

Le concessionnaire ne pourra extraire d'autres produits que celui demandé par l'acte de concession, et pour chaque puits qu'il creusera, ou sondage qu'il effectuera, il est obligé de tenir un registre, où il indiquera jour par jour la marche des travaux et la nature des terrains traversés, en somme tout ce qui concerne l'exploitation du pétrole, et il doit garder en même temps des échantillons de chaque terrain traversé.

L'exécution régulière des travaux doit être commencée dans le délai de huit mois, à compter du jour où l'acte de concession a été signé, et en cas de non-commencement de ces travaux, on lui accorde encore un délai de trente jours, et si ce délai passé, il n'a pas encore commencé les travaux, le contrat est résilié de plein droit, et toutes les installations ainsi que la caution deviendront la propriété de l'Etat, sans que le concessionnaire ait droit à aucun dédommement.

Les redevances.

Le concessionnaire paiera à l'Etat :

a) 30 francs par an et par hectare concédé à titre de droit d'occupation du terrain ;

b) Une taxe variant entre 10 et 15 p. 100 sur la production brute de toute l'exploitation à titre de redevance ;

c) Une indemnité égalant le double de la valeur des terrains des propriétés voisines à titre de dédommagement pour la partie de la superficie détériorée par la suite des fouilles, dépôts et autres causes de nature à empêcher le terrain d'être productif à l'avenir.

Le paiement de ces droits sera effectué en parties égales et en quatre termes à savoir : 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre et 31 décembre.

Contrat d'affermages.

On afferme les exploitations des puits de pétrole en action, des exploitations abandonnées et des terrains explorés, le périmètre sera fixé selon les circonstances, mais il ne dépassera jamais 300 hectares et le mode d'affermage se fera par voie des enchères publiques.

La durée de l'affermage est fixée à cinquante ans. Ceux

qui désirent affermer une exploitation de pétrole, pour être admis aux enchères, devront déposer un cautionnement provisoire qui sera fixé par le ministère, lors de la publication des enchères, et puis dans un délai de trente jours à compter du jour où le résultat obtenu aux enchères aura reçu confirmation, l'adjudicataire est tenu de déposer le cautionnement définitif qui sera de la moitié de la somme, du prix de l'affermage annuel, et de se présenter au ministère pour signer le contrat.

Un mois après la signature du contrat, le fermier est obligé de se présenter dans la localité où est située l'exploitation, pour être mis en possession par le délégué du ministère, en dressant un procès-verbal relatif à ce fait.

Les droits du fermier.

Le fermier a la pleine jouissance de ce terrain, il a le droit d'appropriation du pétrole qui sera extrait des puits exploitables, ainsi que le droit d'user de toutes les installations se trouvant sur le chantier ; de creuser plus profondément les puits abandonnés et improductifs, de creuser des nouveaux puits et de faire des sondages.

Redevances dues à l'Etat.

Le fermier paiera à l'Etat :

a) L'affermage annuel fixé par suite de la licitation approuvée par le ministère ;

b) Une taxe variant entre 10 et 15 p. 100 comme redevance sur le produit brut de toute l'exploitation ;

c) Une indemnisation égalant le double de la valeur du terrain des propriétés voisines ; à titre de dédommagement pour les surfaces détériorées par des fouilles, des dépôts et autres causes de nature à empêcher et à détruire la productivité du sol pour l'avenir, ces paiements seront faits en quatre termes.

Dispositions générales concernant les fermiers et les concessionnaires.

Le ministère se réserve le droit de faire constater quand il jugera nécessaire par un délégué la production du pétrole brut des puits creusés ou des sondages effectués, et pour ce contrôle, le concessionnaire ou le fermier est obligé de mettre à la disposition du ministère, sans aucune indemnité, deux chambres faisant partie des installations

de la concession, qui serviront de logement au délégué spécial chargé de ces inspections.

Lorsque le concessionnaire ou le fermier abandonne l'exploitation d'un puits improductif, il doit recouvrir l'orifice avec des planches en chêne épaisses d'au moins 5 centimètres, fixées sur des poutres en chêne de 15 centimètres sur 15 centimètres au moins. Sur chaque puits ainsi bouché, on placera un poteau enfoncé en terre d'au moins 60 centimètres, et élevé au-dessus du sol d'au moins 1 m. 50, et d'un diamètre de 15 centimètres, et ce poteau portera à son extrémité une tablette avec l'inscription « Puits abandonnés ».

A l'expiration du contrat de concession ou d'affermage, les puits et sondages, les installations fixes avec leurs dépendances faites par le concessionnaire ou fermier, deviendront de plein droit la pleine et entière propriété de l'Etat sans donner droit à la moindre indemnité au concessionnaire ou fermier.

*Cession ou transmission du contrat de concession
ou d'affermage.*

Le contrat de concession ou d'affermage ne peut être cédé ou transmis qu'avec l'assentiment du ministère, et une taxe de 1.500 francs par périmètre sera payé pour les cessions ou transmissions qui se feront dans le courant de trois ans à compter du jour de la signature du contrat, et pour les cessions ou transmissions que s'effectueront après

le délai de trois ans, il sera payé par péricimètre une taxe de 1.000 francs, une exception en ce qui concerne les successions, ces taxes ne peuvent être exigées.

Pénalités.

Quand on constatera que le concessionnaire ou le fermier, n'indique pas la véritable production de son exploitation, le ministère, à la suite d'une constatation qu'il se fera faire par l'administration minière, appliquera : pour la première fois la peine du paiement de cinq fois la taxe due à l'Etat pour la quantité extraite ; pour la deuxième fois dix fois la taxe et pour la troisième fois le contrat sera résilié.

Nouveau projet de loi.

Mais en 1906 toutes ces études relatives à la classification des terrains pétrolifères de l'Etat sont presque achevées, et alors sous le ministère de M. Grégoire Cantacuzène on a pris l'initiative de concéder ces terrains, et un projet de loi a été déposé au Sénat par M. Jean Lahovary, ministre de l'industrie et du commerce, loi qui je crois est en ce moment votée par les deux Chambres.

Ce projet de loi a une très grande importance, car il constitue le premier essai sérieux d'organiser l'exploitation de cette richesse de l'Etat, qui a pris une place dominante parmi les richesses nationales.

Avec ce projet, la question du pétrole entre dans une phase tout à fait nouvelle, car jusqu'à ce moment tous les projets et tous les hommes compétents du pays étaient du principe que la concession des terrains pétrolifères de l'Etat doit être faite en bloc, c'est-à-dire une concession totale et unique ; tandis qu'avec ce projet, on peut dire avec juste raison que M. Jean Lahovary a eu le mérite d'avoir formulé une nouvelle politique d'Etat dans la question du pétrole, car il a tranché la question en excluant d'une façon principale cette idée de concession totale et unique ; et en même temps l'Etat a eu une politique déterminée que cela soit étroite ou large, relativement à cette question, en sortant donc complètement de l'ancienne période de stagnation.

Le gouvernement avec cette nouvelle politique ne s'est pas occupé de ceux qui prendront la concession de ces différents lots, et la question de nationalité du concessionnaire est absolument indifférente.

L'Etat voulait ces trois choses exprimées avec tant d'ardeur dans l'exposé des motifs :

- a)* Assurer à l'Etat des avantages solides ;
- b)* Empêcher par des conditions d'une minutie et sévérité extrême l'accès des spéculateurs aux concessions ;
- c)* Rendre impossible tout monopole, soit-il national ou étranger.

Toutes ces trois questions ont été bien résolues dans le projet de la nouvelle loi, car en ce qui concerne la première question dans ce nouveau projet on assure à l'Etat des avantages solides ; d'abord le délai de la concession ne

peut pas dépasser cinquante ans pour les terrains pétrolifères de l'Etat, et le lot ne peut pas être plus grand que 100 hectares des terrains connus (c'est-à-dire des terrains contenant du pétrole d'après des études faites par des ingénieurs) et 1.000 hectares des terrains inconnus (c'est à-dire inexplorés), chaque lot contient 100 hectares des terrains connus et 1.000 hectares des terrains inconnus, ces terrains sont accordés par une décision prise en conseil des Ministres et par un décret royal; et on ne pourra accorder au même concessionnaire pas plus de trois lots, chaque lot ayant l'étendue de 100 hectares des terrains connus et 1.000 hectares des terrains inconnus.

Relatif à ces concessions le conseil des ministres a dressé un tableau dans lequel ils ont eu la tâche d'arranger les terrains de cette façon, que chaque lot de 100 hectares des terrains connus, doit avoir 1.000 hectares des terrains inconnus à côté.

Une fois que ces terrains seront concédés, chaque concessionnaire de l'Etat est obligé de commencer pendant la première année de la concession, quatre sondages d'exploitation sur chaque périmètre de 100 hectares des terrains connus, et il doit faire chaque année quatre sondages jusqu'à la fin de la concession, et en dehors de cela il est obligé, dans le délai de trois ans à partir de la date de la concession, de faire encore un sondage pour toute la durée de la concession.

L'Etat, en concédant à côté de ces terrains reconnus comme contenant du pétrole, d'autres terrains, a eu l'in-

tention de faire explorer ces terrains par le concessionnaire, et relatif à l'exploration, l'Etat oblige le concessionnaire de faire dix sondages d'explorations pour les 1.000 hectares de ces terrains inconnus, et ces dix sondages, une fois qu'ils toucheront le pétrole, deviendront des sondages d'exploitation, car si sur ces dix sondages six seulement ont touché le pétrole et ont une production d'un wagon par jour au moins, et pendant un mois, ce lot de 1.000 hectares sera considéré dorénavant comme terrain pétrolifère connu à la suite d'un procès-verbal dressé par le délégué du ministère des Domaines.

Dans ce cas, le concessionnaire est obligé, dans le délai d'un an à partir du procès-verbal, de partager ce lot en deux parties égales sur lesquelles l'Etat choisira celle qui lui plaira, et si le concessionnaire ne fait pas ce partage dans le délai prévu, l'Etat partagera de plein droit le terrain et choisira la partie qui lui conviendra.

Ces sondages obligatoires doivent être poussés à une profondeur de 800 mètres en Valachie et 1.000 mètres en Moldavie.

En même temps, l'Etat se réserve le droit exclusif pour l'exploitation de tous les moyens de transport du pétrole et ses dérivés (chemins de fer, conduite, pipelines), et n'accorde aux concessionnaires des terrains pétrolifères de l'Etat que le droit de faire des conduites du lieu de l'exploitation jusqu'à la gare la plus rapprochée, car pour le reste, c'est l'Etat qui s'en charge.

Les redevances.

En ce qui concerne les redevances, d'abord l'Etat prendra 10 p. 100 du produit brut de l'exploitation, quand la production moyenne d'une sonde productive ne dépassera pas deux wagons par jour ; il prendra 12 p. 100 quand la production moyenne d'une sonde productive sera de deux à quatre wagons par jour, et il prendra 14 p. 100 quand la production moyenne d'une sonde productive dépassera quatre wagons par jour, mais ce calcul sera fait en prenant toutes les sondes productives et en faisant la moyenne de la production journalière.

En dehors de cette redevance, l'Etat participera au bénéfice net de l'exploitation dans les conditions suivantes :

1° Il prendra un tiers du bénéfice net, quand ce bénéfice variera entre 10 et 30 p. 100.

2° Quand le bénéfice dépassera 30 p. 100, la part de l'Etat sera de 50 p. 100 à partir du 30 p. 100.

En dehors de cela l'Etat percevra encore un fermage annuel de 20 francs par kilomètre pour les terrains pétrolières connus seulement.

En posant de telles conditions dans la nouvelle loi, on s'aperçoit bien que l'Etat s'est assuré les avantages voulus.

En ce qui touche la deuxième question, l'Etat a éloigné ces spéculateurs, en indiquant et en obligeant les concessionnaires qui demandent en concession ces terrains, d'être prêts à déposer à la caisse des dépôts et consignations un capital nécessaire à cette exploration et exploitation. Ce capital ne sera pas moindre de 2 millions pour un seul lot de 100 hectares des terrains connus et 1.000 hectares des terrains inconnus.

Mais beaucoup de gens ont fait des objections en disant que ces conditions qu'impose le gouvernement aux concessionnaires sont trop lourdes, vu que ces concessionnaires auront besoin d'un très grand capital de 40 à 50 millions pour exploiter un seul lot et faire les exploitations édictées par la loi, de sorte qu'un très petit nombre d'amateurs viendra pour la mise en valeur de ces terrains pétrolifères, et de ce fait un énorme retard dans l'exploitation, et les résultats d'ensemble ne seront pas satisfaisants. Mais en regardant bien, ces conditions ont leur bon côté dès le commencement même, celui d'éliminer tout à fait l'intervention des spéculateurs, donc les amateurs sérieux seront mis à l'abri de la concurrence déloyale de ces intermédiaires.

Mais à part cela ils ont dit qu'à cause de ces difficultés, le capital indigène ne pourra pas participer à l'exploitation de ces terrains, et on a même fait des reproches, en disant qu'on a inséré dans la nouvelle loi des obligations si accablantes pour les concessionnaires, afin que les concessions ne soient accessibles qu'aux grands capitaux

étrangers, à l'exclusion de nos capitaux nationaux, mais en 1906 on a eu une nouvelle qui éloigne d'un seul coup ces deux objections, car il n'y a pas longtemps, le Ministère des Domaines a reçu une offre pour trois lots des terrains pétrolifères, offre provenant du pays et de la part du capital indigène, donc cette offre prouve bien, que non seulement les capitaux étrangers, mais même nos capitaux nationaux, trouvent la possibilité d'exploiter les terrains pétrolifères de l'Etat en vertu de la nouvelle loi.

Pour le troisième point, l'Etat a eu la prévoyance d'insérer dans la nouvelle loi un alinéa dans l'article 2, en défendant expressément la fusion ou la cession de plusieurs lots dans les mains d'une seule personne ou sociétés, sauf le nombre des lots, c'est-à-dire trois lots, qu'une seule personne ou société peut obtenir de l'Etat par la présente loi.

En dehors de cette interdiction, l'Etat déclare nulles de plein droit toutes les concessions incorporées dans une fusion ou cession faite en secret, donc, l'accomplissement d'un monopole de ces terrains devient impossible.

Dans un article final, la nouvelle loi charge le Conseil des ministres de faire un contract type de la concession et de rédiger un règlement dans lequel on donnera les détails sur le contrôle que l'Etat devra accomplir envers les concessionnaires, en même temps tous les litiges relatifs à ces concessions seront de la compétence des tribunaux roumains.

Nous espérons que sur les bases de la nouvelle loi, la richesse pétrolifère de l'Etat trouvera assez d'amateurs, tant à l'étranger que dans le pays, et qu'elle ne restera plus condamnée à une éternelle virginité, et je crois que des capitalistes étrangers viendront chez nous pour obtenir la concession des terrains pétrolifères, et ne se heurteront à aucune difficulté résultant des conditions de la loi actuelle, car pour les terrains de l'Etat avec la nouvelle loi, le concessionnaire jouit d'une pleine et entière sécurité, en ce qui concerne son titre de propriétaire des terrains, sans qu'il ait besoin d'étudier des actes ou faire des consolidations.

Il n'est exposé à aucune éventualité désagréable en ce qui concerne le terrain où il engage son avoir. En un mot le concessionnaire est à l'abri à tous les points de vue, et n'est pas exposé à être la victime des courtiers et de tous les chevaliers d'industrie, ainsi qu'il arrive pour les terrains particuliers.

Les capitalistes à l'étranger sont très bien renseignés et connaissent à fond les conditions extrêmement favorables dans lesquelles se trouve notre industrie du pétrole, par leurs confrères qui ont déjà placé des capitaux dans cette sorte d'industrie ; et qu'au point de vue de la quantité, nos terrains sont égaux à ceux de la Russie, et quant à la qualité, ils égalent ceux de l'Amérique, sans compter que notre position géographique offre les conditions les plus favorables pour le transport de nos produits.

Les accidents dans l'Industrie Pétrolifère

Le gouvernement roumain. depuis des années s'est occupé de réglementer l'industrie du pétrole de la Roumanie, par des lois et règlements, dans lesquelles il a assuré l'exploration et l'exploitation de cette richesse minière, sur les propriétés privées et de l'Etat et des autres institutions, et en même temps il a cherché à encourager les capitaux placés dans cette industrie, soit-il indigène, soit-il étranger, en donnant par ces lois et règlements des avantages aux personnes qui viennent placer leurs capitaux chez nous, en leurs assurant un droit de propriété certain, et en cherchant à éloigner toute entrave à cette industrie.

Mais il ne faut pas oublier qu'un des facteurs principaux et des plus important dans l'industrie du pétrole, ce sont les ouvriers sondeurs employés au sondage des puits, dont la vie est exposée à chaque instant à un accident quelconque temporaire ou mortel, et par le fait de leurs morts ils laissent derrière eux une femme et des enfants qui traîneront la misère n'ayant plus à leur disposition le salaire que l'ouvrier apporte au foyer, car ces pauvres ouvriers avec un salaire 1 fr. 50 à 2 francs par jour, n'arriverons jamais à épargner un capital quelconque.

En outre depuis quelque temps les accidents qui ont survenu dans les régions pétrolifères comme celui de

Bushtenari*ou le nombre des morts et blessés a été considérable, et qui peut être considéré comme une véritable catastrophe, cet accident est encore présent à la mémoire de tous ceux qui s'intéressent au bien public et au triste sort des ouvriers sondeurs qui se trouvent journellement exposés ; et encore peu de jours après un autre accident a eu lieu à Tzintea, jetant alors la consternation dans la localité, faisant huit victimes qui laissent leurs familles sans ressources, on voit donc bien que les accidents deviennent de plus en plus fréquents, mais on a pu dire que ces accidents sont arrivés, parce qu'on n'a pas pris des mesures nécessaires pour les éviter, mais ces dires sont des choses purement illusoires, car s'il y a des entreprises en Roumanie ou il n'y a pas eu des accidents à enregistrer, le fait ne saurait être attribué qu'au pur hasard et nullement aux mesures qu'on aurait prises pour les éviter.

Sous ce rapport toutes les entreprises sont également coupables, car en effet aucune mesure ne subsiste dans les régions pétrolifères, pour la protection des ouvriers employés dans l'industrie du pétrole, et on a grandement tort, car à l'occasion de ces catastrophes on a pu constater combien primitif est encore chez nous le système de l'exploitation minière.

On ne tient compte de rien, on détruit la végétation, on fouille la terre sans avoir le moindre égard pour la vie des ouvriers, si des malheurs arrivent, le service de sauvetage est au dessous de sa tâche.

A Bushtenari un des centres le plus important et le plus

riche en pétrole, il n'y a pas d'hôpital ; les blessés de cette région sont transportés à Câmpina, dans les chariots des paysans qui secouent affreusement, à rendre malade même un homme valide, et même l'hôpital de Campina est trop petit, car à la dernière catastrophe de Bushtenari il n'avait pas assez de lits pour recevoir tous les blessés.

Notre industrie pétrolifère est en développement continu et elle vient à peine de naître, et de ces faits elle doit s'entourer d'une atmosphère de sympathie qui lui assurera les encouragements ; or, des accidents tels ceux que nous avons eu la triste occasion de déplorer dernièrement, qui ont coûté la vie et la santé de tant d'ouvriers, sont plutôt faits pour créer une atmosphère d'antipathie. C'est justement aux capitalistes étrangers, qui sont venus placer leurs capitaux chez nous dans l'industrie du pétrole, que nous avons le droit de demander un peu plus de sollicitude pour leurs ouvriers, car ils ne connaissent que trop les mesures qu'on prend dans leurs pays en faveur des ouvriers. D'ailleurs, pour que ce régime de la protection du travail ne dépende pas du gré des entrepreneurs, il faudrait que le gouvernement vint avec une série de nouvelles lois relatives au travail dans les régions pétrolifères, et rende l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents, donc le pouvoir public doit intervenir entre les patrons et ouvriers, pour défendre les faibles, en donnant le droit de vivre à ces ouvriers, en leur allouant des salaires plus rémunérateurs, et servir des rentes à la veuve et à ses enfants en cas de mort.

Les exploiters et les fonctionnaires de l'industrie du pétrole, voyant la fréquence et l'effet désastreux de ces accidents, ont pris l'initiative d'adoucir cet état des choses en formant des associations pour aider ces ouvriers dans leurs malheurs, et dernièrement les exploiters du pétrole ont formé une association intitulée *Association des exploiters du pétrole*, qui a tenu son assemblée générale le 18 mai 1906, à laquelle ont pris part les représentants de toutes les sociétés pétrolifères.

A cette occasion M. G. Spiess, directeur de la société Steaua Romana, a prononcé une allocution, au cours de laquelle il a exposé les idées qui doivent présider à la base de l'association. L'association doit poursuivre deux buts à la fois, un but idéal et un but pratique.

Le but idéal consisterait dans la création des écoles et des hôpitaux à l'usage de la population occupée dans l'industrie du pétrole, tandis que le but pratique consisterait dans l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et de leurs habitations.

Dans ce but il faut que les représentants de l'industrie pétrolifère versent à la caisse de l'association des sommes plus fortes, qui constitueraient un premier fonds de 2 à 300.000 francs qu'on pourrait prélever au moyen d'une taxe fixe pour chaque wagon de production.

En Russie tous les exploiters sont obligés de faire partie de l'association, et cela est à désirer chez nous aussi, et dans ce but, il faut reconnaître à l'association la qualité de personne morale et juridique.

Le discours prononcé par M. Spiess à l'assemblée de cette association a provoqué une profonde impression sur tous les autres exploiters, qui se sont ralliés sans réserves aux idées qu'il a exprimées à ces deux buts.

Le 19 mai, une seconde réunion a eu lieu au siège de l'association, à l'occasion de laquelle on a étudié les nouveaux statuts, en vertu desquels on demandera au parlement de reconnaître à l'association la qualité de personne morale et juridique.

Tandis que les exploiters commençaient à agiter cette question ouvrière, les fonctionnaires de cette industrie ont agi eux-mêmes aussi, car ils ont formé une *Association des fonctionnaires de l'industrie du pétrole* sur les bases suivantes : d'abord depuis le commencement de ladite association, on formera une bibliothèque qui sera mise à la disposition de tous les membres de l'association.

En ce qui concerne les taxes et cotisations que les membres sont obligés de verser à la caisse de l'association, la moitié de ces taxes servira pour former un fonds de réserve et aider les membres de l'association en cas de chômage et de maladie, les autres taxes et cotisations et d'autres fonds qui seront prévus aux statuts, servira à former un capital qui constituera la fortune de l'association, et qui sera employé à prêter de l'argent aux membres de l'association dans des conditions très avantageuses. On voit bien, combien cette question ouvrière est à l'ordre du jour dans notre pays, surtout que des initiatives privées comme celles prises par ces deux associations, ont cherché

à remédier et adoucir le sort de l'ouvrier employé à l'industrie du pétrole, et par conséquent le gouvernement ne doit plus tarder à accomplir ces réformes par des lois et règlements qui présenteraient des garanties suffisantes, vu que l'intérêt principal serait de réglementer le travail, de prescrire des mesures de précaution, afin d'éviter les accidents relatifs à l'exploitation pétrolifère ; surtout qu'aujourd'hui dans presque tous les pays de l'Europe, des lois spéciales pour l'assurance ouvrière existent et fonctionnent depuis quelques années, en apportant de ce fait le bien-être dans le foyer ouvrier, et espérons que chez nous ne tardera plus pour que ces réformes soient accomplies.

Les Impôts.

Les exploitations pétrolifères de la Roumanie sont imposées d'après une loi intitulée *loi concernant l'assiette de l'impôt sur le pétrole* (29 mars 1887), dans laquelle d'après l'article premier tous ceux qui exploitent le pétrole, quelle que soit leur situation vis-à-vis du propriétaire du sol, et quel que soit le nombre des associés paieront une seule contribution fixe de 24 francs par an, mais on a eu la précaution de diminuer cette taxe fixe de la moitié pour les puits qui produisent une quantité inférieure à 15 tonnes par an.

Mais à part cela, sur les propriétés particulières sur les-

quelles se fait l'exploitation du pétrole, on calculera au revenu soumis à l'impôt foncier, ce que ces propriétaires reçoivent des exploitateurs soit en argent soit en nature, et l'Etat percevra sous le nom de dîme, une somme qui ne dépassera pas la cinquième partie de la production nette des puits de pétrole.

Les propriétaires qui exploitent eux-mêmes les puits de pétrole paieront la même contribution fixe de 24 francs par an, et on leur retiendra pour le revenu foncier soumis à l'impôt seulement la cinquième partie du produit net des puits de pétrole.

La taxation de la consommation intérieure.

La consommation intérieure du pays est soumise à une taxe spéciale, établie par la loi « *Loi concernant l'impôt sur la consommation du pétrole et ses dérivés* » (11 février 1900 modifiée en 1901 le 23 décembre), et d'après cette loi dans son premier article, elle soumet à l'impôt la benzine, le pétrole lampant et les huiles minérales ayant une densité supérieure à 0,920, à un impôt de 7 bani (centimes) par kilogramme livré à la consommation et cette taxe doit être payée à dater du jour où la lecture sera donnée à la Chambre des députés du message annonçant cette loi, parce que à ce moment nous avons eu une crise agricole, et le trésor avait besoin d'argent, et c'est à cause de cela qu'elle a eu son effet depuis le commencement de la lecture du message.

Sont exemptés de l'impôt sur la consommation, la benzine employée pour les fabrications industrielles et pour les moteurs, en tant que la nécessité de son emploi aura été justifiée, et après avoir été dénaturée, les pétroles destinés à l'exportation, pour encourager la consommation du combustible liquide à l'intérieur du pays et l'exportation.

En dehors, la loi ajoute que sur cet impôt de consommation il ne sera rien perçu comme centimes additionnels au profit des communes du département, des routes ou du service de recouvrement.

En ce qui concerne le recouvrement de cet impôt, dans un article la loi mentionne que tous ceux qui désirent retirer de la fabrique des produits frappés de l'impôt sur la consommation, sont obligés de remettre aux agents du contrôle une déclaration écrite qui contiendra :

1° Mention du jour et de l'heure indiquant la sortie des marchandises de la fabrique ;

2° Le nombre, le signe distinctif et les chiffres des vases dont se compose le transport ;

3° Le montant du chiffre de l'impôt sur la consommation qui correspond à ce transport.

Cet impôt sera versé directement à la caisse de l'administration financière, et il sera payé par anticipation ou bien dès la mise en consommation du produit.

Dans le cas où cet impôt ne pourra pas être payé de suite, le Ministre a le droit d'accorder un crédit de trois

mois, seulement dans le cas où l'acquittement de la dette sera garanti par l'un des moyens suivants :

1° Contre dépôt à la Caisse des dépôts et consignations des titres de l'Etat, des titres des sociétés du Crédit foncier rural et urbain, actions de la Banque Nationale et de la Banque agricole, dépôt exclusivement affecté au paiement de la dette contractée envers l'Etat, et ces effets seront cotés au maximum 20 p. 100 au-dessous de leurs cours du jour ;

2° Contre hypothèques en premier, consenties sur immeubles ruraux appartenant au fabricant, ou d'une manière exceptionnelle une hypothèque du second rang, en prenant rang après l'hypothèque du Crédit foncier rural de Bucarest, mais dans ce cas-là seulement pour la moitié de la somme qu'on doit à l'Etat.

En ce qui concerne le pétrole importé, et qui est destiné à être livré à la consommation intérieure du pays, ce sont les bureaux des douanes qui sont chargés de constater et de recouvrer les impôts.

La fabrication et la distillation du pétrole.

Pour avoir droit à la fabrication et à la distillation du pétrole en Roumanie, d'après cette loi et après que la loi a été promulguée, toute personne qui veut se livrer à la distillation du pétrole a un mois pour présenter au Ministre des finances en double exemplaire.

a) Une description exacte de l'endroit où est située la fabrique, avec un plan des locaux destinés à la fabrication, un plan des magasins de réserve pour les matières brutes et leurs dérivés, un plan des locaux destinés pour la vente et la désignation des issues pour les produits de la fabrique ;

b) Une liste complète des marchandises de réserve qui se trouvent dans la fabrique ;

c) La nomenclature de tous appareils, installations, ustensiles et réservoirs se trouvant dans la fabrique ;

d) La définition du procédé technique.

Toutes les fabriques avant de commencer à fabriquer et distiller du pétrole doivent accomplir ces conditions et une autorisation délivrée par le Ministre des finances, leur permettront de commencer la fabrication de ces produits et tout changement dans la situation de l'entreprise, sera communiqué au Ministre des finances dans les vingt-quatre heures au plus tard.

Tous ceux qui auront commencé la fabrication de ces produits sans avoir accompli ces prescriptions, seront soumis à une amende de 400 francs.

En dehors de cela, tous les fabricants doivent avoir en permanence dans la fabrique, pour être mis à la disposition des agents du contrôle, les appareils suivants :

1° Une bascule pour peser les produits de la fabrication ;

2° Un aréomètre pour déterminer la densité des produits ;

3° Un thermomètre centésimal ;

4° Un appareil pour déterminer le moment d'inflammabilité du pétrole.

Dans le cas où les fabricants mettront par tout moyen, hors d'état de fonctionner, un de ces instruments, et auront déclaré des quantités moindres que celles fabriquées en réalité, ils seront passibles d'une amende variant entre 1.000 et 2.000 francs, et de la confiscation d'une quantité de pétroles équivalente à la production moyenne d'un mois.

Les fabricants sont encore obligés de tenir à la disposition des agents de contrôle une habitation comprenant : un bureau, une pièce et une cuisine au moins, et situés dans l'intérieur de la fabrique.

Le contrôle des agents du fisc.

Toutes les entreprises, en ce qui concerne la fabrication, sont soumises au contrôle des agents du fisc, qui ont le droit de visiter les fabriques à toute heure du jour ou de la nuit, sans que le fabricant puisse s'y opposer, et il est même tenu de leur faciliter l'accomplissement de ce devoir, et les fabricants doivent avoir des registres en règle pour toutes leurs opérations journalières, conformes au modèle établi par le ministère des Finances, scellés et paraphés par l'administration financière du département, pour les présenter à n'importe quelle demande aux agents du fisc.

Dans le cas où ces registres ne seront pas en règle, ou refus de les présenter aux agents du fisc, les fabri-

cants paieront une amende de 200 francs pour la première fois, 400 et 600 francs pour la seconde et troisième fois.

Par la présente loi on a défendu aux fabricants, sauf dans certains cas où le ministère des finances peut accorder ce droit, de sortir des marchandises de la fabrique avant 5 heures du matin et après 8 heures du soir du mois d'avril jusqu'au mois d'octobre, et cette opération ne se fera pas avant 7 heures du matin et après 6 heures du soir depuis le mois de novembre jusqu'à fin mars, pour que la fraude soit impossible à se réaliser.

Pour que ce contrôle soit fait en règle, on oblige les propriétaires des conduites de pétrole du pays, d'avoir des registres en règle, servant à constater le nom de l'acheteur, ou de celui qui reçoit la marchandise, la quantité expédiée et le lieu de destination, et une copie exacte de ces registres doit être fournie à l'administration financière du département, le 1^{er} et le 15 de chaque mois, pour faire la différence entre le pétrole destiné à la consommation intérieure et celui destiné à l'exportation.

L'exportation du pétrole.

Toutes les fabriques qui veulent exporter leurs produits doivent solliciter du ministère des Finances un permis pour l'exportation et en vertu de ce permis on pourra exporter la marchandise libre de tout impôt sur la consommation.

La qualité du pétrole raffiné à l'exportation doit présen-

ter un poids spécifique (densité) de 0,822 au maximum à une température de 15° centigrades et être inflammable au moins à 21° Celsius.

Si les agents de l'Etat constatent qu'une marchandise expédiée par la fabrique et destinée à l'exportation, a été détruite par suite d'accident de chemin de fer ou par d'autres causes de force majeure, avant qu'elle soit exportée, elle ne paiera pas d'impôts sur la consommation.

Administration de l'impôt.

Les recettes de l'impôt sur la consommation seront administrées en régie, au compte de l'Etat par le ministère des Finances, par un bureau spécial portant la dénomination de *bureau pour l'impôt sur le pétrole*. Les dépenses nécessitées par cette organisation seront prévues au budget du ministère des Finances.

Contraventions et pénalités.

Tous ceux qui voudraient soustraire au paiement de l'impôt sur la consommation, sont sujets à la confiscation des pétroles frappés d'impôt, et soustraits à ce paiement d'impôt, les vases contenant ces pétroles ainsi que les moyens employés pour leur transport.

Tous ceux qui se seront rendus coupables de ces fraudes sont en outre passibles d'une amende variant entre 25 et 600 francs ; le chiffre sera établi par le ministère des Finances.

En outre, tous ceux qui livreront du pétrole à la consommation, sans que l'impôt soit payé, seront punis d'une amende équivalente au double de la somme qu'ils auraient dû payer comme impôt, et on lui confisquera du pétrole en quantité égale à celle livrée par le fabricant à la consommation sans avoir acquitté l'impôt.

Nulle confiscation par les agents du fisc ne peut être opérée qu'en vertu d'un procès-verbal signé par l'agent qui constate la contravention et par le propriétaire des pétroles confisqués, ou par son représentant, et en cas de défaut par deux témoins.

Les fabricants répondent des faits de leurs facteurs, agents ou serviteurs en ce qui concerne les confiscations et amendes dont ils sont passibles.

Les tribunaux du droit commun sont compétents pour tous ces litiges, avec droit d'appel et opposition.

Les condamnations à l'amende prononcées contre plusieurs personnes pour le même fait seront solidaires.

Le régime des mines dans le droit roumain.

Ce régime des mines varie suivant les pays ainsi : l'Angleterre et la Russie d'après leur droit, le propriétaire du

sol est en même temps le propriétaire des mines ; mais à part ces deux Etats, il y a la France, où on reconnaît certains droits au propriétaire du sol, mais ces droits sont tellement petits et illusoires, car d'après la loi minière française du 21 avril 1810, où on trouve deux obligations :

1° Le propriétaire du sol ne peut pas à lui seul exploiter une mine sur sa propriété, sans être muni d'une autorisation préalable ;

2° Par le seul fait qu'on a une autorisation du gouvernement, n'importe quelle personne munie de cette autorisation peut forcer le propriétaire du sol à lui laisser libre chemin pour exploiter les mines se trouvant sur son sol ; en remettant au propriétaire du sol une redevance de 1/10 sur la production brute de la mine.

Donc, d'après l'article 5 de la loi du 21 avril 1810, les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat, et par cet acte on donne au concessionnaire la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors transmissible et disponible comme tous les autres biens, donc cette propriété du sous-sol forme une propriété à part qui n'appartient pas de droit au propriétaire du sol, et ce droit a été admis, en disant que le droit du propriétaire du sol ne peut s'étendre que jusqu'aux points où les forces humaines peuvent posséder cette propriété ; c'est-à-dire que ce propriétaire du sol peut avoir un droit sur le sous-sol, mais ce droit ne peut pas s'étendre jusqu'au centre de la terre, car on ne peut accorder un droit à quelqu'un que jus-

qu'où l'exécution de ce droit peut être effectuée. De ce fait une mine se trouvant à une très grande profondeur, le propriétaire de la surface ne peut pas réclamer ce droit, n'ayant pas la force de l'exécuter, et surtout que la couche minière s'étend d'habitude sur d'autres propriétés.

M. Planiol explique la loi de 1810 en disant que le gouvernement s'est approprié le droit d'exproprier le propriétaire du sol, en cédant l'exploitation de la mine à un tiers, car depuis la loi de 1810 les mines font partie des choses non appropriées, sur lesquelles les propriétaires peuvent les acquérir par une concession de l'Etat, et non par la simple occupation.

Les mines à Athènes.

A Athènes, les mines appartenaient à l'Etat, et leur exploitation a contribué à la grandeur et à la prospérité de la république aux temps de Thémistocle et de Périclès. L'Etat les louait à des fermiers, qui les exploitaient moyennant une redevance annuelle, cette redevance était à l'époque de Thémistocle de $\frac{1}{24}$ du produit brut, et on présume que cet impôt a dû rapporter 4.800 000 drachmes (4.300 000 francs).

Le bail était perpétuel et pour l'obtenir le preneur devait payer en outre de la redevance ci-dessus, une somme de un talent et demi (8.100 francs).

Les mines en droit romain.

En droit romain au commencement et sous la République, certains textes (comme Inst. Just. ch. II t.I) donnent et admettent au propriétaire du sol la propriété du sous-sol qu'il a le droit d'exploiter les mines sans avoir besoin d'aucune autorisation ; mais sous les empereurs et d'après le texte du code *Teodosian* il existe au-dessous de la propriété superficière, un domaine souterrain, dont le seul vrai propriétaire est l'Etat, car personne ni même le propriétaire du sol ne peut exploiter une mine sans aucune autorisation, et sans que la dixième partie du produit de la mine soit attribué au fisc.

Mais quoique la mine forme une propriété distincte de la surface, sur laquelle le propriétaire du sol est sans droit, on donne une redevance du dixième sur les produits de l'exploitation, qui paraît être une indemnité de faveur accordée par l'empereur au superficiaire. parce que l'exploitation de la mine était pour le superficiaire une cause d'inconvénients dont par cette redevance on l'en dédommageait.

Le fisc à lui seul pouvait exploiter une mine surtout les mines d'or et d'argent, et de la même façon que les autres comme dommage causé au propriétaire du sol, on lui payait la dixième partie du produit de la mine.

A la fin la concession n'existait plus, car n'importe quelle personne pouvait exploiter une mine, en donnant au fisc et au propriétaire, à chacun le dixième du produit de la mine.

Les mines en Roumanie avant la loi 1895.

En ce qui concerne la Roumanie, avant le Règlement Organique, des lois spéciales aux mines n'existaient pas, mais on appliquait souvent les principes du droit romain ; comme exemple on a bien vu les moines des monastères, qui ont donné des concessions de mines de pétrole aux particuliers, en récompense d'une prestation périodique en argent, ou d'autres objets. Ces concessions ne constituaient pas des actes d'aliénation, car en ce qui touche l'exploitation de pétrole, on a constaté qu'à toute époque la propriété de la mine appartenait au propriétaire du sol.

Plus tard on trouve deux articles relatifs au règlement des mines dans le *Règlement Organique*, articles 178 et 179 et voilà leurs contenus.

Article 178. — Quand on découvrira des mines dans les propriétés particulières ; le propriétaire du sol pourra exploiter lui-même la mine, ou l'affermier à un tiers, en payant au gouvernement la dixième partie du produit de la mine (le paiement devait être effectué en nature) ou en payant au fisc la dixième partie du revenu, en dédui-

sant toutes les dépenses qui ont été faites pour la mise en place du travail de la mine.

Article 179. — Mais si on a constaté que le propriétaire du sol, où les mines se trouvent, après un délai de dix-huit mois que le Prince lui accordera pour exploiter lui-même, n'aura pas les moyens nécessaires pour exploiter la mine, et ne voudra pas affermer la mine à un tiers qu'aura les moyens nécessaires pour l'exploiter ; alors le prince et l'habituelle assemblée, décideront la façon dont ces mines seront exploitées, en accordant au propriétaire du sol une partie du gain réalisé, après qu'on aura déduit les dépenses nécessaires aux travaux, et en le dédommageant pour les dommages causés au sol par le travail de la mine.

Donc, d'après l'article 178, le propriétaire du sol est libre d'exploiter la mine se trouvant sur son sol, en se conformant aux règlements, en même temps l'Etat prend le dixième du produit de la mine, donc on reconnaît à l'Etat un droit régalien sur la mine.

Ce dixième ne représentait pas un impôt foncier, car à cette époque l'impôt foncier n'existait pas.

L'article 179 se référait aux mines de pétrole et aux carrières, et de ce fait on ne payait pas le dixième du produit de la mine, donc ces mines étaient exemptes du droit régalien.

Le sel faisait exception, car le sel était monopolisé par l'Etat.

Donc, dans le droit roumain, avant 1895, n'existait aucune loi minière, et pendant l'année 1844 on a proposé de faire une concession des mines à une société étrangère, mais l'assemblée n'a pas voté cette concession.

Avant 1895, on a présenté en 1881 au Sénat, un projet de loi relatif aux mines, par le général Dabija alors ministre des Travaux publics sous le ministère de M. Jean Brătianu, mais ce projet ainsi que la concession de 1844 a été rejeté, à cause de l'impopularité, et contraire au sentiment général du gouvernement.

En 1895, on s'apercevait bien qu'une loi spéciale aux mines nous était nécessaire, car le pays pendant ces trente dernières années, s'est développé énormément par le contact qu'il a eu avec les autres pays.

En même temps on voyait bien l'infériorité économique de la Roumanie par rapport aux autres nations plus avancées et civilisées que nous, et de ce fait on a cherché à remédier à cet état de choses par le développement de nos richesses du sol et du sous-sol, par l'énergie du travail, et un mouvement dirigé dans ce sens, et un autre créé pendant ces dernières années par le gouvernement en établissant un tarif autonome et des lois spéciales pour la protection industrielle, on a cru qu'on pouvait former une industrie à nous. Mais toutes ces lois n'étaient pas suffisantes pour former une industrie sur des bases assez solides, car il fallait que les forces économiques du pays soient en rapport avec la consommation interne de l'agriculture, qui était alors le principal facteur de la richesse roumaine ;

donc pour que ces forces soient en harmonie, pour que notre industrie soit plus développée, une loi spéciale aux mines était presque une grande nécessité pour le pays, car dans n'importe quel pays qui possède une loi minière complète, cette loi influence sur la prospérité et la productivité de la richesse minière, et les capitalistes peuvent s'orienter pour placer leurs capitaux à la recherche de cette richesse en les encourageant par la rédaction précise du mode de travail et d'exploitation de la mine.

Si nous comparons un peu le régime minier de la France et de la Prusse, nous verrons bien qu'en Prusse la production moyenne était de 25 millions de francs depuis 1835 jusqu'en 1844 ; alors le gouvernement prussien commence à faire la réforme de l'ancienne législation minière et en 1851 et 1854, après trois ans d'intervalle, la production augmente de 25 millions à 40 millions ; en 1865 on promulgue une autre loi minière et en 1870 la production annuelle de la Prusse était de 262 millions de francs, donc voilà où peut conduire l'industrie minière par le fait qu'un pays possède une législation complète et précise sur les mines.

Prenons maintenant la législation française, et ici nous pouvons nous rendre compte combien la productivité minière d'un pays suit les marches d'une législation bonne ou mauvaise ; car en prenant la loi française de 1791 dans laquelle la concession des mines était faite pour cinquante ans, le concessionnaire exploitait la mine sans aucun souci pour l'avenir, et de la manière la plus libre, et de ce

fait la France était tout près de voir toutes ses mines épuisées. La production diminuait chaque année, et alors les Français voyant que sous le régime de la loi de 1791, toutes les mines de la France étaient en mauvaise posture, se sont demandé quelles seront les conditions qu'une loi minière doit posséder pour qu'elle soit irréprochable?

Alors M. Aguilhon, professeur du droit minéral à l'Ecole des Mines, a répondu : « La législation minière d'un pays pendant un moment quelconque de l'existence de ce pays doit, pour que cette loi soit rationnelle, et pour qu'on puisse cueillir tous ses fruits et que la production soit prospère, doit être en conformité avec la législation générale et la situation économique du pays. »

Chez nous, en 1895, on se demandait aussi si le besoin pressait pour que nous ayions une loi spéciale pour les mines ; et on s'est bien vite aperçu qu'on avait un besoin pressant de réglementer le régime des mines par une loi précise dans laquelle on devrait dissocier la propriété de la surface de la propriété du sous-sol sans qu'on puisse les séparer en nature ; de créer un titre à part de la nouvelle propriété du sous-sol et de régler les rapports qui existent entre ces deux propriétés et de réglementer les rapports d'une mine à l'autre et le contrôle administratif pour l'exploitation scientifique de la mine.

Encore pour que la loi minière soit complète il nous fallait ces deux conditions :

1^o Que nous ayions des connaissances géologiques du sous-sol ;

2° Le concours des capitaux absolument nécessaires pour l'extraction de nos richesses minières.

Et en même temps, cette loi devrait être en harmonie avec la situation particulière de notre pays.

Mais ces deux conditions nous manquaient, car notre sous-sol à cette époque était presque complètement inconnu, car nos ingénieurs des mines nous manquaient, et ceux qui faisaient des études d'ingénieurs pendant cette époque se sont spécialisés dans les branches les plus recherchées à ce moment.

Les capitaux nous manquaient de même, et on espérait qu'en rédigeant cette loi, des capitaux nationaux et étrangers viendraient se joindre à notre industrie, donc dans la loi de 1895, le gouvernement roumain a cherché à encourager le déplacement des capitaux étrangers, et il a pris comme modèle la loi française de 1840, mélangée avec quelques articles de la loi prussienne.

D'abord elle accorde à toute personne, sans distinction de nationalité, et sans autre formalité qu'une autorisation de la part du ministère des domaines, la faculté de se livrer à des recherches dans le but de découvrir des mines à la surface des terrains, sans provoquer des détériorations.

Maintenant voyons de quelle manière la propriété des mines est organisée ? Certaines législations l'accordent au propriétaire de la surface, la législation anglaise, d'autres, des législations plus récentes, à l'inventeur ; d'autres à l'Etat, qui peut l'exploiter lui-même, ou bien accorder des

concessions à des particuliers, ou bien mettre les mines en adjudication.

Et puis, un système intermédiaire, la loi française de 1810 donne à l'Etat le droit de concéder la mine à quiconque « justifie des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux », mais elle fait leur part à l'inventeur et au propriétaire. Si l'inventeur n'obtient pas la concession de la mine, il a droit à une indemnité de la part du concessionnaire qui sera réglé par l'acte de concession.

Quant aux propriétaires de la surface, c'est toujours l'acte de concession qui fixe leurs droits sur les produits de la mine, ces droits se bornent généralement à une redevance de 0,05 ou 0,10 par hectare.

Dans le droit roumain, c'est au propriétaire de la surface qu'appartient la propriété de la mine, c'est le vrai principe et la base de la loi ; mais dans l'exposé des motifs, on disait qu'il est inadmissible qu'une richesse minière reste inexploitée, parce que tel est le bon plaisir du propriétaire ; donc, sitôt que la mine sera découverte, l'État demandera au propriétaire s'il est disposé et en mesure de procéder à l'exploitation de la mine, et il a un délai de quatre mois pour se prononcer sur le point de savoir s'il veut exploiter la mine ; en cas d'une réponse négative, l'État se réserve le droit d'exploiter en personne la mine ou la concéder à autrui ; mais quoique le propriétaire a bien refusé d'exploiter la mine, par ce fait ne perd pas tous ses droits, car on lui donne les avantages suivants :

1° La loi donne le droit de coparticipant, après que l'ex-

ploration de la mine a été faite par un tiers ; sans que le propriétaire contribue aux dépenses faites par celui qui a découvert la mine ;

2° S'il ne prend aucune part à l'exploitation, une redevance de 5 p. 100 sur le produit brut de la mine ; cette redevance est trop grande, car la loi la plus favorable pour le propriétaire de la surface, la loi belge lui accorde une redevance de un et demi à 3 p. 100. A défaut du propriétaire, c'est l'inventeur qui a droit de préférence pour l'obtention de la concession ; s'il ne veut pas, une redevance de 0 fr. 50 p. 100 du revenu net vient le dédommager de son travail.

Faute du propriétaire et de l'inventeur, c'est l'explorateur qui a droit à la concession, car voilà la différence que la loi minière roumaine fait entre l'inventeur et l'explorateur : l'*inventeur*, c'est celui qui « signale l'existence d'un gisement jusqu'alors inconnu » ; et l'*explorateur*, c'est celui qui, « au moyen de fouilles ou sondages, établit matériellement l'existence et l'exploitabilité d'une substance minérale », dans la plupart des législations négligent cette différence, car les unes, telles que les lois prussienne et espagnole, ne s'occupent que de l'inventeur ; les autres, telles que les lois française et autrichienne, ne s'occupent que de l'explorateur, la loi roumaine a fait cette différence, et c'est ici une innovation heureuse.

En cas où ni le propriétaire, ni l'inventeur et ni l'explorateur ne réclament l'exploitation de la mine, alors l'Etat accordera la concession de la mine par licitation publique

aux personnes et aux sociétés qui présenteront des garanties pour l'exploitation.

L'explorateur (qui ne serait pas le propriétaire de la superficie) est tenu de payer au propriétaire du sol un fermage pour les terrains qu'il occupe ; et de réparer tous les dommages et préjudices qui pourraient résulter de ses travaux ; ou bien de payer une indemnité, qui sera fixée par l'administration minière, selon les principes du droit commun, et il est responsable de ces dommages pendant l'intervalle de trois ans.

Le prix du fermage sera fixé sur la base suivante ; on accordera le double du prix de fermage établi pour les terrains situés à proximité de la concession.

Enfin, pour les campagnards propriétaires du sol inaliénable, on leur donne la triple valeur du sol détérioré ou occupé ; et ce fermage, de dix ans en dix ans, doit être révisé et changé.

La cause pour laquelle la loi minière roumaine accorde au propriétaire de la surface la propriété de la mine, parce qu'on voyait bien que la Roumanie est un pays qui n'a pas en ce moment toutes les ressources nécessaires pour procéder lui-même à l'exploitation de ses mines ; et qu'on avait besoin des capitaux étrangers, mais à ce moment-là, s'il voulait bien accepter les capitaux étrangers, en même temps il se méfiait quelque peu de ces capitalistes, car nous avons dans la constitution un article 7 qui déclare que seuls les Roumains ou naturalisés Roumains peuvent être propriétaires ruraux ; donc en accordant à l'inventeur

le droit de propriété de la mine, ce ne serait que les étrangers qui profiteraient de cette richesse minérale du pays. Donc je crois que les Roumains ont voulu attirer les capitaux étrangers en Roumanie, tout en laissant aux indigènes la propriété des mines.

En même temps le législateur a bien vu que la surface peut être fractionnée à peu près à l'infini, sans diminuer le revenu mais au contraire en l'augmentant, tandis qu'un fractionnement d'une mine est impossible ; et même que cela soit possible quand même, il diminue au lieu d'augmenter la valeur de la propriété minière, et on a cherché à remédier à ces difficultés en introduisant dans la loi deux clauses : « Nul propriétaire ne pourra s'opposer à l'extraction des substances minérales contenues dans sa propriété » et puis : « Tout propriétaire qui voudra exploiter et qui n'aura pas lui-même exploré son terrain devra subir la copropriété de l'explorateur. »

En ce qui concerne la durée de la propriété des mines, au commencement le projet du gouvernement édictait la perpétuité de la propriété ; mais cette disposition n'a pas été acceptée et la loi fixe à 75 ans la durée de la propriété, c'est-à-dire le droit d'exploitation et ce droit est immobilier, transmissible et susceptible d'hypothèques et privilèges et distinct de la propriété de la superficie. Toutes ces conditions nous indiquent que le concessionnaire est le propriétaire de la mine pendant cette période de 75 ans, et alors on a fait l'objection suivante en disant que l'article 7 de la constitution roumaine est atteint par le fait

qu'on peut concéder une mine à des étrangers, et dans l'article 7 on défend aux étrangers la propriété des immeubles ruraux ; seulement pendant qu'on discutait le projet de loi au Sénat, on disait que la mine, quoiqu'elle est située dans une circonscription rurale, n'est pas un immeuble rural, mais elle est une propriété à part, c'est-à-dire « une propriété industrielle » et par conséquent elle peut être concédée à n'importe quelle personne, sans distinction de nationalité.

Les divisions de la mine par cession ou partage, ou réunion de plusieurs mines par association ou acquisition, ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un décret royal, basé sur une décision du ministère des Domaines, sauf dans le cas où les mines sont comprises dans le périmètre de 1.000 hectares pour les mines de combustible et 600 hectares pour les autres, alors la réunion de plusieurs mines est permise, sans autorisation spéciale.

Déchéances.

La plupart des législations européennes, comme les lois prussienne, autrichienne, toscane, édictent le retrait de la concession pour le cas de chômage, la loi roumaine prononce le retrait de la concession dans le cas où une mine sera inexploitée pendant un an, si dans un délai de six mois après la mise en demeure, le propriétaire ne justifie pas

de causes légitimes de cessation du travail, et encore un cas dans lequel la loi roumaine prononce le retrait de la concession, le cas où sans cause reconnue légitime par le tribunal, l'exploitation d'une mine est restreinte de manière à nuire aux besoins des consommateurs ou à créer un danger public et si dans le délai de deux ans après que l'administration minière a fait observer à l'exploitant le cas où il se trouve, celui-ci n'a pas pris les mesures demandées ; donc deux causes de déchéances, mais ce sont là des droits à peu près nominaux, car on n'en fait pas grand usage, car l'intérêt individuel suffit presque toujours à rendre cette mesure inutile.

En ce qui concerne la surveillance, la loi roumaine s'est bornée à faire ce que toutes les autres législations minières ont fait, elle a organisé la surveillance pour la sécurité des travaux.

Toutes les contestations qui surgiraient en matière d'exploitation ou exploration seront jugées par les tribunaux civils, selon les règles du droit commun.

Les carrières sont exploitées par le propriétaire de la superficie, et ne sont soumises aux prescriptions de la loi des mines, qu'en ce qui concerne la surveillance et le contrôle du gouvernement.

L'impôt consiste dans une taxe fixe qui est établie en rapport avec l'étendue du périmètre, et cette taxe ne pourra pas être supérieure à 50 centimes par hectare ; et une taxe proportionnelle qui sera de 1 p. 100 du produit brut de la mine.

La patente n'est pas payée, puisque l'exploitation et l'exploration des mines ne constituent pas des actes de commerce.

Enfin la loi redonne la pleine propriété de la mine après l'expiration du délai de soixante-quinze ans au propriétaire du sol.

Enfin, on a établi par la présente loi des caisses de secours pour les ouvriers employés au travail des usines, carrières, établissements ou fabriques dépendant de ces industries sur les mêmes bases et avec les mêmes prestations et cotisations qui se trouvent dans presque toutes les caisses de ce genre qui existent dans tous les pays industriels.

ANNEXE I

L'Association des exploitants et des fabricants de pétrole de Roumanie.

Article premier. — De resserrer entre ses membres les relations d'amitié ;

b) De développer et répandre les connaissances de toute nature relatives au pétrole ;

c) De développer l'esprit d'association, de solidarité et d'initiative entre tous ceux qui s'occupent directement ou indirectement de cette industrie sans distinction de nationalité, et d'établir une liaison plus intime entre les éléments roumain et étranger ;

d) De rechercher et d'indiquer les maux dont souffrent les exploitations, la fabrication et le commerce en général, et de lutter pour y remédier, par l'obtention des lois, règlements et toute sorte de mesures pour faire disparaître ces inconvénients et assurer le plus possible le développement des affaires ;

e) Faciliter la visite des régions pétrolifères du pays et faire en sorte que les visiteurs en aient tout le confort nécessaire.

Article 2. — Ce but peut être atteint par :

a) Création de locaux dans les différentes villes pour la réunion des membres ;

b) Création d'un bureau d'information de toute nature relative au pétrole ;

c) Création d'un musée géologique et minéralogique et d'une exposition permanente des produits du pétrole ;

d) Conférences, réunions, publications par les journaux, brochures, revues, mémoires ;

e) Encouragement matériel et moral des publications qui s'occupent de l'industrie du pétrole roumain, ainsi que des meilleurs systèmes que l'on pourrait trouver pour déterminer les couches pétrolifères, pour les explorations ou la fabrication ;

f) Procurer des cartes géologiques, des plans généraux et partiels des régions pétrolifères et de chaque exploitation à part ;

g) Création d'hôtels et restaurants dans différentes localités pétrolifères du pays et d'abord à Campina.

Article 3. — Le siège principal de l'association est à Bucarest, l'association pourra créer des bureaux dans d'autres villes.

Article 4. — La durée de l'association est de dix ans à partir du 1^{er} janvier 1902.

ANNEXE II

Situation des conduites de pétrole dans les districts de Prahova et Dambovitza en 1906.

Le district de Prahova, grâce à ses richesses de pétrole et à l'étendue de son rayon d'exploitation, est l'un des plus riches à l'égard des conduites qui sillonnent la zone si étendue des sondes de ce département.

Le nombre des conduites dont le service des mines s'occupe est de treize :

La conduite *Steaua-Româna*, desservant la ligne Campina-Bushtenari, d'une longueur de 21.921 mètres.

La conduite de la société *Aurora*, qui dessert la distance qu'il y a de Bushténari à la gare de Baicoiu, longue de 19.000 mètres.

La conduite de la société du *Bushténari-Plopeni* desservant les dépôts de Bushténari à la gare de Plopeni, longue de 28.000 mètres.

La conduite de la société du *Crédit pétrolifère* desservant les entrepôts de Bushténari à la gare de Plopeni et à la gare de Doftana, longue de 19.000 mètres.

Les conduites de la société *Trajan*, celle de Bushténari à Campina (12.000 mètres) et celle de Poïana à la gare de Campina (3.000 mètres).

Les conduites de la société *Campina-Moreni*, comprenant celle du dépôt de Moreni à la Gura-Ocnitzei (3.800 mètres) et celle de Moreni à la gare de Baïcoiu (22.000 mètres).

Les conduites de la société Roumaino-Américain comprenant la conduite Moreni-Gageni-Bereasca (46.000 mètres) et celle de Bushténari-Gageni (16.000 mètres).

Enfin la conduite de M. G. Gr. Cantacuzino à partir de Gura-Drăgănești-Poiana-Campina (4.867 mètres) et celle de la société Hollando-Roumaine de Tzintea à Gageni (5.767 mètres).

Le transport effectué dans le courant de 1906 par chacune de ces conduites, installées dans le district de Prahova et des deux autres du district de Dâmbovitza, celle de la société *Internationale-Roumaine* du dépôt de Gura-Ocnitzei à la distillerie de l'Aurora à Târgoviste (13.000 mètres), ainsi que celle d'Ivan Jean Grigoresco de Colibasi à Târgoviste (23.000 mètres).

Voilà le tableau indiquant les quantités de pétrole brut qui ont été écoulées par ces conduites dans le courant de 1906 :

	Kilogr.
Conduite Steaua-Romana.....	22.818.800
— Aurora.....	78.551.000
— Société Bushtenari { Baïcoiu.....	30.099.000
{ Gara ploieni.	67.383.000

—	Crédit pétrolifère.....	74.727.000
—	Société Trajan { Campina.....	21.821.000
		{ Gara Campina.. 11.326.000
—	Société Campina-Mo- { G. Ocnitra	5.874.000
	reni	{ Baicoiu .. 30.219.000
—	Société Roumaino amé- { Bereasca.	15.074.000
	ricaine.....	{ Gageni .. 5.717.000
—	G. Gr. Cautacuzino.....	336.000
—	Hollando-Roumanie	5.585.000

District de Dombovitz.

Conduite Société internationale Roumanie..	32.193.000
— Ivan Jean Grigoresco.....	9.920.000

Donc il résulte de ces différentes données que la quantité de pétrole brut, transporté au moyen des ces conduites-s'élève pour 1906 à la quantité énorme de 609.913.000 kilogrammes pour les deux départements.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
EM. ALGLAVE.

Vu : LE DOYEN,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
HISTORIQUE.....	3
<i>L'exploitation en 1850-1865.....</i>	<i>3</i>
Premières raffineries.....	6
Le transport du pétrole en 1863.....	9
<i>La formation des sociétés et l'éruption des capitaux étran-</i> <i>gers jusqu'à la fin de l'année 1899.....</i>	10
<i>Les raffineries jusqu'à la fin de l'année 1899.....</i>	<i>15</i>
L'exportation.....	19
La production du pétrole en 1897 et 1898.....	20
L'exportation en 1897 et 1898.....	23
<i>La production du pétrole en 1899-1900.....</i>	<i>24</i>
L'exportation en 1899-1900.....	26
Règlement du 21 octobre 1899.....	30
<i>La production du pétrole en 1901-1902.....</i>	<i>31</i>
Baisse de prix.....	34
Associations des producteurs.....	34
La question du pétrole devant le Parlement.....	35
La marche des sociétés.....	38
Les raffineries.....	38
Combustible liquide aux chemins de fer.....	39
Combustible liquide au service maritime.....	40
L'exportation en 1901-1902.....	42
Projet de M. Costinesco.....	44
<i>La production en 1903.....</i>	<i>46</i>
L'exportation en 1903.....	47
Les propositions de la société Standard Oil.....	50
Les prix en 1903.....	55
<i>L'industrie du pétrole en 1904.....</i>	<i>56</i>

La richesse des mines du pétrole.....	56
La production en 1904.....	57
Les raffineries en 1904.....	57
Puits et sondes en 1904.....	58
L'exportation en 1904.....	59
Loi pour la réglementation et la consolidation des ter- rains pétrolifères sur les propriétés privées	61
Les formalités à accomplir pour la concession.....	63
Les incapables.....	66
Les privilèges des concessionnaires.....	67
Abus de confiance.....	67
Les capitaux étrangers en 1904.....	70
Le Gouvernement allemand et nos pétroles.....	75
Navigabilité du Danube.....	76
Traité de commerce Roumaino-Allemand.....	79
Capitaux placés dans l'industrie du pétrole en Rou- manie.....	81
<i>Industrie du pétrole en 1905.....</i>	83
La production en 1905.....	83
Les conduites et réservoirs du pétrole.....	88
L'exportation en 1905.....	93
Le corps diplomatique et consulaire.....	96
Le capital national et le pétrole.....	98
Traité de commerce avec l'Allemagne.....	100
Le pétrole comme combustible liquide.....	102
Rendements financiers des exploitations du pétrole en Roumanie	104
<i>Etude comparative.....</i>	108
Les gisements pétrolifères du monde.....	108
<i>Les lois minières relatives aux exploitations du pétrole....</i>	128
<i>Règlement concernant la concession du droit de rechercher le pétrole sur les propriétés de l'Ephorie des Hôpitaux ci- vils</i>	130
Obtention de la concession	132
Droits et obligations du concessionnaire.....	134
La redevance due à l'Ephorie.....	136
La cession du contrat de concession ou d'affermage....	137
<i>Règlement concernant la concession du droit de rechercher et d'exploiter le pétrole sur les propriétés de l'Etat.....</i>	138
Contrat de concession	139
Droits et obligations du concessionnaire.....	141
Les redevances	143

Contrat d'affermages	143
Droits du fermier	144
Redevances dues à l'Etat	145
Cessions ou transmissions du contrat de concession ou d'affermage	146
Pénalités	147
<i>Nouveau projet de loi</i>	147
<i>Les accidents dans l'industrie pétrolifère</i>	155
<i>Les impôts</i>	160
<i>La taxation de la consommation interne</i>	161
Les fabricants et distillation du pétrole	163
L'exportation du pétrole	166
Administration de l'impôt	167
Contraventions et pénalités	167
<i>Le régime des mines</i>	168
Les mines à Athènes	170
Les mines dans le droit Romain	171
Les mines en Roumanie avant la loi de 1895	172
<i>La loi minière de 1895</i>	172
ANNEXE I	185
ANNEXE II	187

